

PERSPECTIVES URBAINES

PCI (MAOÏSTE)



ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

38 rue Dunois, 75013 Paris

flpress@protonmail.com

Collection “Classiques en Couleurs” #14 (Français)

Une collection dirigée par Christophe Kistler

Édition: Section Francophone—ELE

2^{ème} Édition

Paris, 2020

ISBN: 978-2-491182-44-1

Note de la présente édition:

Cette édition des *Perspectives Urbaines* est une version corrigée de la traduction disponible sur la *Bibliothèque Marxiste*.

Toutes les notes de bas de pages sont celles de l'éditeur.

Nous avons publié ce livre en un total de 700 exemplaires en:

- Anglais: 500 (5 tirages)
- Français: 200 (1 tirage)

Ce livre est également disponible en allemand. Contactez-nous si vous souhaitez en recevoir une copie PDF.



Ce livre et cette traduction sont publiés sous licence CC BY-NC-SA 4.0, qui autorise sa copie et diffusion à titre non-commercial sous réserve de citation de l'auteur et de l'éditeur.

Table des Matières

1	Introduction	5
2	L'Inde Urbaine	11
	2.1. Modèle d'urbanisation	12
	2.2. Les changements dans la composition de classe et la structure des villes	18
3	Politique et Lignes Directrices	29
	3.1. L'approche stratégique en matière de travail urbain	29
	3.2. Les principaux objectifs de notre travail urbain	34
	3.3. La mobilisation de masse et la construction du Parti	36
	3.4. Le Front Uni	85
	3.5. Les tâches militaires	114
	3.6. Les plans pour l'ensemble de l'Inde et au niveau des États	132
4	Examen de notre Compréhension et de notre Pratique	137
	4.1. Les circulaires et autres politiques plus anciennes	138
	4.2. Nos principales lacunes	142
	4.3. Le défaut principal dans notre compréhension	153

5	Les Tâches Immédiates	155
5.1.	Introduire la spécialisation urbaine et ouvrière dans les comités supérieurs	155
5.2.	Élaborer des plans de perspectives à l'échelle de l'Inde et des États	156
5.3.	Réorienter et réorganiser les organisations urbaines dans le cadre d'une approche stratégique à long terme	157
5.4.	Mobiliser largement les masses urbaines, en particulier la classe ouvrière	160
5.5.	Recruter et développer des dirigeants du parti issus de la classe ouvrière	161
5.6.	Réorganiser le mécanisme technique dans les villes	162
5.7.	Préparer les organes d'auto-défense du mouvement urbain	164
5.8.	S'engager dans le travail au sein des industries clés	164
5.9.	Infiltrer les organisations ennemies	165
5.10.	Construire le front uni dans les zones urbaines	166

CHAPITRE 1. INTRODUCTION

Le document *Stratégie et Tactiques*, adopté au 9^e Congrès de 2007, explique l'importance du travail urbain dans la stratégie pour la révolution indienne, de la manière suivante :

« Le travail dans les zones urbaines a une importance particulière dans notre travail révolutionnaire [...] dans notre révolution, qui suit la ligne de la guerre populaire prolongée, la libération des zones urbaines ne sera possible qu'à la dernière étape de la révolution. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de se concentrer, dès le début, sur la construction du mouvement révolutionnaire urbain. Dès le commencement, nous devons nous focaliser sur l'organisation de la classe ouvrière, qui, étant à la tête de notre révolution, doit directement participer et mener la révolution agraire et la guerre populaire, de même que la construction du mouvement ouvrier révolutionnaire. De plus, sur la base du mouvement révolutionnaire des ouvriers, nous serons capables de mobiliser des millions de personnes issues des masses urbaines opprimées et de construire la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, la lutte en faveur de la révolution agraire et la

lutte pour les droits démocratiques. Ce n'est que par cette voie que nous serons capables de créer les forces subjectives et les conditions requises pour la construction d'un large front uni, anti-impérialiste et antiféodal à l'échelle du pays. Le mouvement urbain, qui fournit des cadres et des dirigeants possédant des aptitudes variées essentielles à la guerre populaire et à la création de zones libérées, en est l'une des principales bases [...] Nous ne devons pas oublier le rapport dialectique entre le développement du mouvement urbain et le développement de la guerre populaire. En l'absence d'un solide mouvement urbain révolutionnaire, la guerre populaire fera face à des difficultés.

Toutefois, nous ne devons pas sous-estimer l'importance du fait que les zones urbaines sont les centres tenaces de l'ennemi. La construction d'un mouvement révolutionnaire urbain puissant signifie que notre parti doit bâtir un réseau de lutte capable de mener le combat de façon constante et autonome jusqu'à ce que la guerre populaire prolongée atteigne le stade de l'offensive stratégique. Dans cette perspective à long terme, nous devons développer un parti clandestin, un front

uni et des éléments armés du peuple; intensifier la lutte de classe dans les zones urbaines et mobiliser des millions de personnes issues des masses urbaines en soutien à la guerre populaire. »¹

Cependant, il y a eu d'importantes lacunes et erreurs dans notre compréhension et notre pratique durant les trente dernières années. *L'Examen Politique et Organisationnelle* du 9eme Congrès a donc fait la critique suivante :

« L'importance du travail urbain dans la guerre populaire en cours dans notre pays est bien reconnue dans notre Parti et est élaborée dans notre document *Stratégie et Tactiques*. Toutefois, nos perspectives, nos politique et nos méthodes de travail ont été nettement insuffisantes. Nous n'avons qu'apporté des changements par petites doses et sans régularité à la ligne politique contenue dans le document *Notre Travail dans les Zones Urbaines* produit par l'APSC en 1973. Nous devons encore développer une approche exhaustive et à long terme qui prend en compte l'évolution des tendances en urbanisation, ainsi que les politiques de l'ennemi mises en place dans le but de nous isoler et nous écraser dans les zones urbaines. Cela a conduit à des

¹ *Stratégie et Tactiques (S&T)*, pp. 69-70.

hauts et des bas fréquents dans notre travail urbain dans la plupart des zones et à une lourde perte de cadres dans les zones de répression. »²

Par conséquent, le Congrès a décidé :

« [Un] programme – déterminé dans le temps – pour la préparation de la politique et des orientations en matière de travail urbain, en particulier auprès de la classe ouvrière. Cela devrait inclure un examen de notre compréhension et de notre pratique en ce qui concerne les syndicats révolutionnaires, les petits bataillons de guérilla, les escouades d'autodéfense et des revues ouvrières, entre autres choses. Cela devrait être suivi d'une campagne pour réorganiser notre travail selon ces lignes directrices. »³

Le présent document s'inscrit dans la tentative de mise en place de la décision du Congrès susmentionnée.

La deuxième partie donne un bref aperçu de l'Inde urbaine, en présentant les tendances dans l'urbanisation et les changements dans la composition des classes, en particulier depuis les politiques de libéralisation.

La troisième partie est la section principale qui

² *Examen Politique et Organisationnelle (EPO)*, p. 141.

³ *ibid.*, p. 149.

expose la politique et les lignes directrices du travail : notre approche stratégique et nos objectifs, les formes d'organisation et les formes de lutte, le parti, le front uni et les tâches militaires, la propagande, le mécanisme technique et la planification.

La quatrième partie passe en revue les principales lacunes dans notre compréhension et dans notre pratique au cours des 30 dernières années.

La cinquième partie identifie quelques-unes des tâches les plus pressantes.

En plus de cela, un document annexe, *Directives pour notre travail dans la classe ouvrière* explique les détails du travail à mener auprès de la classe ouvrière.

CHAPITRE 2. L'INDE URBAINE

Selon le recensement de 2001, 27,8 % de la population indienne vit aujourd'hui dans les villes. La population urbaine totale est de 285 millions, ce qui est supérieur à la population totale du troisième pays le plus peuplé du monde, les États-Unis⁴. La plupart de cette population urbaine se trouve dans les grandes villes. Près des deux tiers résident dans des villes de plus de 100 000 habitants, et 108 millions (soit 38 %) se trouvent dans 35 centres métropolitains de plus d'un million. Trois des vingt mégapoles mondiales, avec une population de plus de 10 millions d'habitants chacune, sont originaires de l'Inde.

Le centre de l'économie s'est également éloigné des zones rurales. En 1950-51, 56 % de la production était issue de l'agriculture, alors qu'aujourd'hui, moins de 25 % en provient. De nos jours, la majeure partie de la production du pays est assurée par les secteurs de l'industrie et des services, qui sont principalement basés dans les villes. La part des villes dans le produit intérieur brut (PIB) est donc maintenant supérieure à 60 %.

La taille, la proportion et le poids économique de la population urbaine de l'Inde sont aujourd'hui bien plus importants que ceux de la Chine à l'époque de la révolution. La Chine n'avait alors

⁴ En 2019, la population urbaine indienne s'élève à 471 millions contre 328 millions d'habitants aux États-Unis.

qu'environ 10 % de sa production qui provenait de l'industrie et seulement 11 % de sa population qui résidait dans les zones urbaines. Cela voudrait donc dire que les zones urbaines de l'Inde devraient jouer un rôle relativement plus important dans la révolution que celui joué par les villes pendant la révolution chinoise.

Ces faits n'exigent pas pour autant un changement dans notre stratégie de base qui repose sur le développement économique et politique inégal, ainsi que sur le caractère semi-féodal et semi-colonial de la société indienne. L'expérience internationale actuelle montre également que plusieurs pays semi-coloniaux, avec une forte proportion de zones urbaines, font avancer avec succès la guerre populaire en se basant sur la lutte armée rurale. Bien que notre population urbaine soit importante et en constante augmentation, sa proportion est encore bien inférieure au pourcentage de la plupart des autres pays semi-coloniaux ayant des mouvements engagés dans la révolution agraire armée. Ainsi, les Philippines ont 59 %, le Pérou 73 % et la Turquie 75 % de population urbaine. Seul le Népal, avec ses 12%, a une population urbaine inférieure, quoique le taux de croissance de sa population urbaine soit presque le double de celui de l'Inde.

2.1 Modèle d'urbanisation

Depuis 1947, quatre grandes villes métropolitaines, qui ont servi de capitales régionales sous

l'administration britannique, ont dominé le processus d'urbanisation du pays. Il s'agit de Kolkata, Mumbai, Delhi et Chennai, qui ont respectivement servi de plaques tournantes centrales pour l'est, l'ouest, le nord et le sud du pays. Depuis les années 60, elles ont continué à se développer, bien qu'à des rythmes différents. En outre, de nouveaux centres métropolitains comme Bangalore, Hyderabad et Pune sont en train d'émerger comme de nouvelles plaques tournantes de la croissance urbaine. Les politiques de libéralisation apportent des changements additionnels et de nouveaux modèles d'urbanisation ont émergé, ce qui modifie la position et l'importance des anciens centres métropolitains.

Delhi continue de conserver son importance dans toute l'Inde, principalement en tant que capitale administrative ainsi qu'en raison de l'industrialisation rapide de ses environs. Mumbai, en tant que capitale financière, a continué à se développer rapidement et compte désormais parmi les cinq plus grandes villes du monde. Kolkata et Chennai conservent leur importance régionale, bien que Kolkata a perdu son importance nationale en tant que centre industriel et commercial.

Les hauts et les bas de ces principaux centres ne sont toutefois que le reflet du schéma d'urbanisation très inégal du pays. Kolkata recule en raison de son emplacement dans la partie orientale du pays, la plus pauvre et la moins urbanisée, alors

que toutes les nouvelles étoiles émergent dans les parties du sud et de l'ouest les plus urbanisées. L'ancienne hiérarchie des quatre mégapoles situées dans différentes régions du pays cède donc la place à des corridors urbains et à des pôles de nouveaux investissements situés principalement dans les parties sud et ouest du pays.

À l'exception de la région de Delhi et des régions adjacentes de l'Haryana, du Punjab, du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh, une grande partie du nord, de l'est et du centre du pays a été contournée. Cette vaste zone couvrant la moitié orientale de l'Uttar Pradesh et s'étendant sur le Bihar, le Bengale occidental, les États du nord-est, l'Orissa, le Madhya Pradesh et la partie orientale du Maharashtra reste une zone de sous-développement urbain avec de vieilles bases industrielles et un taux de chômage élevé. Ces régions sont donc les principales sources de main-d'œuvre migrante bon marché pour les grandes villes métropolitaines.

Les inégalités susmentionnées sont encouragées par les politiques gouvernementales. Dans la période antérieure, sous la politique des licences industrielles, il y eut quelques tentatives pour parvenir à un équilibre dans le développement industriel. Cela a conduit à ce que certains projets soient établis dans des zones relativement peu développées comme dans la ceinture de minerai du centre de l'Inde. Maintenant, sous les politiques de libéralisation, les investissements ne sont plus régulés

et ne concernent plus que les zones prometteuses des plus grands profits. Ainsi, les principaux investissements ne sont centrés qu'autour de quelques zones où la concentration urbaine est croissante. Les principales zones sont les suivantes :

a) Le corridor Ahmedabad-Pune : Ce tronçon de l'Inde occidentale est le principal lieu où se concentrent l'industrialisation et l'urbanisation du pays. Il comprend quatre des dix principales villes du pays : Mumbai, Ahmedabad, Pune et Surat, ainsi que deux autres villes de plus d'un millions d'habitants, Vadodara et Nashik. Les industries qui y sont implantées comprennent la quasi-totalité des principales branches industrielles : l'ingénierie, l'industrie chimique, le textile, l'automobile, les télécommunications, l'électronique, etc. Ces villes et leurs régions avoisinantes attirent le plus de nouveaux investissements de tout l'Inde). La classe ouvrière y est des plus diverses, ayant migrée de toutes les parties du pays.

b) La région de Delhi : La région de la capitale, ainsi que les régions avoisinantes de Gurgaon et Faridabad en Haryana, de même que Ghaziabad et NOIDA en Uttar Pradesh, constituent une importante zone urbaine et industrielle. Elle évolue à un rythme rapide dans les domaines de l'ingénierie, de l'automobile, de l'électronique, etc. Dans cette zone également, la classe ouvrière est diversifiée, mais elle provient principalement du nord de l'Inde.

c) Bangalore : Il s'agit depuis un certain temps d'un centre pour plusieurs importants établissements du secteur public, ainsi que pour le textile et le tissage de la soie. L'électronique, les logiciels et le matériel informatique sont les principales industries en croissance, puisque Bangalore est la capitale du logiciel en Inde. C'est un centre en pleine expansion.

d) Chennai : La région du Grand Chennai est devenu le centre industriel de tout le Sud. Il possède un éventail très diversifié d'industries : l'automobile, les textiles, l'industrie chimiques, les produits pétroliers, l'électronique, etc.

e) La ceinture de Coimbatore-Erode : C'est la zone où l'urbanisation se développe le plus rapidement de tout le pays. Les principales industries sont centrées autour du textile (les moulins, les métiers à tisser, les tricots, etc.). Il existe également des petites et moyennes unités d'ingénierie.

f) Hyderabad : Bien que la croissance réelle ne soit pas aussi importante que ce que la propagande médiatique du ministre en chef de l'Andhra Pradesh le prétend, Hyderabad est aussi un centre urbain en pleine expansion. Outre l'entreprise du secteur public et d'autres industries précédemment établies, les nouveaux investissements visent principalement les secteurs de l'électronique et les technologies de l'information. Dans l'Andhra Pradesh, Visakhapatnam est également un centre de croissance qui attire de gros investissements.

La plupart des centres urbains des autres régions ne reçoivent que peu d'investissements et connaissent donc un certain niveau de stagnation. Il s'agit, malgré tout, de grands centres industriels avec une importante classe ouvrière. Ils jouent également un rôle très important dans leurs régions. Certains de ces centres sont:

a) Kolkata : Bien qu'elle ait perdu de son importance à l'échelle du pays, elle demeure le centre de toute la région orientale de l'Inde. Elle possède une base industrielle vaste et diversifiée, mais pas de nouvelle zone de croissance industrielle majeure. La ville se développe aussi à un rythme lent. Elle a obtenu de nouveaux investissements, mais une grande partie de ceux-ci sont destinés à l'extension des installations déjà existantes. La classe ouvrière y est diverse, mais provient essentiellement de l'Inde orientale. En raison de la faible croissance industrielle, le taux de chômage y est relativement plus élevé.

b) Les villes industrielles du centre de l'Inde : Les investissements dans ces régions sont principalement destinés aux domaines de l'énergie et les combustibles, ainsi qu'à l'industrie métallurgique. Néanmoins, les nouveaux projets sont relativement peu nombreux et le chômage global y est en augmentation.

c) Les villes de la plaine du Gange : Ces villes, y compris les anciens grands centres industriels comme Kanpur, ne reçoivent pas beaucoup de

nouveaux investissements et sont donc en état de stagnation. Les villes, cependant, continuent de se développer en raison de l'afflux en provenance des zones rurales.

La tendance et le schéma de croissance urbaine ci-dessus doivent être pris en compte lorsqu'on élabore la perspective et la planification du travail en milieu urbain.

2.2 Les changements dans la composition de classe et la structure des villes

Outre les modifications s'appliquant à l'ensemble de l'Inde, plusieurs changements importants ont lieu au sein des villes, particulièrement dans les plus grandes. Il en résulte des modifications dans la nature et la composition de la force de travail, ainsi que dans la répartition géographique des différentes classes et communautés.

2.2.1 La désindustrialisation des grandes villes

Au fil des ans, la plupart des grandes villes ont connu un déclin de l'activité manufacturière par rapport à l'activité des entreprises dans les secteurs des banques, de la finance et des autres services. Ce processus a commencé dans les grandes villes, avec la fermeture de nombreuses usines de jute et d'autres industries de Kolkata à la fin des années 60. Ce processus s'est toutefois généralisé dès le début des années 80 avec le déclin des usines textiles à Mumbai, Ahmedabad, Chennai et dans

d'autres centres. Des centaines de milliers d'emplois de cols bleus ont été détruits sans qu'aucune nouvelle industrie ne s'installe dans la ville. Depuis ces vingt dernières années, il n'y a pratiquement pas eu de nouvelles industries dans les vieilles villes principales. La nouvelle industrialisation se déroule généralement dans la périphérie des villes principales ou dans les villes avoisinantes de ces dernières. Cela se traduit par une augmentation des emplois de col-blanc dans le secteur des services, avec des investissements qui visent principalement ces secteurs.

Ce processus a conduit à un changement dans la composition des classes de la plupart des villes, en particulier les villes métropolitaines. Les données agrégées sur les zones urbaines dans leur ensemble montrent une diminution progressive du pourcentage d'ouvriers masculins engagés dans l'industrie manufacturière, de 27% en 1983 à 23,6% en 1993-94. Pour les femmes, la baisse a été de 26% en 1983 à 23,6% en 1993-94. Sur la même période, le pourcentage d'ouvriers masculins engagés dans le secteur des services est passé de 24,8% à 26,4%, et l'augmentation pour les femmes de 31,4% à 38,8%. Les services ont été définis de manière à inclure les services financiers, d'assurance et d'affaires, ainsi que tous les autres services, y compris les services communautaires et sociaux. Cela indique que la proportion globale du prolétariat industriel dans les zones urbaines de l'Inde

est en baisse par rapport aux employés travaillant dans les bureaux, les entreprises de marketing, les hôtels, etc.

Bien que les chiffres ci-dessus donnent une vue d'ensemble, la situation réelle dans les certaines villes particulières sera différente. Comme ce facteur est très important pour notre perspective organisationnelle, nos plans et nos tâches dans les villes, tous les comités respectifs devraient effectuer une analyse de classe dans leur ville concernant la situation et la tendance dans cette zone.

2.2.2 Les changements dans la composition de la main-d'œuvre

Avec les fermetures d'industries et les pertes d'emplois qui en découlent, de nombreux ouvriers sont contraints d'accepter des emplois occasionnels ou de gagner leur vie par le colportage, la conduite de rickshaws, la tenue de stands de thé et de restaurants sur le bord de la route, etc. En même temps, les jeunes qui entrent sur le marché du travail ne trouvent pas immédiatement un emploi régulier (le taux de chômage est le plus élevé dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans) et sont obligés d'accepter un emploi occasionnel ou de travailler comme vendeur ambulancier. Cette tendance s'est accentuée ces dernières années dans les zones urbaines. Parallèlement, de plus en plus de femmes occupent des emplois, mais à des salaires beaucoup plus bas. Cette tendance, qui a commencé au début des

années 80 dans la plupart des villes, s'est encore accélérée depuis les politiques de libéralisation.

Le pourcentage d'hommes en milieu urbain ayant un travail régulier a diminué et le pourcentage de travailleurs à leur compte et de travailleurs occasionnels a augmenté. En parallèle, le pourcentage de femmes occupant un emploi régulier a augmenté, quoique cela n'affecte pas tellement la dimension totale de la classe ouvrière, car les femmes ne représentent que 17 % de la main-d'œuvre urbaine totale.

Cela signifie donc un changement dans la composition de la population active. Tout d'abord, il y a eu une augmentation du pourcentage de semi-prolétaires (c'est-à-dire de travailleurs à leur compte) ; deuxièmement, on constate une augmentation de la proportion de femmes qui perçoivent des salaires très bas ; et troisièmement, on constate une augmentation de la main-d'œuvre occasionnelle.

Outre les changements mentionnés ci-dessus, une autre modification a été le déplacement des emplois des grandes usines des secteurs syndiqués vers les petits ateliers et les petites industries. Ces dernières années, le pourcentage d'ouvriers du secteur syndiqué en comparaison à la force de travail totale est passé de 8,5 % en 1991 à 7,1 % en 1997, puis à 6,9 % en 1999-2000. Comme les ouvriers sont divisés en unités plus petites, leur potentiel syndicalisation se réduit également.

Tous les changements susmentionnés dans la

force de travail ont été présentés ici comme concernant l'ensemble de l'Inde. Ces changements ont des conséquences importantes pour notre planification au niveau des villes et des régions. Nous devons procéder à une analyse des classes locales et planifier nos activités en conséquence.

2.2.3 La division ou segmentation des villes

Les villes indiennes, basées sur le modèle colonial, ont toujours abrité de riches quartiers britanniques et des arrondissements indiens plus pauvres. Cette séparation s'est toutefois réduite dans une certaine mesure au cours du processus de croissance des villes métropolitaines. Ainsi, il est devenu assez courant d'avoir des bidonvilles qui avoisinent des gratte-ciels huppés, ainsi que des colporteurs et des vendeurs qui occupent l'espace juste à côté des bureaux des multinationales, au cœur du quartier central des affaires. De temps en temps, des campagnes de démolition des bidonvilles ou d'expulsion des colporteurs sont organisées, mais ceux-ci parviennent le plus souvent à se battre et à conserver leur espace au centre de la ville.

Dans la période de libéralisation-mondialisation, les classes dominantes de la plupart des grandes villes, aspirant à en faire des villes « mondiales », ont lancé de manière coordonnée et planifiée de nombreuses mesures pour chasser les pauvres du centre de la ville et la préserver pour l'usage économique et social du capital impérialiste

et comprador. Ce processus a été et est encore en cours de manière intensive à Mumbai, Delhi, Bangalore, Hyderabad, Kolkata, Chennai, et dans certaines autres villes métropolitaines. Des tendances similaires sont toutefois observées même dans des villes relativement petites.

Ce processus de division ou de segmentation de la ville se fait par le biais de diverses mesures. Ces mesures varient des anciennes mesures de démolition des bidonvilles et d'expulsion des colporteurs à de nouvelles formes: fermeture d'usines « polluantes », interdiction des manifestations dans les zones centrales, modification des lois de façon à ce qu'elles encouragent la privatisation et la concentration des finances urbaines en un lieu donné, réglementations qui encourage la concentration du développement dans les zones les plus riches, etc.

Le rôle de l'État est le plus important. Les bureaucrates et les urbanistes opérant sous les instructions directes de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et d'autres institutions impérialistes ont formulé des lois, des règlements, des politiques et des plans directeurs, qui ont même renoncé aux slogans d'équité et de réduction de la pauvreté urbaine. Aujourd'hui, les plans sont essentiellement axés autour de l'« efficacité » et pour des villes « propres et vertes », ce qui signifie essentiellement qu'il faut fournir des enclaves aseptisées cinq étoiles avec les meilleures infrastructures et les meilleurs équipements de

communication pour les bureaux, les maisons et des installations de divertissement pour les dirigeants d'entreprises et l'élite, et ce, tout en poussant les pauvres ainsi que leurs bidonvilles « sales » et leurs industries « polluantes » jusqu'aux limites de la ville. Les grandes lignes du plan de la capitale nationale pour Delhi et le programme « Mega-City » de 1993 pour les cinq autres grandes villes mentionnées ci-dessus ont essentiellement cet objectif. Les Hautes Cours et la Cour Suprême, aidées par des soi-disant écologistes qui sont contre le peuple ont également joué un rôle très actif dans ce processus en rendant de nombreux arrêts de justice pour accélérer ce processus au nom des litiges d'« intérêt public ».

De nombreuses luttes de la classe ouvrière et des pauvres des villes ont éclaté contre ces mesures. La révolte de novembre 2000 de la classe ouvrière et de la bourgeoisie nationale de Delhi, ainsi que les luttes des habitants des bidonvilles de Mumbai et des colporteurs de Kolkata en sont quelques exemples. Cependant, malgré ces luttes, la reconfiguration des mégapoles et autres villes métropolitaines se poursuit, et le modèle sociogéographique des villes comme Mumbai a déjà considérablement changé.

Nous devons traiter ce processus à deux niveaux. Au premier niveau, nous devons participer aux luttes de masse contre le processus d'expulsion et nous battre pour le droit de la classe ouvrière et des

pauvres des villes à vivre et à travailler dans leurs anciens quartiers. À un autre échelon, nous devons prendre en compte le changement de modèle de la ville dans notre analyse et notre planification. Dans le cadre de notre analyse de classe, nous devrions également dresser la carte géographique de l'emplacement des différentes classes, tant par lieu de résidence que par lieux de travail. Nous devrions en tenir compte dans nos plans d'organisation, de protestation, d'autodéfense, etc.

2.2.4 La ghettoïsation

Un ghetto est un bidonville ou un quartier principalement ou entièrement peuplé par une seule communauté. Lorsqu'une communauté particulière est attaquée à plusieurs reprises et forcée, pour sa sécurité, de se concentrer dans des zones particulières, ce processus est appelé ghettoïsation. Les quartiers formés sur la base de la nationalité, de la caste ou de la religion sont très courants dans presque toutes les villes indiennes. Cependant, elles n'ont pas toutes été formées par un processus de ghettoïsation.

La violence des masses en milieu urbain sur la base de la nationalité est relativement peu fréquente. On peut citer des exemples comme les émeutes de Cauvery à Bangalore où la minorité nationale tamoule a été attaquée, ou les attaques de Mumbai en 1967 contre les Indiens du sud par les chauvins nationaux de Shiv Sena. On peut

expliquer la fréquence peu élevée de ces actes en grande partie par le manque relatif de soutien à de tels actes de la part des classes dirigeantes intégrationnistes de l'Inde et de l'appareil d'État central.

Les violences et les émeutes de caste sont plus nombreuses, certaines villes étant régulièrement le théâtre d'attaques contre les Dalits. Dans de nombreuses régions du pays, les émeutes contre les réserves sont une forme constante d'attaques des castes. Cette violence des castes supérieures a conduit à une division encore plus nette de nombreuses villes et a forcé tous les Dalits à vivre dans des zones séparées pour mieux organiser leur auto-défense.

La principale forme de violence a cependant été les attaques et les pogroms organisés par les communalistes et les fascistes hindous, principalement contre les musulmans, mais aussi contre les sikhs et les chrétiens. Cela a conduit à une forte ségrégation de la communauté musulmane et à la création de mahallas musulmanes dans presque toutes les villes où la communauté est présente. Toutefois, avec le métropolisation de certaines villes, on a constaté un léger déplacement des musulmans vers d'autres zones. Les fascistes hindous ont eux aussi cherché à inverser cette tendance de manière radicale dans les années 80 et 90.

Les années 80 et 90 ont vu le plus grand nombre de pogroms anti-musulmans associés à l'ascension politique des fascistes hindous du Sangh Parivar.

Le principal centre de ces pogroms a été le corridor occidental, avec des massacres de musulmans dans presque toutes les grandes villes de cette région : Ahmedabad, Vadodara, Mumbai et Surat, ainsi que d'autres villes plus petites comme Bhiwandi, Malegaon et Bharuch. Les principaux centres urbains du sud ont également été le théâtre d'émeutes communales – Coimbatore, Hyderabad et Bangalore, ainsi que d'autres villes plus petites comme Mangalore, Bhadravati, etc. Certaines ont également eu lieu dans les villes de l'Inde centrale et de la plaine du Gange. La plupart de ces attaques ont été menées avec la pleine connivence et même la participation des forces de l'État. Parmi toutes ces attaques, le Gujarat est considéré par les fascistes comme un laboratoire pour une expérience de nettoyage ethnique, avec l'annihilation physique et économique systématique des musulmans.

Alors que la campagne des fascistes hindous se répand dans d'autres régions du pays, la ghettoïsation va certainement s'intensifier fortement dans la plupart des villes. Les zones purement musulmanes, méfiantes à l'égard de toutes les autres, et organisées pour l'autodéfense deviendront essentielles pour la survie de la communauté. L'accroissement des divisions sur une base communautaire peut devenir un obstacle sérieux à la construction de l'unité de classe. Notre parti dans les zones urbaines doit prendre sérieusement en compte le processus de ghettoïsation dans tous ses plans.

Une ghettoïsation brutale entraîne un manque d'emplois pour les musulmans et pousse de plus grandes parties d'entre eux vers le semi-prolétariat. Ainsi, la simple organisation au sein de l'industrie ne nous permettra pas d'entrer dans cette communauté opprimée. Si nous ne nous immergeons pas au milieu des ghettos, nous ne pourrons pas entrer dans l'organisation de la communauté ; nous ne pourrons pas non plus construire le front uni contre les fascistes hindous. Ainsi, dans notre planification, nous devons clairement identifier les ghettos d'une ville et établir notre plan pour y pénétrer. Ce faisant, nous devons les organiser en fonction de leurs besoins fondamentaux et de leurs problèmes quotidiens également.

CHAPITRE 3. POLITIQUE ET LIGNES DIRECTRICES

3.1 L'approche stratégique en matière de travail urbain

3.1.1 Le rôle du travail urbain dans la stratégie politique

Comme le dit le 9^e Congrès :

La direction de la classe ouvrière est la condition indispensable pour la nouvelle révolution démocratique en Inde. La classe ouvrière exerce sa direction dans la révolution par sa participation directe. En plus de s'élever sous la direction du Parti Communiste dans la lutte globale pour la démocratie et la liberté, et ainsi d'unir toutes les autres sections du peuple dans les luttes anti-impérialistes et antiféodales. La classe ouvrière organise la révolution agraire en envoyant son avant-garde dans les zones rurales.⁵

Ainsi, étant les centres de concentration du prolétariat industriel, les zones urbaines jouent un rôle important dans la stratégie politique de la Nouvelle Révolution Démocratique. C'est la tâche du Parti dans les zones urbaines de mobiliser et d'organi-

⁵ *SC&T*, p. 36.

ser le prolétariat dans l'exercice de son rôle crucial de leader. Le travail urbain signifie donc d'abord la formation de liens les plus étroits possibles avec la classe ouvrière et, par la lutte des classes, l'établissement du Parti en tant qu'avant-garde prolétarienne ; de plus, il signifie la mobilisation et l'unification de toutes les autres sections sous la direction du prolétariat dans la lutte pour mener à bien les tâches de la révolution.

3.1.2 Le rôle du travail urbain dans le cadre de la stratégie militaire

Les caractéristiques spécifiques de la guerre révolutionnaire en Inde « déterminent la stratégie militaire qui doit être celle d'une guerre populaire prolongée – établir des zones de bases révolutionnaires d'abord dans les campagnes où l'ennemi est militairement faible, puis encercler et capturer progressivement les villes qui sont les bastions des forces ennemies. »⁶

Il est donc clair que la lutte armée et le mouvement dans les zones rurales joueront le rôle principal, et que le travail dans les villes jouera un rôle secondaire, complémentaire au travail rural. Cependant, tout en accordant la priorité au travail rural, nous devons également accorder l'importance qu'il mérite à la lutte urbaine. Sans un mouvement révolutionnaire urbain fort, la guerre populaire en cours se heurte à des difficultés ; de

⁶ *ibid.*, p. 8.

plus, sans la participation des masses urbaines, il est impossible de remporter une victoire à l'échelle du pays. Comme le dit le camarade Mao :

« ... le but final de la révolution est de conquérir les villes, bases principales de l'ennemi, et il ne saurait être atteint sans qu'on y fasse un travail suffisant. »⁷

Par conséquent, une relation dialectique correcte doit être maintenue entre le développement du mouvement urbain et le développement de la guerre populaire. Nous devrions, par la construction d'un mouvement urbain fort, faire en sorte que les masses urbaines contribuent à créer les conditions qui permettront d'obtenir le succès de la lutte armée dans les campagnes. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, l'Inde compte une plus grande proportion de sa population dans les zones urbaines et une classe ouvrière beaucoup plus importante qu'à l'époque de la révolution chinoise. Cela aussi augmente l'importance relative du travail urbain dans les conditions particulières de la révolution indienne.

3.1.3 L'approche à long terme

Les villes et les grands centres industriels sont les bastions de l'ennemi. C'est dans ces endroits que sont concentrées la police, l'armée, les autres

⁷ *La Révolution Chinoise et le Parti Communiste Chinois* in *Œuvres Choisies de Mao Zedong*, Vol. II, p. 338, Pékin : Foreign Languages Press, 1967.

organes de l'État et les autres forces de la contre-révolution, qui, en raison de leur position dominante, peuvent réprimer les forces du peuple. En parallèle, le travail de Parti et l'organisation sont extrêmement faibles en ces lieux et ne peuvent généralement pas atteindre une position dominante avant les dernières étapes de la guerre populaire. C'est cette réalité objective qui détermine notre politique en matière de travail dans les zones urbaines.

Dans une telle situation où l'ennemi est beaucoup plus fort, nous ne pouvons pas avoir une approche à court terme de confrontation directe afin d'obtenir des « résultats rapides ». Nous devrions plutôt avoir une approche à long terme. La tâche du Parti est de gagner les masses, y compris la grande majorité des ouvriers, et de construire la force de la classe ouvrière en vue de la lutte décisive à venir. Ce n'est pas le moment d'engager la lutte finale entre la révolution et la contre-révolution, et nous devrions donc éviter d'engager l'ennemi dans une telle lutte alors que les conditions ne sont pas en notre faveur. Cela signifie que nous devons agir principalement sur la défensive (et non sur l'offensive) ; notre politique doit être de protéger, préserver, consolider et étendre les forces du Parti, tout en mobilisant et préparant les larges masses urbaines à la lutte révolutionnaire.

Comme l'a expliqué le camarade Mao, alors qu'il décrivait les tâches du Parti dans les zones

urbaines et les autres zones blanches dominées par les réactionnaires :

« Il s'ensuit également que, dans les villes et les campagnes occupées depuis longtemps par l'ennemi et dominées par les forces réactionnaires et ténébreuses, le Parti communiste doit se garder de toute précipitation et de tout aventurisme dans le travail de propagande et d'organisation, il doit travailler à couvert, avec un effectif réduit mais efficace, accumuler des forces et attendre le moment propice. Pour diriger le peuple dans sa lutte contre l'ennemi, il doit adopter la tactique de l'avance progressive et à pas sûrs, en partant du principe qu'il faut, dans la lutte, avoir le bon droit de son côté, s'assurer l'avantage et garder la mesure, et en utilisant toute possibilité de lutte ouverte, légale, dans le cadre admis par les lois, les décrets et les coutumes sociales ; on ne peut arriver à rien par de vaines clameurs et en fonçant tout droit, tête baissée. »⁸

Afin de mobiliser le plus grand nombre possible de sections dans la lutte, il est absolument essentiel que nous utilisions toutes les possibilités de travail ouvert et légal possibles (et que nous ne rejetions pas l'utilisation de la légalité). De larges organi-

⁸ *ibid.*, p. 339.

sations de masse aident le Parti à avoir un large contact avec les masses, afin qu'il puisse travailler sous couvert pendant longtemps et accumuler des forces. Tout en explorant les possibilités ouvertes, il est essentiel que nous organisions les gens dans des organisations secrètes également.

Des formes larges, ouvertes et légales d'organisation des masses doivent cependant être combinées avec les méthodes de secret les plus strictes, surtout en ce qui concerne le lien entre les organisations ouvertes et clandestines. Toutes les précautions doivent être prises pour protéger l'identité de nos camarades des organisations ouvertes, et les contacts avec les organisations clandestines doivent être maintenus au minimum. De plus, il convient de veiller tout particulièrement à ce que les structures clandestines ne soient pas exposées et détruites. Pour cela, une approche à long terme et de la patience sont absolument essentielles. Nous devrions même être prêts à sacrifier les exigences à court terme pour qu'un travail spécifique soit bien exécuté, afin d'éviter de mettre en danger l'existence et le fonctionnement à long terme de la structure clandestine.

3.2 Les principaux objectifs de notre travail urbain

Le travail dans les villes implique un certain nombre de tâches. Toutes ces tâches peuvent toutefois être regroupées sous trois grands thèmes ou

objectifs. Ils sont les suivants :

1) Mobiliser et organiser la base des masses et construire le Parti sur cette base : C'est l'activité principale du Parti. C'est la tâche du Parti d'organiser la classe ouvrière, ainsi que d'autres classes et groupes comme le semi-prolétariat, les étudiants, les employés de la classe moyenne, les intellectuels, etc. Il a également pour tâche de traiter les problèmes des groupes sociaux spéciaux comme les femmes, les *Dalits* et les minorités religieuses, ainsi que de les mobiliser en faveur du mouvement révolutionnaire. C'est sur cette base que les masses sont politisées et que les sections avancées sont consolidées au sein du Parti.

2) Construire le Front Uni (FU) : Il s'agit d'unifier la classe ouvrière, de construire la solidarité et l'alliance ouvrière-paysanne, de s'unir aux autres classes dans les villes, de construire les fronts contre la mondialisation, contre le fascisme hindou, contre la répression, etc. C'est un aspect très important du travail du Parti dans la ville.

3) Tâches militaires : Alors que l'AGP et la ALP⁹ accomplissent dans les campagnes les principales tâches militaires, le mouvement urbain accomplit également des tâches complémentaires à la

⁹ L'Armée de Guérilla Populaire (AGP) et l'Armée de Libération Populaire (ALP) étaient les forces combattantes du Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) Guerre populaire (ou PCI(ml)) et du Centre communiste maoïste (ou MCC). Ils ont fusionné en 2004 pour former l'Armée de Guérilla de Libération Populaire (AGLP).

lutte armée rurale. Celles-ci comprennent l'envoi de cadres à la campagne, l'infiltration des rangs ennemis, l'organisation dans les industries clés, des actions de sabotage en coordination avec la lutte armée rurale, du soutien logistique, etc.

Parmi ces trois tâches, la première consiste à organiser la base des masses est primordiale et fondamentale. Sans une large mobilisation des masses, il n'est pas possible d'accomplir les autres tâches telles que la construction du FU et l'accomplissement des tâches militaires.

3.3 La mobilisation de masse et la construction du Parti

Nous devons construire la base de masse la plus large possible en mettant sur pied divers types d'organisations de masse, comme des organisations de masse révolutionnaires ouvertes, des organisations démocratiques légales, des organisations de masse secrètes, des organisations de façade, etc. Durant cette période et selon les situations qui se présenteront, plusieurs types d'organisations deviendront primordiaux. Or, si nous voulons construire dans le long terme, le développement simultané de plusieurs types d'organisations de masse devra être une de nos exigences.

Ainsi, la largesse maximale des formes d'organisations urbaines est le principe général devant régir leur structuration. Comme la situation politique indienne est irrégulière, nous devons étudier la

bonne combinaison des différents types d'organisations de masse.

Bien qu'il n'y ait pas de possibilité de former des organisations de masse révolutionnaires ouvertes dans les Andhra Pradesh, il existe plusieurs États où une telle possibilité existe encore.

Ainsi, nous pouvons organiser les gens sous plusieurs formes en fonction de la situation. Toutefois, la construction du Parti doit se faire dans le plus grand secret. Comme le montre l'expérience du travail dans la ville de Shanghai, où la terreur blanche était la plus extrême pendant la révolution chinoise: « l'organisation du parti doit être secrète, plus elle est secrète, mieux c'est. Alors qu'une organisation de masse doit être ouverte, plus elle est large, mieux c'est. » Ce principe pourrait être appliqué de façon créative à nos conditions. Ces organisations, qui propagent ouvertement la politique du Parti, devraient généralement fonctionner secrètement. Ces organisations, qui fonctionnent ouvertement et légalement, ne peuvent généralement pas s'identifier ouvertement au Parti, et devraient travailler sous une certaine couverture avec un programme limité.

En coordonnant correctement les structures illégales et légales, nous devrions avoir une approche consistant à élever progressivement les formes de lutte et à préparer les masses à se dresser contre la puissance de l'État.

3.3.1 Les types d'organisations de masse

Notre *Examen Politique et Organisationnel* identifie trois types d'organisations de masse :

1) les organisations de masse révolutionnaires secrètes ;

2) les organisations de masse révolutionnaires ouvertes et semi-ouvertes ;

et 3) les organisations de masse légales ouvertes qui ne sont pas directement liées au Parti. Le travail en zone urbaine qui appartient au troisième type d'organisations peut être lui-même subdivisée en trois grandes catégories:

a) le travail de fraction

b) les organisations de masse de façade formées par le Parti ; et

c) les organisations démocratiques légales.

3.3.1.1 Les organisations de masse révolutionnaires secrètes

Ces organisations restent strictement clandestines et propagent la ligne révolutionnaire du Parti parmi les masses, les incitant à la lutte armée. Elles appellent ouvertement les masses à participer à la guerre populaire; propagent la tâche la plus importante du moment, définie par le Parti; organisent secrètement les masses dans la lutte et servent directement de base de recrutement pour le Parti et la guerre populaire. Ces organisations de masse sont construites clandestinement et font de la propagande secrète. Elles sont construites autour

d'un programme révolutionnaire clair et explicite. L'acceptation des objectifs de la révolution et la volonté de travailler en secret sont donc des critères minimums d'adhésion.

Dans notre Parti, de telles organisations de masse n'ont pas été formées dans le cadre d'un plan. Elles sont apparues à l'intérieur et autour des zones de lutte lorsque les organisations de masse révolutionnaires ouvertes ont été forcées de passer à la clandestinité en raison d'une répression sévère. Par la suite elles ont été consciemment formées, et ce même dans les zones où la répression était relativement moins forte. Aujourd'hui, la mise en vigueur du "Prevention of Terrorism Act" (POTA) qui interdit de fait les organisations révolutionnaires, a contraint les formations de masse dans un certain nombre de régions d'évoluer dans la clandestinité. Beaucoup de ces organisations fonctionnent principalement dans les zones urbaines. Bien que de telles organisations secrètes puissent être formées dans n'importe quelle section des masses, nous les avons créées jusqu'à présent dans les zones urbaines, principalement parmi les jeunes, les étudiants et les ouvriers.

Dans les zones urbaines, ces organisations secrètes accomplissent la tâche importante de propager la ligne du parti parmi les différentes sections des masses. Elles sont les principaux vecteurs de la propagande révolutionnaire. En raison de la position dominante de l'ennemi dans les villes, la

tâche importante de mobiliser les masses par une propagande révolutionnaire doit être accomplie par une structure secrète. La structure secrète du Parti, cependant, ne peut pas être le seul moyen de propager la politique révolutionnaire. Cela limiterait l'étendue et la profondeur de l'impact de notre propagande. Il est donc nécessaire de développer des structures d'organisation secrètes séparées entre les diverses sections du peuple, qui transmettront le message des appels du Parti à ces sections en particulier, ainsi qu'à d'autres sections des larges masses. C'est donc la tâche principale des organisations secrètes de masse révolutionnaires dans les zones urbaines.

Il incombe aux unités secrètes et aux comités de planifier les formes et les méthodes de propagation de la ligne du parti, la diffusion de la propagande du Parti, ainsi que la formulation et la propagation du point de vue révolutionnaire sur diverses questions d'actualité, en particulier les questions touchant la section qu'ils organisent. Cela peut se faire par le biais d'affiches secrètes, par transmission orale, par pamphlets, cassettes, brochures et autres formes de propagande ; cela peut se faire par des contacts personnels entre les membres de l'organisation ; cela peut se faire par des actions éruptives planifiées, comme des attaques contre les impérialistes, les compradores et autres cibles de la classe dirigeante, etc. Avec une propagande soutenue, efficace et des actions planifiées, l'orga-

nisation de masse révolutionnaire secrète doit viser à atteindre une position où elle influence, guide et même détermine les actions et les décisions des organisations hors-Parti et des masses dans son champ d'action.

Les organisations de masse secrètes pourraient être limitées dans l'organisation et la mobilisation des masses en lutte de façon importante. Toutefois, il y a des cas où les organisations secrètes de masse, même si leur organisation réelle est limitée et leur influence est peu significative, peuvent mener des luttes importantes. Des formes secrètes de lutte peuvent et doivent être utilisées. SiKaSa en est un exemple.

Les organisations de masse révolutionnaires secrètes ne peuvent pas rallier les masses d'une manière aussi large que celle des organisations de masse révolutionnaires ouvertes. Lorsqu'une organisation de masse révolutionnaire ouverte est forcée de passer à la clandestinité tout en changeant les méthodes de travail (en passant de méthodes ouvertes à des méthodes secrètes, en envoyant des cadres exposés à la clandestinité, etc.) – dans la mesure du possible – la partie non exposée des forces de l'organisation doit être transférée pour travailler dans d'autres types d'organisations telles que des organisations de façade, le travail fractionné, les organisations démocratiques légales, etc.

Les organisations secrètes ne sont pas des organes dirigeant les organisations légales, qui ne

sont pas directement liées au Parti elles-mêmes, ce qui, dans le cas contraire, ferait naître une sorte de « semi-parti » inutile porté par une couche située entre le Parti et ses organisations. Il s'en suit que nous devons également éviter de former des unités de l'organisation secrète au sein de l'organisation ouverte pour diriger les organes ouverts. Les fractions et cellules du Parti qui fonctionnent dans une région donnée devraient en assurer la direction. L'organisation secrète joue son rôle révolutionnaire en lançant des appels et en faisant de la propagande pour guider et pousser les organisations ouvertes dans la bonne direction. Ceci doit toutefois être évité dans les régions où le champ d'action des fractions ou des façades est encore trop restreint, ou lorsque la propagande révolutionnaire ouverte se charge déjà de ce travail dans la région concernée. S'il est nécessaire que les membres de l'organisation secrète travaillent activement au sein de l'organisation ouverte, ils travailleront en tant que membres ouverts ordinaires de l'organisation, tout en veillant particulièrement à préserver leur identité politique. Il est préférable d'éviter de combiner les tâches de militant d'organisation secrète et de dirigeant d'organisation ouverte, ces tâches distinctes devant être confiées à des camarades différents dans la mesure du possible.

Ainsi, l'organisation secrète de masse devrait servir de véhicule de propagande révolutionnaire du parti dans les zones urbaines. C'est la forme

d'organisation qui convient à la mise en œuvre de cette tâche importante.

3.3.1.2 Les organisations de masse révolutionnaires ouvertes

Ce sont des organisations de masse ouvertes et semi-ouvertes, qui propagent ouvertement la politique de la Nouvelle Révolution Démocratique et préparent le peuple à la lutte armée. Ces organisations utilisent les possibilités légales disponibles pour mener ouvertement une propagande et une agitation révolutionnaire et tentent de mobiliser le plus largement possible les forces anti-impérialistes et antiféodales.

Notre Parti a formé et dirigé de telles organisations de masse révolutionnaires ouvertes depuis les années 70, en particulier dans la période qui a suivi la levée de l'état d'urgence en 1977. Ces organisations ouvertes ont alors été les principaux organes de mobilisation de masse, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Elles étaient des bannières sous lesquelles des centaines de milliers de personnes ont été mobilisées, en particulier dans les zones de lutte de l'Andhra Pradesh (AP) et du Bihar. Ces mobilisations ont atteint leur apogée pendant les périodes « ouvertes » jusqu'en 1986 et en 1991 dans l' AP. Elles ont joué le rôle de force d'attraction des masses vers la révolution. Cependant, avec le début de la répression, la plupart de ces organisations se sont vu refuser toute

possibilité légale et ont été forcées de passer dans la clandestinité. Des interdictions directes ont été imposées dans l'AP et au Bihar, tandis que des restrictions et une surveillance sérieuses ont été imposées aux organisations dans d'autres États. Ainsi, le champ d'action de ces organisations s'est considérablement réduit avec la montée de la répression contre notre Parti dans tout le pays. Aujourd'hui, il n'existe plus que de très petits groupes ouverts dans certaines villes.

Comme l'expérience l'a montré, cette forme d'organisation ne peut être utilisée que lorsque les classes dirigeantes, pour diverses raisons, ne peuvent pas ou ne veulent pas utiliser la répression. Dans ce cas, les possibilités pour ce type d'organisation sont limitées dans les zones urbaines. Comme l'ennemi a généralement le dessus dans les zones urbaines, il y a peu de situations où la répression n'est pas utilisée. Ainsi, lorsque la guerre populaire s'aiguise, l'ouverture d'opportunités légales est due soit à la faiblesse des classes dominantes en raison de contradictions internes, soit à un plan de l'État pour surveiller nos forces ou à une autre raison temporaire.

Quelle que soit la raison, nous devrions évaluer la situation et essayer de faire le meilleur usage des possibilités juridiques disponibles, tout en gardant à l'esprit la perspective à long terme. Cela signifie que si nous voulons avoir la possibilité de mobiliser les masses en grand nombre directement sous

notre bannière, nous devons saisir cette chance. En même temps, nous devrions exposer seulement une petite partie de nos forces et nous assurer que la majorité de nos cadres restent cachés de la surveillance ennemie. Nous ne devons en aucun cas nous livrer à de petites manifestations où tous nos militants sont facilement identifiables et même filmés sur vidéo risquant d'être pris pour de cibles faciles à l'avenir. Nous devons comprendre que la période de possibilités légales pour les organisations révolutionnaires ouvertes sera généralement courte et nous devons en faire le meilleur usage dans le but d'obtenir des gains à long terme. Tout en essayant de mobiliser le plus grand nombre de personnes issues des masses en lutte sur la plate-forme ouvertement révolutionnaire de l'organisation de masse ouverte, le Parti devrait se concentrer sur le renforcement et la consolidation des éléments de ces luttes qui serviront les intérêts à long terme de la guerre populaire prolongée.

Ainsi, nous devons être clairs sur le fait que l'organisation de masse ouvertement révolutionnaire ne peut pas être une forme permanente d'organisation de masse dans les zones urbaines. Elle peut et doit être utilisée dans les périodes et les situations où il y a des opportunités légales, et nous devons être toujours attentifs à utiliser de telles opportunités lorsqu'elles se présentent. Cependant, tout en faisant cela, nous devons être toujours conscients des intérêts à long terme du Parti et de la lutte des

classes et nous assurer qu'ils ne souffrent pas pour obtenir certains gains à court terme.

3.3.1.3 Le travail de fraction

Ici, le Parti travaille par l'intermédiaire des nombreuses organisations de masse qui opèrent dans les zones urbaines. Ces organisations de masse traditionnelles sont des organisations normalement mises en place par les masses dans l'optique de lutter pour leurs intérêts sectoriels ou pour répondre à leurs besoins. Le Parti, par l'intermédiaire de ses membres ou d'autres militants, pénètre dans ces organisations sans révéler ses liens avec le Parti. Par les activités de ces organisations, les masses, tout en étant mobilisées pour leurs intérêts sectoriels, sont amenés à être attirées vers la révolution. Cette méthode d'organisation, si elle est correctement menée, offre les meilleures possibilités pour assumer le travail sur une longue période. Les organisations de masses de fraction sont donc indispensables dans les zones où la répression est sévère. Elles peuvent et doivent aussi être utilisées dans l'ensemble des zones urbaines, car elles sont d'excellents lieu de rencontre et de rassemblement des masses qui permettent d'approcher de larges sections du peuple ; et si nous ne divulguons pas les liens entre ces organisations et le Parti, nous pouvons maintenir le travail sur de longues périodes sans avoir à subir la répression de l'ennemi.

Un travail de cette nature peut être effectué

dans différents types d'organisations. Les meilleures organisations sont celles qui sont plus orientées vers la lutte, comme les syndicats, les organisations des bidonvilles et les organisations basées sur les quartiers, les organisations de jeunes, les organisations de chômeurs, les associations et syndicats d'étudiants, les organisations de femmes, les associations de banlieusards, etc. En outre, il existe également des organisations orientés vers l'aide sociale, des organisations communautaires et des organisations d'entraide, comme les coopératives de travail, les organisations culturelles, les clubs sportifs et les gymnases, les bibliothèques, les mandataires *bhajans*, les organisations d'aide sociale non-gouvernementales, les organisations d'aide sociale pour les femmes, les organisations d'aide sociale basées sur les castes et les nationalités, les organismes des minorités, etc. Il existe également de nombreuses organisations qui se manifestent sur une question particulière, pour une période donnée, ou pour un festival particulier, etc.

La plupart de ces organisations émergent naturellement en raison des besoins des masses. Cependant, beaucoup d'entre elles auront soit des affiliations directes, soit des liens indirects avec les partis et les organisations des classes dirigeantes. Cela ne doit cependant pas affecter nos plans qui consistent à travailler avec eux aux niveaux des masses. Nos principales considérations lorsque nous décidons de travailler dans une organisation particulière

sont, premièrement, de savoir si les masses sont ou peuvent être mobilisées par cette organisation, et deuxièmement, de savoir si la situation de l'organisation est telle qu'il y a la possibilité d'influencer politiquement les masses et d'attirer certains éléments vers le Parti.

Il existe parfois plusieurs organisations de masse de différentes affiliations opérant dans la même zone: par exemple, plusieurs syndicats au sein d'une même usine. Dans ce cas, il faut parfois décider dans quelle organisation nous devrions travailler. Cette décision doit, là encore, être prise en considérant les conditions énoncées ci-dessus. Nous pouvons même décider de travailler dans plus d'une organisation si cela convient à notre plan pour la région. Cependant, notre approche générale serait de nous opposer à la division de l'unité des masses et de défendre l'unité de toutes les organisations de masse travaillant dans une région particulière.

Une fois que nous avons décidé de faire un travail de fraction au sein d'une organisation, nous devrions nous efforcer d'y obtenir une position de leader. Cela signifie que nous devons être en mesure d'influencer et de guider les décisions de l'organisation. S'il est nécessaire d'occuper des postes de direction pour obtenir cette influence, nous devons alors tenter de le faire. Cela ne signifie toutefois pas que nous devons toujours faire pression pour que les membres du Parti occupent des postes de direction. Si nos projets peuvent être réalisés par

des personnes autres que des membres du Parti ou même par des dirigeants appartenant à d'autres partis, c'est la meilleure solution. Cela permettra non seulement de mieux maintenir notre couverture, mais aussi de laisser nos membres du Parti libres d'accomplir d'autres tâches. Cependant, s'il n'y a pas d'autre alternative, et que c'est la volonté de la majorité, nous ne devrions pas interdire aux membres du Parti d'occuper de tels postes.

Que nous occupions ou non des postes de direction, le point important du travail de fraction est l'exposition habile des réactionnaires et des réformistes qui dirigent ces organisations ou y participent. Cette exposition est essentielle pour éloigner les masses de leur influence. Cela doit cependant se faire sans que l'on s'expose nous-mêmes à l'ennemi. Les formes d'exposition seront donc différentes selon la situation concrète. Dans les régions vastes où le risque d'exposition directe de nos militants de fractions est faible, nous pouvons recourir à la propagande de l'organisation révolutionnaire de masse secrète ou même à des appels directs du Parti. Dans des zones plus petites comme une usine ou un bidonville, il est possible que nous devrions utiliser principalement voire uniquement la propagande de bouche à oreille. Parfois, nous pouvons créer des bannières artificielles comme « ouvriers en colère » ou « habitants des bidonvilles concernés » pour faire notre propagande. Très souvent, nous devons recourir à

une combinaison de différentes méthodes. Quelle que soit la méthode utilisée, elle devrait être appliquée avec soin, habileté et cohérence. Elle devrait garantir que les masses soient détournées de l'influence des réactionnaires et des réformistes ; elle devrait également veiller à ce que nous ne soyons pas exposés prématurément à l'ennemi et que nous ne soyons pas confrontés à des pertes.

Il existe deux types de déviations dans le travail de fraction. Le premier consiste à s'abaisser au niveau des réactionnaires et des réformistes qui, lorsqu'ils dirigent des organisations, refusent de faire un travail politique en prétextant avoir une approche à long terme et prévenir l'exposition du Parti. L'autre est de s'exposer rapidement à l'ennemi en raison de notre désir d'obtenir des « résultats rapides ». Ces deux dérives sont à éviter. Toutefois, le principal problème dans notre travail de fraction jusqu'à présent a été notre manque de perspective à long terme. Nos erreurs vont d'une rhétorique révolutionnaire excessive à de simples erreurs comme chanter des chansons de Parti ou distribuer la littérature du Parti sans s'assurer de la fiabilité de ceux à qui nous la donnons. Bien que le mouvement communiste international possède une grande expérience et que nous ayons nous-mêmes tiré de nombreuses leçons dans la pratique, nous n'avons pas encore réussi à intérioriser et à mettre en œuvre ces leçons dans notre activité quotidienne. Bien que nous ayons reconnu cette erreur

dans nos documents, nous n'avons pas encore éduqué l'ensemble des cadres des différents niveaux pour mettre cela concrètement en pratique. La participation approfondie des dirigeants est nécessaire à cette fin.

Le point crucial est de parvenir à l'équilibre correct qui consiste à utiliser au maximum les possibilités légales sans dépasser les limites fixées par les coutumes sociales, les habitudes, les formes de lutte existantes, etc. Notre discours et nos actions doivent être adaptés au fonctionnement normal des militants et des masses dans le domaine concerné. Notre discours et nos actions doivent être adaptés au fonctionnement normal des militants et des masses dans la région concernée. Cela varie bien sûr d'une situation à l'autre. S'il n'est peut-être pas anormal de recourir au *gherao*¹⁰ parmi de nombreuses sections des masses ouvrières industriels, nous devons peut-être nous limiter au port d'insigne noir et aux *dharnas*¹¹ pour les employés de banque ; si les luttes militantes contre la sécheresse et les castes peuvent être normales dans certaines régions et certains États, les normes sociales dans d'autres États ou régions peuvent être telles qu'elles susciteraient une suspicion immédiate si nous essayions de nous engager dans de telles luttes par

¹⁰ Le *gherao* est une forme de séquestration de patrons.

¹¹ Le « port d'insigne noir » consiste à porter un insigne au travail qui exprime une revendication politique. Le *dharna* est un sit-in pacifique.

le biais d'organisations de façade. Nous devrions probablement nous limiter à la propagande dans de telles situations. Nous devrions donc planifier nos activités, nos problèmes et les formes que devrait prendre la lutte en fonction de la situation concrète de la lutte des classes, afin que notre identité de parti ne soit pas trop rapidement suspectée et exposée. Nous ne devrions pas, bien sûr, nous réduire à être à la queue des masses. Nous devons être assez habiles pour garder une longueur d'avance sur les masses sans être exposés. Nous devrions saisir les occasions où il serait possible de pousser la lutte jusqu'aux limites maximales socialement acceptables, tout en élevant la conscience politique des masses au-dessus de leur niveau précédent. Nous devrions donc, par une approche à long terme, faire avancer le mouvement de façon continue.

Une fois que nous avons mis en œuvre l'approche et les méthodes correctes dans notre travail de fraction, celui-ci peut devenir un outil puissant dans notre travail urbain. Cette forme d'organisation a été largement utilisée dans le travail urbain lors de la Révolution Chinoise.

3.3.1.4 Les organisations de masse de façade formées par le Parti

Il nous est parfois nécessaire de former des organisations de masse clandestines ne dévoilant pas leurs liens avec le Parti. La plupart du temps,

ce besoin est dû à l'absence de toute autre organisation de masse appropriée au sein de laquelle nous pourrions effectuer un travail de fraction. Un exemple de ce cas de figure est celui des ouvriers non organisés dans un endroit où les syndicats établis ont une présence limitée. Dans ce cas nous n'avons souvent pas d'autre choix que de créer notre propre organisation syndicale pour répondre aux revendications des ouvriers non organisés. Toutefois, ce n'est pas le seul domaine dans lequel nous pouvons former des organisations de façade. Celles-ci peuvent être de types aussi variés que les organisations de travail de fraction que nous avons mentionnées dans la section précédente. Elles peuvent aller des organisations de lutte de type syndical aux organisations d'aide sociale, en passant par les organisations basées sur des enjeux spécifiques, etc. Les méthodes de travail de masse ne sont pas non plus très différentes des domaines du travail de fraction. La principale différence est, bien sûr, que nous n'avons pas la tâche d'exposer les réactionnaires et les réformistes, comme lorsque nous travaillons au sein d'organisations dominées par ceux-là.

Partout où nous formons de telles organisations de façade, notre programme sera d'une nature limitée, comme c'est le cas pour les autres organisations de ce type travaillant dans cette zone. Tout en utilisant ces organisations de façade pour mobiliser les masses sur leurs demandes spécifiques, nous

essaierons d'attirer les meilleurs éléments au sein du Parti.

Nous devrions faire attention (surtout dans les zones de répression) à ne pas attirer l'attention de l'État en dépassant de loin les limites socialement acceptables du militantisme dans cette zone. Par exemple, si les armes normales utilisées dans la région sont des couteaux et des épées, nous ne devrions pas recourir aux armes à feu, et nous ne devrions pas recourir aux destructions dans les régions où il n'y a pas d'antécédents dans ce genre.

Ces dernières années, nous avons accumulé une certaine expérience dans la mise en place d'organisations de façade. Nous avons commis diverses erreurs (mentionnées dans notre EPO) qui ont conduit à l'exposition rapide de nos forces dans de nombreuses régions. Tout en tirant les leçons de ces erreurs, nous devrions nous imprégner seulement des bonnes approches à long terme pour préserver ces organisations sur une longue période, tout en en faisant de solides bastions de lutte de masse.

3.3.1.5 Les organisations démocratiques légales

Il s'agit d'organisations constituées sur une base politique explicite, avec l'ensemble ou une partie des aspects d'un programme anti-impérialiste et antiféodal, ainsi qu'un programme d'action et qui aborde les types de lutte qui s'inscrivent dans un cadre juridique. Certaines de ces organisations peuvent être celles qui s'adressent à une section

particulière comme les syndicats, les associations d'étudiants, les organisations de femmes, les organisations d'abolition des castes, les organisations de défense des nationalités, les associations d'écrivains, les organisations d'avocats, les associations d'enseignants, les organismes culturels, etc. D'autres peuvent être constitués avec un programme axé sur des questions centrales particulières telles que le système de travail contractuel, le chômage et les pertes d'emploi, les atrocités des castes, le communalisme, la culture impérialiste, la violence à l'égard des femmes, la safranisation de l'éducation¹², la corruption, le sous-développement régional et le rôle de l'État, etc. Le champ d'application de l'organisation démocratique légale est très vaste, s'étendant aux larges coalitions et alliances formées contre la répression, la mondialisation, l'Hindutva, et même des organismes larges formés sous les bannières de l'anticapitalisme ou des luttes populaires. Ces organisations peuvent être formées à différents niveaux – au niveau des villes, du district, de l'État, de la région, de l'Inde tout entière, ou même au niveau international.

Notre parti n'a initié ou participé à la formation de telles organisations qu'au cours des dernières années. Notre expérience a donc été limitée. Mais plutôt que le manque d'expérience, le pro-

¹² C'est-à-dire que l'extrême droite impose son agenda politique sur l'éducation. Le terme « safranisation » provient de la couleur safran que porte les fanatiques de l'Hindutva.

blème a été plutôt le manque de compréhension claire concernant le concept, le rôle et l'importance des organisations démocratiques légales. Cela a conduit à la spontanéité, à une approche par essais et erreurs, et à des erreurs dans la pratique. Cela a eu pour conséquence que nos organisations sont restées avec une base de soutien limitée. Cela nous a empêché de mettre en pratique toute les capacités des organisations démocratiques légales. Cela nous a empêché d'utiliser pleinement les possibilités légales pour mobiliser les masses.

De fait, les organisations démocratiques légales sont des outils importants pour le Parti dans sa tentative de mobiliser politiquement les masses urbaines. La répression empêche normalement les organisations de masse révolutionnaires ouvertes de fonctionner. Le mouvement démocratique légal est donc l'arène où les masses peuvent participer par milliers et acquérir une expérience politique. Ce type d'organisation a donc un rôle très important dans la révolution, complémentaire à la lutte armée dans les campagnes. Les révolutionnaires d'autres pays, en particulier des Philippines, ont participé au mouvement démocratique légal et l'ont utilisé très efficacement. En Inde aussi, il existe d'excellentes occasions pour participer, construire, promouvoir et développer des organisations démocratiques légales et pour que le mouvements avance dans les intérêts de la révolution. Les masses qui souffrent sous le joug de l'impérialisme

et du féodalisme participent régulièrement à d'innombrables luttes militantes au quotidien, qu'elles soient petites ou grandes. Un nombre incalculable d'organisations de masse et de dirigeants ayant une perspective limitée et fonctionnant dans un cadre légal mènent ces luttes au quotidien. Ce sont ces luttes et ces organisations qui fournissent les bases matérielles concrètes pour la mise en place de larges organisations démocratiques. C'est par l'intermédiaire du mouvement démocratique légal que ces luttes sortent de leur cadre restreint, sont unifiées et acquièrent une direction politique.

Il est donc nécessaire que notre parti dans les zones urbaines accorde une importance considérable à la tâche de participer et de construire un mouvement démocratique légal fort et large. Nous devrions nous joindre, former ou participer à la formation d'organisations démocratiques légales de différents types – sectorielles, axées sur des enjeux spécifiques ou autour d'une unité large ; selon la nécessité et la faisabilité, cela peut se faire à n'importe quel niveau, allant du niveau de la ville/région au niveau international/indien. Tout en assumant cette tâche et en y investissant nos forces, nous devons toutefois nous garder de mettre l'accent sur les mobilisations et les luttes de masse au détriment des tâches essentielles de consolidation et de création du Parti. Le mouvement démocratique légal lui-même ne peut se développer et rester sur la bonne voie politique que si nous nous

concentrons suffisamment et simultanément sur le développement du noyau secret du Parti en son sein. Ainsi, tout en accordant l'importance voulue au mouvement légal, nous devons veiller à maintenir un équilibre dialectique correct entre les besoins et l'importance du travail légal et illégal, de l'organisation ouverte et de l'organisation secrète.

Le maintien des relations entre les organisations ouvertes et secrètes implique également une stricte adhésion aux précautions techniques. Cela signifie qu'il faut protéger la direction du parti contre l'exposition et le danger, ainsi que protéger la direction légale contre l'exposition de son appartenance à notre Parti. Les réunions entre la direction ouverte et la direction secrète doivent être évitées autant que possible et les conseils doivent normalement être donnés par communication écrite et par d'autres moyens qui permettent de maintenir caché le lien avec le Parti. Lorsqu'une réunion doit avoir lieu, il convient de veiller à ce que les camarades des organisations légales ne soient pas autorisés. De même, il faut éviter les erreurs telles que la rencontre de personnalités publiques devant des foules entières, exposant ainsi directement leurs liens.

Généralement, nous devons éviter d'exposer l'influence de notre parti au sein d'une organisation particulière, ainsi que l'identité de nos membres de Parti et d'autres camarades proches de nous. Cependant, à mesure que les activités se

développent et s'intensifient, nous ne pouvons pas empêcher l'ennemi de se méfier, de lancer une surveillance et de se livrer à du harcèlement. Cela ne signifie pas pour autant qu'il sera facile de lancer une répression à grande échelle et d'imposer une interdiction. Tant que l'organisation adhère aux principes du fonctionnement démocratique légal, et tant qu'elle dispose d'une base de soutien suffisamment large, il sera difficile pour l'État de la fermer.

Le point crucial à cet égard est toutefois l'ampleur de l'organisation. Si nous mettons en place une organisation étroite limitée uniquement aux forces de notre parti, nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'elle continue de fonctionner pour une longue période, même si nous utilisons toutes les précautions techniques pour dissimuler notre identité. D'autre part, si de larges sections des masses sont ralliées et si un large éventail de forces non partisans sont réunies, l'ennemi ne sera pas dans une position suffisamment avantageuse pour nous éliminer. Même s'ils lancent des attaques, ils risquent de susciter des protestations et un soutien encore plus large.

Cependant, pour parvenir à une large unité, il est nécessaire que nous ayons une telle approche dans l'ensemble des initiatives démocratiques légales auxquelles nous participons. Nous devrions élargir nos efforts bien au-delà du camp des révolutionnaires et tenter de nous associer et de nous

unir à un large éventail de forces en lutte sur divers fronts. Une entente politique minimale avec une organisation devrait être à la base de nos efforts d'unification. Notre condition de base devrait être une adhésion sérieuse à un programme politique minimum. Nous devrions, en fait, cibler les organisations et les individus qui sont sérieusement engagés dans la lutte et essayer de les impliquer dans tout effort d'unité générale. Si nous avons une telle approche et si nous sommes capables d'allouer des forces appropriées, nous pourrions certainement obtenir rapidement de nombreux succès. C'est grâce à de tels efforts que nous pourrions voir le mouvement démocratique légal émerger comme une force urbaine puissante, complétant la lutte armée rurale et aidant à faire avancer la révolution dans tout le pays.

3.3.2 L'organisation dans les lieux de résidence

Bien que l'organisation sur le milieu de travail soit le type d'organisation principale des ouvriers, nous devons également prêter attention à l'organisation des ouvriers dans les bidonvilles et les quartiers. Cela nous permet d'entrer en contact avec d'autres ouvriers de diverses industries, d'attirer les familles des ouvriers dans le mouvement, et d'organiser le semi-prolétariat et d'autres sections de la population urbaine pauvre vivant dans les bidonvilles et les quartiers pauvres.

Dans les bidonvilles et autres localités pauvres,

il existe déjà de nombreuses organisations traditionnelles. Vivant constamment dans des conditions précaires, les pauvres des villes se rassemblent naturellement pour s'entraider et s'unissent au sein d'organisations dans le but de lutter pour leurs droits, pour obtenir de meilleures conditions de vie, pour résoudre les problèmes entre eux et pour mieux organiser leurs activités sociales et culturelles. Les organisations traditionnelles les plus courantes sont les organisations d'habitants des bidonvilles, les comités de *basti*¹³ ou de *chawl*¹⁴, les *mahila mandals*¹⁵, les clubs de jeunes, les clubs sportifs, les organismes culturels, les comités pour les différents festivals comme la Fête de Ganesh, Durga Puja, Ambedkar Jayanti, etc. Il existe également des organisations propres à certaines régions, villes et zones. Comme ces organisations offrent la meilleure couverture, nous devons essayer de tirer parti de ces organisations traditionnelles et travailler principalement en leur sein. Même lorsqu'il est nécessaire de créer de nouvelles organisations légales, nous devrions leur donner les formes qui existent déjà parmi les masses.

La lutte sur des enjeux spécifiques sont une

¹³ Un *basti* est un ensemble de maisons de fortune. A la différence des habitations dans les bidonvilles, les *basti* ont pour la plupart un statut légal.

¹⁴ Un *chawl* est un immeuble résidentiel de 4 ou 5 étages ou habitent généralement des ouvriers.

¹⁵ Organisations de femmes.

constante du travail de quartier, en particulier dans les bidonvilles. Les luttes pour les services de base comme l'eau, l'électricité, les toilettes et les égouts; contre la corruption et l'exploitation à laquelle se livrent les propriétaires de magasins de rationnement, les falsificateurs et les commerçants du marché noir; contre les « seigneurs des bidonvilles », les gangs de *goonda*¹⁶ et autres lumpens; ainsi que la lutte contre les démolitions sont quelques-unes des questions qui reviennent régulièrement. Nous devrions organiser les luttes sur ces questions par le biais des comités de quartier et des organisations d'habitants des bidonvilles. Comme les femmes et les jeunes chômeurs jouent un rôle de premier plan dans la plupart de ces luttes, les *mahila mandals* et les clubs de jeunes devraient également être impliqués et ces luttes peuvent même être menées sous leurs bannières.

Outre les luttes sur des enjeux spécifiques et les organisations mentionnées ci-dessus, nous devrions également prêter attention au bien-être et aux besoins culturels des masses. Nous devrions utiliser les organismes culturels pour promouvoir la culture démocratique. Nous pouvons également initier la création de bibliothèques et de salles de lecture qui peuvent fournir une éducation progressiste. Nous devrions également veiller à résoudre les contradictions au sein du peuple. Les formes

¹⁶ Petit criminels.

traditionnelles comme les *panchayats*¹⁷ devraient être transformées et débarrassées des pratiques féodales et d'exploitation.

Nous devrions toujours faire de la propagande et de l'éducation contre les activités des fascistes hindous. Dans les zones sujettes aux tensions entre communautés, nous devrions mettre en place des comités de paix permanents dans toutes les communautés et créer des équipes d'autodéfense ouvertes. Des mesures appropriées similaires peuvent également être prises dans les zones de tensions fondées sur la caste ou la nationalité. L'autodéfense devrait également être organisée contre les *goondas* et les lumpens. Si ces équipes sont bien organisées, elles peuvent même jouer un rôle en menant la résistance de masse lors des démolitions.

Un problème propre aux bidonvilles est celui des ONG financées par les impérialistes. Elles sont aujourd'hui présentes dans presque tous les bidonvilles des principales villes du pays. Nous devons éduquer les masses des bidonvilles et en particulier les militants sur le rôle sinistre de ces organisations et des agences qui les financent. Nous devrions les dénoncer en particulier lorsqu'elles se trouvent sur le chemin des luttes populaires. Cependant, si ces organisations se manifestent pour lutter, nous pouvons avoir avec elles une unité fondée sur des enjeux spécifiques. Dans les situations de répression, nous pouvons également travailler en leur

¹⁷ Un *panchayat* est un conseil de village.

sein.

Par le biais des organisations de masse traditionnelles, nous pouvons et devons organiser la propagande politique, mais elle sera de nature limitée. Pour un niveau plus élevé de propagande et de mobilisation, nous devrions utiliser les bannières des organisations démocratiques légales ou nous pouvons même affilier certaines des organisations traditionnelles à ces organisations démocratiques légales. Ainsi, les problèmes des bidonvilles peuvent être élargis et liés à la lutte plus large contre la mondialisation et l'impérialisme.

Pour la propagande sur les positions directes du parti, nous devrions toutefois utiliser des organisations secrètes comme l'organisation révolutionnaire secrète des ouvriers et l'organisation révolutionnaire secrète de la jeunesse. Elles ne devraient cependant être utilisées qu'en gardant à l'esprit les précautions à prendre pour éviter de dévoiler le travail de notre localité. Ainsi, si le travail dans les bidonvilles et les localités est très petit et étroit, nous devons éviter la propagande des organisations secrètes dans cette région.

Nous devrions consolider les militants issus de la lutte d'abord en groupes de militants basti, puis en cellules de candidats du parti et en cellules complètes. Les groupes de militants des basti, les cellules du parti et les comités du parti des basti sont les noyaux qui planifient et dirigent toutes les activités et les luttes dans les basti, la propagande

et l'éducation politiques, ainsi que pour le recrutement de nouveaux membres au sein du parti.

La situation des citadins pauvres dans les bidonvilles et les localités pauvres ne cesse de s'aggraver. La population des bidonvilles de l'Inde compte aujourd'hui 41 millions, répartis dans 607 villes. La plus grande mégapole, Mumbai, compte 49 % de sa population dans les bidonvilles. Notre Parti n'a jusqu'à présent accordé qu'une attention limitée à l'organisation de cette section. D'autres partis révolutionnaires, en particulier le Parti communiste péruvien (PCP), ont connu un grand succès à cet égard. En fait, les bidonvilles de Lima ont été les fiefs des révolutionnaires pendant une longue période. Nous devrions nous aussi travailler à la création de tels bastions dans les grandes villes de l'Inde.

3.3.3 Construction du Parti

La lutte de masse et les organisations de masse sont absolument nécessaires pour préparer les masses à la révolution. Mais elles ne sont pas suffisantes sans la consolidation et le développement conscients de l'avant-garde du Parti. Ainsi, les meilleurs éléments qui émergent au sein des luttes devraient passer par un processus de politisation à travers celles-ci, d'éducation idéologique et politique dans les groupes de militants, les cercles d'études et les écoles politiques, puis être consolidé comme candidats et ensuite les intégrés aux

cellules du parti. Ce processus est relativement lent et laborieux en comparaison à celui, large et spontané, du mouvement de masse. La consolidation ne peut émerger d'elle-même spontanément sans un programme conscient à cet effet et sans un suivi et une mise en œuvre cohérents à tous les niveaux. Dans les zones urbaines, la cellule du parti est l'organe crucial pour la construction systématique et sérieuse du parti. Cependant, tous les organes supérieurs doivent constamment assurer un suivi et prêter attention à cette tâche.

Dans les zones urbaines, l'accent doit être mis sur la consolidation des éléments d'avant-garde de la classe du prolétariat industriel. Ceci est d'autant plus important en raison de la composition actuelle de notre Parti qui comporte peu de membres de la classe ouvrière. Nous devons donc nous concentrer sur les luttes et les organisations de la classe ouvrière, tant sur les lieux de travail que dans les bastides. Nous avons pour objectif d'attirer au sein du Parti le plus grand nombre des meilleurs membres de la classe ouvrière. Outre la classe ouvrière, nous devons accorder de l'importance à la consolidation du semi-prolétariat, des étudiants, des intellectuels et des autres sections de la petite bourgeoisie.

3.3.3.2 Les groupes militants

Les groupes militants secrets sont une unité cruciale dans le processus de construction du Parti

et dans le recrutement. C'est la forme d'organisation préliminaire pour la consolidation des éléments les plus actifs et sincères issus de la lutte des classes. C'est le groupe par lequel les activités de ses membres reçoivent une direction politique; par laquelle ils reçoivent une éducation idéologique et politique; par laquelle leurs décisions de vie sont politisées, et par laquelle ils sont choisis pour devenir membres du Parti.

Le groupe militant peut être formé sur un lieu de travail – usine, mine, zone industrielle, équipe de travail, département, section, bureau, succursale ou tout autre niveau qui constitue une unité d'organisation ; il peut être formé sur le lieu de résidence – bidonville, *chawl*, rue, société ou tout autre niveau qui constitue une unité d'organisation ; il peut être formé dans les écoles, les collèges ou d'autres institutions ; et lorsque l'organisation est basée sur une section particulière, le groupe de militants peut être formé au niveau approprié pour cette section.

La principale base de sélection dans le groupe militant est l'activité. Tous les membres du groupe d'activistes doivent être régulièrement, ou – au moins – prêts à être régulièrement, en activité. D'autres critères sont une large sympathie pour la politique révolutionnaire et la fermeté à l'égard de la cause et à l'égard des intérêts de la section des masses qui sont en processus d'être organisé.

Le groupe militant sera constitué à partir des

éléments avancés au sein des masses. Il doit être formé le plus tôt possible après un certain niveau d'activité. Selon la situation concrète, le groupe peut être composé de trois à sept membres. Normalement, au moins un membre du Parti compétent devrait être chargé de diriger un groupe d'activiste particulier. Toutefois, il ne doit pas révéler son identité en tant que membre du Parti.

Les tâches et les responsabilités d'un groupe de militants diffèrent concrètement selon le domaine de travail. Cependant, pour tous ceux qui s'organisent parmi la base des masses, ces responsabilités peuvent être réparties en trois grandes catégories. Premièrement, il y a la tâche de guider et de transformer les organisations de masse en organismes représentant véritablement les intérêts des masses. Si aucune organisation de masse n'existe, elle doit essayer de former de telles organisations. Deuxièmement, le groupe doit se voir confier la tâche de politiser les larges masses. Troisièmement, il doit organiser leur autodéfense. Ces responsabilités doivent être discutées au sein du groupe militant et réparties concrètement entre les membres.

Tout en dirigeant le groupe dans les responsabilités ci-dessus, il incombe au membre du Parti responsable de mener l'éducation idéologique et politique du groupe. Si des cours et des études communes doivent être organisés, une grande importance doit également être accordée à d'autres méthodes plus souples comme les discussions

informelles, les films, les lectures individuelles, etc. Au fur et à mesure que le groupe se développe, il devrait y avoir, si possible, une discussion collective sur les problèmes personnels et familiaux, qui devrait être utilisée pour aider les membres à prendre des décisions politiques dans leur vie personnelle.

Grâce à ce processus, certains, tous ou même aucun des membres du groupe militant peuvent devenir candidats et membres du parti. Cela conduira à la formation d'une cellule dans la région où le groupe militant a opéré. Une fois qu'une telle cellule a été formée, le groupe militant doit être dissous ou reconstitué sans exposer la formation de la cellule aux non-membres du Parti. Dans la mesure du possible, un groupe militant et une cellule du Parti ne doivent pas exister simultanément et avoir des responsabilités parallèles pour la même unité au même niveau – par exemple, il ne doit pas y avoir un groupe militant et une cellule simultanément pour le même département dans une usine, bien qu'il puisse y avoir une cellule pour toute l'usine et un groupe militant pour le département en même temps.

Ainsi, le groupe militant est une forme d'organisation transitoire. Son but est de faciliter la consolation des sections avancées des masses et de les intégrer à l'avant-garde. S'il est mené de manière systématique et planifiée, il peut jouer un rôle crucial dans le processus de construction du parti.

3.3.3.3 L'éducation politique

Les militants et les cadres travaillent dans les zones dominées par l'ennemi et sont donc bien plus confrontés aux autres courants d'analyse de classe et à l'influence idéologique de la bourgeoisie. Étant normalement éloignés des zones de lutte armée, il y a une tendance à aller vers les extrêmes, à s'écarter de notre ligne de base. Dans les situations où le mouvement urbain est faible, il y a une tendance au découragement et au manque de confiance dans la ligne révolutionnaire. Lorsque le mouvement urbain est à la hausse, il est possible de surestimer l'importance du travail urbain et d'accorder moins d'importance à la lutte armée rurale. De telles déviations peuvent être évitées et corrigées par une éducation idéologique et politique continue. Il est donc toujours nécessaire de dispenser une éducation solide et systématique au marxisme-léninisme-maoïsme et à la ligne de la guerre populaire prolongée. Cela est nécessaire non seulement pour faire avancer le mouvement mais aussi pour combattre l'influence dégénérative des réactionnaires.

Malgré cette nécessité, l'éducation politique au sein du Parti en milieu urbain est un domaine très négligé. Les organisateurs indépendants qui restent longtemps hors du contact des comités supérieurs mènent principalement leur travail en milieu urbain. En l'absence d'une planification et

d'un suivi systématiques, la tâche de l'éducation politique est donc laissée aux capacités et à l'initiative du niveau inférieur. Il y a donc aussi une plus grande possibilité d'être pris dans les urgences du travail pratique immédiat et de négliger les exigences idéologiques à long terme. Un autre problème est celui, technique, de la mise en place des classes et des écoles dans chaque ville. Si les risques liés à l'exposition vis-à-vis de l'État peuvent être réduits par de meilleures méthodes de confidentialité, il reste encore à résoudre l'enjeu de la conduite de nombreux petits groupes pour réussir à éviter l'exposition de camarades travaillant dans différents domaines. Le fait de mélanger des camarades avec ceux de villes éloignées ou même d'États différents peut parfois réduire ce problème d'exposition, mais cela ne peut pas toujours être la solution.

Tout cela implique cependant que les tâches d'éducation politique dans la ville ne peuvent être accomplies sans l'intervention active des comités supérieurs. Les cours, les méthodes de gestion des écoles et des cours, les méthodes d'enseignement, la formation des enseignants, les plans d'éducation à différents niveaux – tout cela requiert l'attention permanente des membres du comité supérieur.

Aux niveaux supérieurs de la AC et au-delà, il serait nécessaire, pour le moment, de mettre systématiquement en œuvre les programmes et les cours décidés par le SCOPE. Toutefois, à l'avenir, il sera nécessaire de développer des cours et des forma-

tions spécifiques pour répondre en particulier aux besoins du travail urbain. Une nécessité constante, propre au travail urbain, serait de développer les nombreux enseignants afin qu'ils prennent en charge le nombre de petits groupes que le travail urbain exige.

Si une éducation politique approfondie et continue aux niveaux supérieurs est la clé d'une bonne direction du Parti, l'éducation politique au sein des organisations de masse et au niveau des cellules est nécessaire pour fournir une base solide. La tâche de l'éducation politique à ces niveaux est d'autant plus importante dans les zones urbaines parce que le domaine d'activité normal de ces camarades sont les organisations de masse de fraction et de façade où ils ne peuvent pas révéler leur identité et où ils doivent constamment fonctionner parmi les forces non partisans et même les éléments de la classe dirigeante.

L'éducation des organisations de masse devrait utiliser des formes ouvertes d'éducation de masse pour tous les sujets autorisés sans attirer l'attention de l'État. Nous devrions essayer d'adopter et d'adapter toutes les formes prévalentes localement utilisées par les classes dominantes et les autres classes. Il peut s'agir de bibliothèques, de postes de lecture au coin des rues et d'autres moyens qui peuvent être utilisés pour diffuser la littérature progressiste parmi d'autres livres généraux, tels que des séries de conférences pendant les fêtes, des concours

de débats, des concours d'élocution, etc. où nos camarades expriment des points de vue progressistes ; des cours d'art oratoire, des cours de développement de la personnalité, etc. avec des sujets politiques inclus dans le programme ; des camps d'entraînement pour les organisations de masse, etc. Le niveau d'éducation politique possible grâce à ces méthodes sera bien sûr très faible, mais il est essentiel d'organiser régulièrement des cours pour maintenir une atmosphère politique même parmi les sections les plus arriérées des organisations de masse. Pour les sections plus avancées, nous devons bien sûr utiliser différents forums et méthodes, par exemple, le groupe militant.

L'éducation politique du groupe militant, des cellules de candidat et des cellules de Parti, devra être planifiée au niveau des comités responsables. Bien que le matériel pédagogique fourni par le SCOPE doive servir de base, les comités sont également censés sélectionner du matériel adapté aux conditions urbaines locales et aux sections particulières à éduquer. Lors de la planification, il faut garder à l'esprit que le système éducatif urbain doit être aussi décentralisé que possible. Cela signifie que les cours et le matériel doivent être tels qu'ils puissent être facilement mis en œuvre et utilisés par les organisateurs responsables et les mouvements populaires qui, en fin de compte, rempliront la tâche des enseignants. Le cas échéant, ils doivent recevoir l'attention et l'aide nécessaires pour leur

permettre de mettre en œuvre le plan.

Un système d'éducation politique décentralisé bien planifié, avec suffisamment d'enseignants et un suivi régulier de la part du comité est donc ce dont chaque zone urbaine a besoin.

3.3.4 La structure du Parti

La question de la structure du parti dans les zones urbaines pose des problèmes très différents de ceux des zones rurales où notre Parti est déjà bien implanté. Ces problèmes concernent la construction et la gestion de structures stables, la continuité de la direction du Parti, la coordination entre le travail ouvert et secret entre les organes inférieurs et supérieurs, et entre l'organisation urbaine et la direction basée dans les zones rurales. Nous ne pouvons pas résoudre ces problèmes sans que les organes supérieurs y accordent une attention particulière et les étudient; et sans que des solutions concrètes et pratiques soient élaborées. Cependant, nous avons également besoin d'une large approche commune sur les objectifs, les tâches et les méthodes à adopter pour construire et faire progresser la structure urbaine du Parti.

Le principe essentiel qui constitue la base de la structure de notre parti, en particulier dans les zones urbaines, est la centralisation politique combinée à la décentralisation organisationnelle. Cela signifie que tous les mouvements populaires et tous les organes, en particulier au niveau infé-

rieur, doivent avoir des bases idéologico-politiques solides, afin qu'ils puissent s'orienter de manière indépendante et prendre les bonnes décisions organisationnelles en fonction de la ligne politique du Parti. Cela est particulièrement important dans les zones urbaines en raison des difficultés techniques que pose le maintien de liens étroits et constants entre les organes supérieurs secrets et ceux qui, aux niveaux inférieurs, sont engagés dans un travail direct et ouvert. Son importance tient également au fait que le travail urbain exige souvent des réponses immédiates et rapides aux événements de la journée. Avec les progrès rapides de la communication et des médias électroniques, des retards de plusieurs jours et parfois même de plusieurs heures dans la réaction politique aux événements majeurs peuvent entraver l'impact que notre parti peut avoir sur le mouvement urbain. Cela dépend donc de la force des organes qui forment la base de la structure urbaine de notre Parti – les cellules et les comités de niveau inférieur – ainsi que des fractions du Parti qui le relie aux organisations de masse.

3.3.4.1 Les cellules du Parti

Les cellules du Parti en milieu urbain peuvent être formées sur la base d'une unité de production. Pour les ouvriers, ça peut être l'usine, l'atelier, le département, la section, l'équipe, la chaîne de production, la zone industrielle, etc. Pour les étudiants

et les employés de la classe moyenne, ça peut être le collègue, l'école, l'institution, le bureau, etc. La cellule peut également être formée sur une base géographique (c'est-à-dire le lieu de résidence) – ce serait le bidonville, le chawl, la rue, la société, etc. Lorsque le nombre de membres du Parti dans une unité particulière (par exemple une usine) est inférieur à trois, elles peuvent être combinées avec des unités voisines pour former une cellule. Toutefois, cela ne doit pas être fait sans discernement dans les zones urbaines, car cela entraînerait une exposition inutile. Lorsque le travail est intégré, une cellule commune peut être formée. Dans d'autres cas, il vaut mieux attendre un nouveau recrutement avant de former une cellule.

La cellule est l'organe qui dirige toutes les autres unités organisationnelles dans sa sphère de responsabilité. Elle accomplit ses tâches de base sous la direction du comité supérieur suivant. Les tâches de base de la cellule urbaine consistent à organiser les masses, à les politiser, à former les éléments avancés et à les recruter au sein du Parti, ainsi qu'à préparer ses membres et autres militants à se déplacer dans les campagnes pour travailler au succès de la révolution agraire.

La cellule doit développer son propre réseau secret de refuges et de lieux de rencontre. Dans la mesure du possible, les réunions ne devraient pas avoir lieu dans les régions où les membres effectuent leur travail politique auprès des masses. En

général, les membres de la cellule ne devraient pas être transférés d'une cellule à l'autre, car cela entraînerait une exposition inutile.

Lorsqu'il y a au moins trois révolutionnaires professionnels (RP) en activité dans une région et qu'ils se connaissent, une cellule révolutionnaire professionnelle (CRP) peut être formée. La CRP ne doit cependant pas jouer le rôle d'un comité du parti et devenir un centre de planification de l'activité des secteurs de tous les RP. Cela entraînerait une exposition inutile des diverses structures et domaines de travail et pourrait entraîner des pertes. Aux fins de la planification du travail, chaque RP peut être membre de la cellule responsable de son domaine d'activité. Lorsque cela n'est pas possible, la planification doit être effectuée avec l'organisateur ou le membre du comité concerné. La fonction principale de la CRP est de fournir la formation et le développement politique au RP, ce qui ne serait pas possible dans les contraintes de temps et autres limitations d'une cellule à temps partiel. Des programmes d'éducation politique plus longs, des études et des débats collectifs, et d'autres activités similaires peuvent être menés par le biais de la CRP. Elle peut ainsi jouer un rôle positif dans le développement rapide de la future direction du parti. Cet avantage doit toutefois être mis en balance avec les risques d'exposition et de pertes dans le travail urbain. Ainsi, si un RP fonctionne dans une zone non exposée, ou s'il montre des signes de vacilla-

tion, il ne devrait pas être inclus dans un CRP.

3.3.4.2 Les comités du Parti à temps partiel

Lorsque deux ou plusieurs cellules fonctionnent dans une localité ou une unité de production particulière, nous devons nous charger de former le comité du Parti dans l'usine, la zone industrielle, le comité du Parti du *basti* ou le comité du parti du collègue, selon le cas. Ceux-ci peuvent être entièrement composés d'ouvriers à temps partiel, peuvent inclure des RP ou, dans certains cas, des camarades de niveau organisateur. C'est le niveau du comité du Parti qui se situe entre le comité de zone / l'organisateur et les cellules. C'est l'organe qui dirige et guide toutes les cellules, les cellules candidates, les fractions de parti et les autres organes dans son domaine de responsabilité. C'est l'organe qui ratifie le recrutement des membres candidats et décide de leur adhésion en tant que membre à part entière.

Le Comité d'Usine / de *basti* est une couche très importante dans la structure urbaine du Parti. Il améliore le fonctionnement du Parti en accordant une plus grande attention au jour le jour au fonctionnement des cellules du Parti et des autres organes de niveau inférieur. Il réduit également le risque pour les comités de niveau supérieur en fournissant une autre couche et en éliminant la nécessité pour le membre du comité supérieur de toujours rencontrer toutes les cellules. En dépit de son importance, nous n'avons pas accordé suf-

fisamment d'attention au sein de notre parti au développement de cette couche dans les zones urbaines. Nous n'avons encore que très peu de zones où de tels comités ont été créés et notre expérience est donc très limitée. Les principaux aspects sur lesquels nous devrions nous concentrer lors de la création de ces comités sont la sélection correcte de membres fiables, l'accent mis sur la mise en place d'un réseau secret adéquat pour les abris, la communication et les réunions, et le soin extrême à ne pas révéler l'identité des membres du comité à tous les députés. Si nécessaire, des précautions peuvent également être prises lors de la rédaction des rapports, afin que l'identité réelle des mouvements populaires et des militants soit protégée. D'une manière générale, nous devrions adopter une approche à long terme pour la création de ces comités et leur maintien sur une longue période. Un réseau adéquat de ces comités peut améliorer considérablement le fonctionnement de notre structure de parti urbaine.

3.3.4.3 Les fractions du Parti

Outre les cellules et les comités du Parti, le Parti met en place des fractions dans diverses organisations non partisans afin de s'assurer que les membres fonctionnant au sein de ces organisations expriment une volonté unique, appliquent une tactique uniforme et agissent en harmonie. Ce sont les organismes par lesquels le Parti exerce une

influence sur ces organisations et met en œuvre sa politique. Comme la plupart des travaux dans les zones urbaines sont effectués par des organisations non partisans, les fractions qui fonctionnent correctement sont des éléments très importants de l'organisation urbaine du Parti. Elles sont nécessaires pour unir et coordonner les forces du Parti au sein des organisations non partisans et s'assurer qu'elles jouent un rôle de premier plan.

Le comité du Parti concerné peut former des fractions dans toute organisation ou organe exécutif où il y a au moins trois membres du Parti. Lorsque tous les mouvements populaires sont issus d'une seule cellule, il n'est pas nécessaire de former une fraction séparée, car toutes les fonctions de la fraction peuvent être assurées par la cellule. De même, si les principales forces au sein d'une organisation ou d'un organe exécutif particulier se trouvent dans une cellule ou un comité du Parti ou bien en raison de certaines autres considérations pratiques, le comité du Parti peut décider de ne pas former de fraction. Toutefois, lorsque les membres sont issus de diverses instances ou lorsque le travail de l'organisation est important, il est avantageux de former une fraction.

La fraction fonctionne sous la direction et la supervision du comité du Parti concerné. Ainsi, la fraction au sein d'un comité syndical d'usine fonctionnera sous le comité du Parti de l'usine, tandis que la fraction syndicale au niveau de la ville

fonctionnera sous le comité du Parti de la ville. Le comité du Parti concerné décide de former la fraction avec l'ensemble ou partie des mouvements populaires de la région. Il a également le droit d'envoyer des membres du Parti dans une fraction et de retirer tout membre d'une fraction. Le travail urbain peut parfois exiger que les mouvements populaires qui sont très exposés et sous surveillance ne soient pas inclus dans le forum de la fraction, bien qu'ils jouent un rôle important dans l'organisation. Cela peut également être nécessaire dans certains cas pour protéger l'identité d'un camarade qui a des liens avec le Parti. Dans ce cas, le comité du Parti doit mettre au point des moyens et des méthodes spécifiques pour assurer la coordination avec ces camarades et veiller à ce que cela fonctionne à l'unisson avec la fraction et conformément à l'orientation décidée.

La fraction du parti guide le travail de l'organisation dans laquelle elle opère. Toutes les questions qui se posent dans l'organisation dans laquelle elle opère sont discutées au sein de la fraction. Tous les mouvements populaires doivent s'exprimer et voter au sein de l'organisation conformément aux décisions prises par la fraction. De même, il incombe aux comités du Parti de travailler au sein des fractions pour veiller à ce que l'ensemble de l'organisation soit guidée par une politique et un plan unique.

3.3.4.4 Les couches

Les couches font référence aux différents niveaux de l'organisation urbaine du Parti comme les comités de ville, les comités de zone, les comités d'usine, de base ou de collège, les cellules, les cellules de candidats, ainsi que les liens avec les organisations de masse comme les groupes et les fractions de militants. En raison de la plus grande menace ennemie dans les zones urbaines, il est toujours nécessaire de maintenir un certain nombre de couches du plus bas au plus haut niveau et il est important de travailler à travers ces couches sans les contourner.

Depuis quelques années, nous insistons dans nos documents sur la nécessité et l'importance de fonctionner essentiellement par couches. Nous n'avons cependant pas beaucoup progressé à cet égard. La plupart des organisations municipales ne se sont pas concentrées sur la création de suffisamment de niveaux et même lorsque certains niveaux existent, on a tendance à s'occuper directement des niveaux les plus bas afin d'obtenir des résultats rapides. Nous devons rapidement nous débarrasser de ces notions et pratiques erronées et mettre en place un système de niveaux dans chaque ville.

La question essentielle pour le fonctionnement grâce à ces niveaux est de veiller à ce que chaque niveau soit formé et développé pour remplir indépendamment des fonctions à un niveau donné.

Cela nécessite une orientation et un suivi étroits du niveau supérieur suivant. L'orientation doit viser à développer les capacités indépendantes des camarades de ce niveau, ainsi que le fonctionnement en équipe du comité. C'est la clé d'un fonctionnement organisationnel décentralisé selon une ligne politique et des politiques centralisées. C'est la seule approche à long terme pour construire une structure de parti qui préservera notre cadre et notre direction et développera les forces pour l'avenir.

3.3.4.5 La coordination et les liens avec les autres structures du Parti

La majeure partie de notre travail en ville, en particulier dans les zones de guérilla, est coordonnée et dirigée depuis les zones rurales. Même le DCM qui dirige le travail en ville est souvent basé dans les zones rurales et doit périodiquement appeler les camarades de la ville dans les zones d'escouade pour discuter et planifier le travail urbain. Il en résulte, d'une part, de graves problèmes d'exposition et, d'autre part, une orientation insuffisante sans une compréhension approfondie des problèmes réels du travail urbain.

La meilleure façon de coordonner est donc d'avoir une structure de Parti où au moins le niveau du CD est basé dans les zones urbaines elles-mêmes. Dans les villes suffisamment grandes et où l'étendue du travail et de la structure du

Parti le justifient, le CD peut être construit dans la ville même. Dans certains États où le problème de coordination est particulièrement aigu en raison de la répression, l'enjeu peut être résolu par un sous-comité spécial pour le travail urbain formé sous l'égide du CS. Lorsque les camarades dirigeants appropriés sont très exposés, ils peuvent être affectés loin de leurs zones d'origine, voire dans d'autres États. Un autre problème lié à la structure urbaine du Parti concerne les liens avec l'organisation rurale du Parti ainsi que les départements fonctionnels des organes supérieurs du parti. Il existe souvent un besoin d'aide urbaine de divers types, pour laquelle les organisations urbaines impliquées dans le travail de masse quotidien sont régulièrement utilisées. De tels liens réguliers sont dangereux pour l'ensemble des parties concernées et affectent également le fonctionnement régulier de l'organisation urbaine. Il est donc important de mettre immédiatement un terme à ces méthodes de raccourcis. Des structures séparées, non liées à l'organisation urbaine en cours, devraient être mises en place dans les villes à cette fin. Les camarades peuvent être transférés hors de l'organisation urbaine et se voir attribuer ces tâches.

Ici aussi, il faut essentiellement adopter une approche à long terme. Nous devons nous rendre compte que ce n'est que par la mise en œuvre de plans systématiques et à long terme que nous pourrons mettre en place les différentes structures

nécessaires, pour mobiliser les masses urbaines, pour apporter une aide logistique et autre au travail rural, ainsi que pour d'autres besoins.

3.4 Le Front Uni

Les zones urbaines sont les centres des luttes des différentes classes, sous la direction de nombreuses organisations qui les représentent. Il est essentiel que nous nous unissions à ces organisations de lutte et que nous menions des combats les plus amples à l'encontre des classes dominantes. Ainsi, une partie importante du travail du Parti dans les zones urbaines concerne l'activité de front commun. Cela inclut la formation de divers fronts unis tactiques, ainsi que la construction de l'alliance ouvrière-paysanne qui est la base du front uni stratégique. Cela va de la tâche de construction de l'unité de base de la classe ouvrière, à la solidarité avec la paysannerie, à l'unité avec les autres classes révolutionnaires comme le semi-prolétariat et la petite bourgeoisie, jusqu'au maintien des relations et même de l'activité commune avec les organisations nationales de la bourgeoisie et même de la classe dirigeante. Examinons les principales formes de cette activité de front uni.

3.4.1. L'unité de la classe ouvrière

La classe ouvrière est le sujet principal de notre travail dans les zones urbaines. Puisque la classe ouvrière est aujourd'hui dans un état extrême-

ment divisé, une tâche cruciale du Parti est de bâtir l'unité la plus large possible au sein de cette classe. Cette unité doit se construire à deux niveaux – l'un est d'organiser et d'unifier le plus grand nombre d'ouvriers dans d'authentiques organisations qui suivent la ligne et le programme démocratique, l'autre est de construire un large front uni ouvrier contre l'agression actuelle de la bourgeoisie, soutenue par les impérialistes, sur les droits et les conditions économiques de la classe ouvrière.

Cela signifie prendre l'initiative, ou prendre part à d'autres initiatives, pour édifier des luttes unies sur différentes questions comme le système de contrat, le changement dans la législation du travail, la privatisation, la politique de sortie, etc. Cela veut aussi dire travailler à la construction d'organisations unifiées composées de toutes les forces authentiques du mouvement ouvrier qui sont prêtes à lutter autour d'un programme anti-impérialiste et antiféodal.

Les fronts communs syndicaux sont importants pour augmenter la puissance de combat de la classe ouvrière. Ces fronts communs peuvent se construire autour d'un enjeu spécifique ou se baser sur une conception politique minimum et un programme commun. Ces derniers peuvent s'organiser à différents niveaux – industrie, zone, ville, région, l'Inde entière, et à l'international.

Si les syndicats réactionnaires et révisionnistes ont de nombreux partisans et qu'ils sont prêts à

prendre part à la lutte, notre politique est d'être prêts à s'unifier avec eux autour d'un enjeu précis. Cependant, la décision d'une unité provisoire ne doit pas uniquement être prise pour desservir les besoins immédiats, mais également pour faire progresser notre objectif à long terme, à savoir d'attirer les masses ouvrières dans la direction de la révolution. Les organisations démocratiques légales ouvrières unies dans un front commun peuvent jouer un rôle très utile dans l'atteinte de cet objectif. Ce sont des organisations pareilles qui constituent le noyau démocratique à l'intérieur de l'unité plus large avec les réactionnaires. Si ces organisations fonctionnent efficacement, elles peuvent rallier des pans entiers de la classe ouvrière autour d'un programme démocratique et jouer le rôle dirigeant au sein des fronts unis formés autour d'enjeux spécifiques. Elles peuvent également tirer parti d'alliances temporaires avec les syndicats réactionnaires dans les intérêts du programme démocratique. Les organisations démocratiques légales ouvrières peuvent inspirer, mobiliser et unifier les autres classes révolutionnaires dans les zones urbaines avec un programme antiféodal et anti-impérialiste.

3.4.1.1. L'unité en industrie

En raison de la multiplicité des syndicats en Inde, dans la plupart des industries, la possibilité de réaliser le principe 'une industrie, un syn-

dicat' est très faible. Dans une situation pareille, nous devons travailler pour, ou soutenir – ce qui est la meilleure option restante –, la constitution des comités de coordination des syndicats à l'intérieur d'une industrie particulière. Nous devons essayer d'attirer dans de tels organes tous les syndicats ayant un nombre d'adhérents significatif. Une telle unité peut se déclencher sur la base d'un enjeu précis, d'une campagne, et ensuite progresser vers une conception minimum plus stable.

De la même façon, il est nécessaire d'unifier les différents syndicats œuvrant à l'intérieur de la même compagnie. Une telle unité peut commencer avec un comité de coordination ou être constituée en tant que fédération.

Dans la période de mondialisation actuelle, où la production d'un pays est facilement transférée à travers les frontières internationales, l'unité internationale des ouvriers est également importante et nécessaire. Pourtant, cette unité demeure encore très faible. Nous devons soutenir les initiatives pour construire l'unité internationale des ouvriers au sein d'une même multinationale ou bien dans une industrie particulière. Même lorsqu'il n'est pas possible de donner à cette unité une forme organisationnelle, nous devrions mener des luttes de solidarité, des grèves ainsi que diffuser de la propagande à cet égard.

3.4.1.2. L'unité autour d'un enjeu spécifique

Cette unité en front commun, composé de différents syndicats et d'organisations politique, est formée afin d'opposer des politiques ou des actions gouvernementales ainsi que pour prendre en main les problèmes syndicaux, sociaux ou politiques particuliers. Notre approche dans de tel fronts communs consiste à construire, à même la lutte, l'unité la plus large possible avec toutes les organisations capables d'avoir une position politique commune autour des enjeux en question. Dans ces situations, il s'agit toujours d'éviter de faire des compromis sur les principes fondamentaux. Très souvent, les fronts communs ont tendance à devenir de lourds organes bureaucratiques ou les tribunes d'un débat interminable. Afin d'éviter ces dérives où les fronts communs deviennent des organes aux services d'une poignée de dirigeants, notre démarche doit être de nous assurer que ces derniers construisent plutôt l'unité des masses la plus large possible. L'objectif est de faire avancer les masses le plus loin possible dans leur lutte militante et de les politiser au cours de cette lutte.

Nous devons porter, à l'intérieur des fronts communs, une attention particulière à la fois à l'unité et à la lutte. Bien que l'unité avec les réformistes, révisionnistes et réactionnaires requièrent un certain niveau d'ajustement dans la formulation des demandes, nous devrions constamment préparer

les masses à lutter contre toute tentative de leur part de trahir la lutte.

Lorsqu'on retrouve, à l'intérieur même d'un front commun, un large éventail de forces politiques différentes, nous devrions mettre en place une coordination avec ceux qui ont une conception commune plus proche de la nôtre afin d'agir à l'unisson dans une approche et une ligne d'action commune. Une telle coordination peut se faire sur la base des relations avec d'autres partis du camp communiste révolutionnaire ou par l'intermédiaire d'organisations démocratiques légales existantes ayant une base programmatique commune, ou sur toute autre base.

3.4.1.3. L'unité sectorielle

Cette unité peut être pour une zone industrielle, une ville, une région, un état, l'Inde entière, etc. L'unité dans une zone industrielle ou un quartier peut se limiter à simplement construire un front contre les problèmes auxquels sont confrontés les ouvriers de la zone, comme les goondas, le transport, les installations sanitaires, l'eau, etc. Cependant, pour former une unité d'un degré supérieur dans une zone donnée, il s'agit de la fonder autour d'une compréhension politique minimale. C'est-à-dire l'unité de syndicats et d'autres organes de masse, qui acceptent de lutter ensemble pour atteindre une série d'exigences ou de questions communes ou soutenir des objectifs politiques

communs. Cette unité autour d'une compréhension politique minimale est le type le plus fréquent d'organisation démocratique légale d'ouvriers.

Nous devrions donner une importance considérable à ce type d'unité. Dans les luttes actuelles contre la mondialisation, la possibilité et le besoin d'une telle unité grandit continuellement. Nous devrions orienter nos efforts pour rendre cette unité aussi large que possible en poussant pour une mobilisation vaste et continue des masses. En même temps, nous devrions, simultanément, porter une attention à la consolidation des militants qui émergent de ces mobilisations. Ainsi, en planifiant au niveau local, nous devons attribuer des forces non seulement pour diriger ces fronts et ces organisations, mais aussi pour les tâches de consolidation et de construction du parti à l'intérieur du mouvement.

3.4.1.4. Les plateformes ouvrières

Une autre forme d'union de la classe ouvrière sur une base politique, est de constituer directement des organisations démocratiques légales ouvrières comme des forums ou des plateformes avec un programme ouvriers minimum. De telles plateformes ne tentent pas principalement à unifier les syndicats, mais visent les militants ouvriers de différents syndicats et tentent de les rallier politiquement. De tels organes utilisent les réunions, les manifestations, les discussions, les séminaires, les

programmes culturels et divers moyens de propagande pour attirer, sur une base politique, les sections avancées parmi les ouvriers. Ils devraient également mobiliser pour des agitations et des luttes sur des questions politiques ou autres enjeux. Leur objectif devrait être d'attirer le plus grand nombre de forces indépendantes du Parti qui peuvent être unies autour du programme.

Il serait également possible d'utiliser la bannière d'une organisation culturelle ouvrières ou bien celle d'un magazine ouvrier en tant que plateforme pour l'unité. Ici, le programme de la plateforme est largement propagé et les militants ouvriers sont encouragés à accomplir des programmes culturels ou à écrire des articles ou des comptes-rendus pour le magazine, à le distribuer, etc. ainsi qu'à participer à la préparation et à la mobilisation des masses dans les luttes.

Ainsi, il y a plusieurs formes différentes d'unification des masses ouvrières. Nous ne pouvons bien sûr pas essayer de mettre en place toutes les formes dans une zone particulière. Les comités compétents doivent donc choisir les méthodes appropriées selon la situation objective dans leur zone et les forces subjectives disponibles. Ce qui est toutefois important, c'est de reconnaître l'importance de cette tâche, particulièrement au cours de l'actuelle recrudescence des luttes ouvrières et donc de lui attribuer les forces nécessaires.

3.4.2. L'alliance ouvrière-paysanne

L'alliance ouvrière-paysanne est la base du front uni stratégique à quatre classes, et pour cette raison, nous devrions travailler pour la construction et la consolidation de cette alliance dès le début de notre travail. Le but est de susciter le soutien des ouvriers pour les luttes paysannes et de créer les liens les plus proches possibles entre les deux classes les plus importantes de la révolution démocratique.

Le travail pour construire et consolider l'alliance ouvrière-paysanne doit être pris en main à partir de toutes les sphères de notre travail avec la classe ouvrière. L'insistance sur des aspects précis de l'alliance peut toutefois différer selon la zone de travail. Ainsi, dans les villes métropolitaines, quelque peu dissociées des zones rurales et de la lutte agraire, notre travail portera principalement sur l'éducation et la propagande continue pour élever la conscience des ouvriers. Dans les villes situées dans ou à proximité des zones de guérilla, où les masses ouvrières et paysannes sont étroitement liées, l'attention peut porter sur des problèmes concrets et l'aide pratique au mouvement. Diverses organisations remplissent également différents rôles.

L'organisation révolutionnaire des ouvriers a un rôle particulièrement important à jouer. Elle doit assumer la responsabilité principale de

la propagande et de l'agitation quant à la guerre agraire. La propagande incessante et continue en ce qui concerne le progrès du mouvement rural, les victoires remportées, et la répression à laquelle il est confronté, ainsi que le besoin de solidarité des ouvriers avec ce mouvement doivent être une partie essentielle du travail de cette organisation. Puisque l'organisation est généralement amené à fonctionner clandestinement, il ne sera pas possible d'organiser des manifestations publiques de solidarité des ouvriers. Cependant, les militants de l'organisation révolutionnaire peuvent utiliser la méthode d'actions éruptives et clandestines à des fins de propagande pour mettre de l'avant les enjeux de la lutte agraire.

Les organisations démocratiques légales ouvrières peuvent être des forums grâce auxquels les mobilisations publiques des ouvriers sont organisées. Les formes de telles mobilisations peuvent s'étendre de campagnes de signatures jusqu'aux manifestations de solidarité et aux actions de protestation. Celles-ci doivent être organisées en support au mouvement révolutionnaire ainsi qu'aux luttes paysannes menées par des organisations non-révolutionnaires. Nous ne devrions cependant pas organiser des manifestations publiques en faveur de notre mouvement si nous nous attendons à une faible mobilisation, étant donné que cela n'entraînera qu'une exposition de nos forces. Nous devrions effectivement planifier de telles actions

afin de mobiliser un grand nombre de forces indépendantes du Parti. Un autre genre de programme qui peut être pris en main grâce aux organisations démocratiques légales sont les larges mobilisations communes des ouvriers et des paysans sur des problèmes communs tels que l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), la répression d'État, etc.

Le travail pour l'alliance ouvrière-paysanne peut aussi être pris en main grâce aux syndicats. Lorsque c'est possible, ils peuvent mobiliser et prendre part aux programmes de l'organisation démocratique légale avec ou sans sa propre bannière. D'autres programmes peuvent aussi être adoptés – comme l'éducation concernant l'exploitation et la répression dans les zones rurales arriérées, les équipes d'assistance pendant les catastrophes, les déclarations de soutien aux luttes paysannes de diverses organisations, etc.

Les comités industriels du Parti devraient régulièrement porter attention et faire un suivi sur la mise en œuvre de ces tâches. Selon les changements dans la situation, des méthodes neuves et plus créatives doivent être élaborées. Les déclarations et les appels du Parti aux ouvriers doivent être publiés quand la situation l'exige. Cependant, quel que soit le niveau possible d'activité de l'alliance ouvrière-paysanne, elle garde une importance centrale dans nos tâches de front uni. Elle ne doit pas être délaissée, on ne doit pas lui donner une importance secondaire ni la subordonner aux

autres tâches du front uni dans la ville.

3.4.3. L'unité des classes urbaines exploitées

En plus de la classe ouvrière, les autres classes et sections exploitées des zones urbaines comprennent le semi-prolétariat, les citadins pauvres concentrés dans les bidonvilles, les étudiants, les professeurs, les employés, et d'autres sections des classes intermédiaires, etc. Le Parti envoie ses cadres pour organiser et mener les organisations de masse de toutes ces classes. Ce n'est toutefois pas la seule façon par laquelle la classe ouvrière et son Parti s'unissent et fournissent un leadership à toutes ces classes. Les luttes de solidarité et l'activité du front uni sont les moyens par lesquels la classe ouvrière inspire et conduit toutes les autres classes dans la lutte.

La propagande et l'agitation sur des enjeux et des incidents de répression sur diverses autres classes urbaines sont les moyens principaux par lesquels la classe ouvrière et le Parti manifestent leur solidarité avec les sections concernées. Les enjeux peuvent être de plusieurs types – l'expulsion des colporteurs, la démolition des bidonvilles, la suppression des droits des étudiants, des fonds pour les salaires des professeurs, etc. Alors qu'il peut ne pas être possible d'organiser une action de solidarité sur chacun de ces enjeux, le Parti doit sans cesse être sensible et répondre de toutes les manières possibles – pamphlet de propagande, affiche, communiqué de presse, un *dharna*, une manifestation,

ou toute autre action militante. Cependant, notre effort principal devrait être de tirer les masses ouvrières vers la solidarité.

Le front uni peut également être construit grâce à des fronts communs sur diverses questions inquiétant les masses comme la pollution urbaine, la hausse des prix, la corruption, la fermeture d'une industrie-clé, d'un grand nombre d'industries ou bien d'autres problèmes urbains tels que la pénurie d'eau, les problèmes de banlieue, les questions d'hygiène, etc. De tels problèmes unissent toutes les classes, mais impliquent surtout les sections exploitées. Les fronts communs sur de tels problèmes peuvent être basés sur un enjeu spécifique ou bâti, comme les organisations démocratiques légales, sur une base politique reliant le problème au programme démocratique. Des fronts unis tactiques pareils attirent plus étroitement de plus grandes sections des masses vers la révolution et ouvrent la voie pour les lancer dans le domaine du front uni stratégique.

3.4.3.1. L'unité avec le semi-prolétariat

Le semi-prolétariat, qui vit dans des conditions d'extrême pauvreté, est la classe urbaine ayant le plus grand potentiel d'unité avec le prolétariat. Ces dernières années, la nouvelle politique économique a conduit à une augmentation rapide de leur nombre. Un grand nombre d'ouvriers sont projetés dans les rangs du semi-prolétariat et beaucoup

d'immigrés ruraux, qui viennent à la recherche d'un emploi échouent dans des petits boulots ou à faire divers petits travaux. En raison de leur nature dissipée, ils ne sont pas aussi bien organisés que le prolétariat. C'est donc la tâche du Parti d'organiser cette classe et de construire son unité étroite avec les ouvriers industriels.

a) Syndicats du semi-prolétariat: Dans de nombreuses villes, ces sections demeurent totalement inorganisées. Selon nos forces subjectives et notre projet pour la ville, nous pouvons prendre en main la tâche de créer leurs organisations. Certaines organisations qui peuvent être constituées sont les syndicats de colporteurs, les syndicats et les *panchayats* de serviteurs et de porteurs, les syndicats de tireurs de pousse-pousse, les syndicats de conducteurs et de propriétaires de tuk-tuk et de taxis ainsi que les syndicats de chiffonniers. Puisque le semi-prolétariat n'est pas directement employé par la classe capitaliste, l'ennemi est généralement l'État par l'intermédiaire des diverses autorités gouvernementales, les organes municipaux, etc. Les problèmes concernent le harcèlement et la corruption des fonctionnaires, la mise en place de taxes injustes, les combats contre l'augmentation des charges fiscales, la lutte contre les expulsions, etc. Certaines sections comme les porteurs du marché et les chiffonniers ont des exigences dirigées contre des groupes précis tels que les commerçants, les ferrailleurs, etc. En raison de la nature dissipée

de la main-d'œuvre et le manque d'un sens prolétarien de l'organisation, construire l'unité de ces sections est une tâche minutieuse à temps plein. Cependant, une fois organisés, ils se révèlent être des militants combattifs. Dans la plupart des villes où ces sections demeurent inorganisées, le travail dans ces sections exigera la création de syndicats clandestins. Dans les grandes villes où elles sont déjà organisées, nous pouvons nous occuper du travail fractionnaire.

b) Solidarité avec le semi-prolétariat: Dans beaucoup de grandes villes, en particulier celles qui ambitionnent de devenir des villes 'mondiales', certaines sections considérables du semi-prolétariat subissent de violentes attaques. Les colporteurs sont tout particulièrement confrontés à d'intensives campagnes d'expulsion et au harcèlement des fonctionnaires. Les tuk-tuk et les taxis sont accusés de pollution. Ils sont également pris pour cible par les tribunaux, les écologistes antipopulaires et les médias réactionnaires. Ces derniers les accusent de nuire aux campagnes pour des villes 'propres et vertes'. Bien qu'ils luttent féroceement, ils sont souvent isolés dans leurs combats. Il est par conséquent d'une importance capitale que les syndicats ouvriers expriment une solidarité avec les colporteurs et d'autres sections semblables. Les organisations légales démocratiques ouvrières doivent également organiser des campagnes pour les soutenir et dénoncer les projets urbains anti-pauvres des

autorités du développement et des agences impérialistes.

Le travail dans les bidonvilles est un autre champ de l'unité entre les ouvriers et le semi-prolétariat. Ces deux classes constituent les sections principales des citoyens pauvres qui vivent dans les bidonvilles et les localités pauvres. En plus des luttes *basti* au cours desquelles les deux classes luttent côte à côte, les syndicats et les autres organisations ouvrières doivent aussi organiser des actions de solidarité.

Dans la mesure du possible, des alliances pour s'opposer à la tendance réactionnaire actuelle du développement urbain doivent également être constituées, impliquant les associations d'habitants de bidonvilles, les organisations de colporteurs, les syndicats et même les groupes de professionnels et d'intellectuels progressistes. En unifiant toutes les sections directement affectées, elles doivent également viser à éduquer les sections de la classe moyenne qui ont tendance à être induites en erreur par la propagande 'propre et verte' des classes dirigeantes. Le but doit être de bâtir une unité large de toutes les sections exploitées contre les programmes antipopulaires de la mondialisation.

3.4.3.2. Les Cols Blancs

La progression rapide de l'informatisation et de l'automatisation dans l'industrie moderne et la part croissante du secteur des services dans l'économie a entraîné un accroissement significatif du nombre et

de la proportion de cols blancs. Un grand nombre d'entre eux travaillent dans le secteur public et sont généralement syndiqués. Les syndicats des banques, des compagnies d'assurances, des professeurs, des employés du gouvernement, etc. en sont des exemples. Il y a aussi eu une croissance plus récente des syndicats et des associations de professionnels des employés de niveau supérieur tel que dans les secteurs de l'électricité, les télécommunications, et autres départements comme ceux des ingénieurs, des médecins attitrés, des pilotes, etc. Un grand nombre de ces syndicats sont puissants et ont montré leur aptitude à frapper et à paralyser l'économie.

Alors que tous les cols blancs sont des alliés dignes de confiance de la classe ouvrière et de la révolution, certaines sections suivent plus facilement la bourgeoisie et deviennent victimes de la propagande réactionnaire.

Il est donc nécessaire que le prolétariat industriel conserve toujours des rapports étroits avec cette section des employés et l'emmène loin des hésitations à l'encontre de la lutte de classe. Nous devons donc, dans toutes les industries et les entreprises, lutter pour l'unité syndicale des sections col blanc et col bleu. En règle générale, nous devons nous opposer à la pratique rétrograde qui consiste à former des syndicats distincts 'd'ouvriers' et 'd'employés'. Là où des syndicats séparés existent malgré tout, nous devons, lorsque c'est possible, affecter

des forces pour le travail fractionnaire en leur sein.

Durant la période de mondialisation, les classes dirigeantes ont déclenché une attaque propagandiste contre les cols blancs, les qualifiant de surpayés et de sous-employés, dont les salaires et la quantité devraient être réduits. Par conséquent, certaines sections sont forcées d'accepter de très maigres augmentations de salaire et des coupures dans certaines allocations. Elles ont également été les victimes de diverses privatisations et coupures de postes à l'aide des politiques de départ à la retraite forcé ou devancé. Bien qu'elles aient lutté sans arrêt, elles ne reçoivent pas, en général, la solidarité et le soutien des autres sections. Nos syndicats ouvriers, nos organisations ouvrières légales démocratiques et clandestines, et parfois même le Parti, devraient exprimer par des moyens diverses leur solidarité avec les luttes des employés de banque, des professeurs, des journalistes, etc. Dès que des organes syndicaux communs sont constitués au niveau de la ville, nous devons essayer d'y attirer toutes les divisions locales des syndicats d'employés. Cela peut aider à organiser des programmes communs et une solidarité mutuelle durant les périodes de répression et de lutte.

3.4.3.3. Les autres sections de la petite-bourgeoisie

L'une ou l'autre section de la petite bourgeoisie est souvent en lutte. Les étudiants font des

campagnes, les avocats ont recours aux grèves, les commerçants ont leurs propres formes de manifestations et leurs *bandhs*¹⁸. Lorsque ces luttes prennent un tournant trop militant, elles font face aux attaques de l'État. La classe ouvrière devrait être consciente des luttes de ces sections. Nous devrions, par l'intermédiaire des syndicats, des organisations démocratiques légales et même du Parti, exprimer notre solidarité. Dans la mesure du possible, nous ne devrions pas simplement nous limiter à des déclarations de soutien. Au cours des luttes majeures et de la répression, nous devrions faire tout ce qui est possible afin de mobiliser les ouvriers en grand nombre pour qu'ils sortent dans les rues en soutien. Là où il y a un soutien suffisant, nous devrions tenter d'élargir la portée de la question et impliquer autant de sections que possible en leur soutien.

Parmi la petite bourgeoisie urbaine, les étudiants et les jeunes constituent une catégorie importante. Ils réagissent aux événements, et, historiquement, ont joué un rôle significatif depuis le mouvement antibritannique. Dans le sillage de Naxalbari, leur rôle est exemplaire. Notre Parti a une bonne expérience d'organisation au sein des étudiants. En travaillant dans les zones urbaines, nous devrions, donc, prêter l'attention nécessaire dans le but de les organiser.

Soulignons également la nécessité de dévelop-

¹⁸ Un *bandh* est une grève générale.

per l'unité avec les intellectuels. En effet, Nous devrions attribuer suffisamment de cadres pour travailler parmi eux et un effort spécial doit être ajouté afin de développer l'unité et de les organiser.

3.4.4. Les relations avec la bourgeoisie nationale

En raison de la nature indécise et exploiteuse de la bourgeoisie nationale, sa large participation dans le front uni stratégique n'a généralement lieu qu'aux stades ultérieurs de la révolution. Toutefois, il y a, dans les zones urbaines, la possibilité de soutenir et de s'unir avec différentes sections de la bourgeoisie nationale dans des fronts unis tactiques.

Une grande partie de notre travail avec la classe ouvrière se fait dans le secteur non-syndiqué des petites industries de la bourgeoisie nationale. Elle constitue souvent l'ennemie immédiate des ouvriers que nous organisons. Il est par conséquent souvent difficile pour la masse des ouvriers d'accepter la notion de soutien ou d'unité avec ces exploiters et 'ennemis'. Que la bourgeoisie nationale se manifeste dans la lutte contre le gouvernement, l'impérialisme et la bourgeoisie bureaucrate comprador reste toutefois une réalité. Nous devrions lui donner tout le soutien dans cette lutte et, dans la mesure du possible, nous unir pour mener un combat commun contre les classes dirigeantes.

Habituellement, l'unité avec la bourgeoisie nationale procède par la méthode suivante : le

Parti, directement ou indirectement impliqué par certaines de ses organisations de masse, déclare son soutien aux exigences et aux luttes de la bourgeoisie nationale contre le gouvernement, l'impérialisme et/ou la bourgeoisie compradore. Celles-ci peuvent s'attacher à plusieurs questions comme la diminution des taxes, la réduction des charges comme celle de l'électricité, les politiques contre la petite industrie et jugements prononcés par les cours de justice, la protestation contre l'entrée dans le pays des multinationales et des produits étrangers, l'exploitation des producteurs auxiliaires par la grande industrie, etc. Notre soutien peut prendre la forme de la propagande ou même se prolonger dans la mobilisation militante des ouvriers sur les questions abordées.

Une autre méthode d'unité peut se produire entre les organes de front commun et les organisations de la bourgeoisie nationale. Une telle unité est généralement axée sur un problème précis tel que la prévention de la délocalisation ou la fermeture des industries, l'opposition aux lois contre la petite industrie et aux augmentations d'impôts, etc. Cependant, alors que le mouvement anti-mondialisation et anti-OMC progresse, nous devons faire de notre mieux pour attirer les sections et les organisations les plus progressistes de la bourgeoisie nationale dans le mouvement. Bien que nous nous efforcions à amener la bourgeoisie nationale à s'opposer à la bourgeoisie bureaucrate compradore et

à l'impérialisme, pareille unité ne peut sous aucun prétexte, se réaliser aux dépens des classes fondamentales au sein du front uni. Par conséquent, en nous unissant avec la bourgeoisie nationale, nous ne devrions jamais perdre de vue notre relation avec eux, rendue nécessaire dans le seul cadre de telles ou telles autres luttes spécifiques. Ainsi, nous ne devrions pas avoir l'idée fautive selon laquelle l'union avec la bourgeoisie nationale implique des concessions dans les luttes syndicales avec ces sections. Toutes ces questions seront réglées selon les principes habituels de la lutte syndicale et dépendront fondamentalement de la puissance relative des forces ennemies et des conditions globales de l'industrie dans laquelle ces luttes ont lieu. C'est la puissance de la classe ouvrière, et non sa faiblesse, qui sera la force attirante la bourgeoisie nationale vers un front commun.

Jour après jour, les attaques des impérialistes et de leurs agents indiens poussent la bourgeoisie nationale un peu plus loin dans leur conflit contre les classes dirigeantes. Par conséquent, les possibilités concrètes d'une unité venant d'en bas augmentent dès aujourd'hui. Ces possibilités sont plus grandes dans les villes où la présence de la bourgeoisie nationale est plus forte, comme la région de Delhi, la région de Coimbatore-Erode dans le Tamil Nadu, de Surat dans le Gujarat, etc. Les organisations locales du Parti doivent – dans la mesure du possible –, utiliser de telles occasions,

en gardant à l'esprit les principes précités.

3.4.5. Le front contre la répression

La *Resolution Politique* et l'*Examen Politique et Organisationnel* adoptés par le 9e Congrès ont lancé un appel à mobiliser les masses contre la répression fasciste des classes dirigeantes et contre les *black laws*¹⁹. Toutes les sections des masses dans les zones urbaines font face au poids de cette répression et se dressent contre elle. Par conséquent, la tâche du Parti dans les zones urbaines est d'unir toutes les forces qui sont prêtes à mener des luttes militantes pour s'opposer à cette politique et de bâtir un mouvement large et démocratique contre la répression.

Les organisations qui s'opposent le plus invariablement à la répression de l'État et aux *black laws* sont les différentes organisations pour les libertés civiles en activité dans différentes parties du pays. Nous pouvons, jusqu'à un certain point, travailler par leur intermédiaire. Elles ont toutefois une maigre base de masse et un programme politique limité. Par conséquent, alors que nous devons travailler pour élargir et renforcer de telles organisations, elles ne peuvent pas être les seules tribunes pour la construction d'un front contre la répres-

¹⁹ Les *black laws* sont des lois anti-populaires qui visent à restreindre les libertés fondamentales des citoyens. Celles qui existent en Inde aujourd'hui permettent à l'État d'emprisonner sur la base d'un simple témoignage d'un policier et pour une période indéfinie toute personne suspectée d'appartenir ou d'être liée à une organisations « terroriste ».

sion.

Les fronts contre des lois violentes telles que la « Loi sur la Prévention du Terrorisme » (POTA)²⁰ ont le potentiel d'unir autour d'elles des sections très larges des masses. Nous devrions, donc, mettre en place de tels fronts ou les rejoindre avec notre propre programme. Puisque ces fronts sont constitués à divers niveaux, nous pouvons intervenir dans les différents fronts grâce à des organisations de masses de façade distinctes et adaptées à un tel travail. Or, plusieurs de ces fronts sont constitués d'organismes et de partis issus des classes dirigeantes, et sont ainsi reconnus pour museler les mouvements populaires. Il s'agit donc de ne participer que s'il nous est possible de mener une campagne de dénonciation vigoureuse de ces forces opportunistes. Puisqu'une telle dénonciation n'est généralement possible que par la base, nous ne devrions pas prendre part aux postes de direction dans lesquels nous ne deviendrons que les pions de ces forces à dénoncer.

Une autre manière efficace pour construire une unité large et combattante contre la répression consiste à prendre un cas particulier de répression étatique brutale et de mobiliser d'emblée toutes les sections des masses dans la lutte militante. Les fusillades de la police, les morts en prison, le viol par les forces de sécurité sont quelques-uns des

²⁰ Abrogée en septembre 2004 suite à son utilisation abusive sur un nombre important d'opposants politiques.

exemples qui peuvent être utilisés pour soulever les masses. Il y a eu de nombreux exemples comme l'affaire Rameeza Bee et d'autres, où de tels incidents se sont avérés être les moments décisifs pour construire non seulement une lutte militante, mais également des mouvements démocratiques beaucoup plus larges. Dans certains cas où les méthodes précitées ont abouti à de larges mouvements, nous pouvons travailler avec d'autres pour la constitution d'organisations d'une nature à plus pérenne et ayant un vaste programme antifasciste et contre la répression.

3.4.6. Le front uni contre les forces fascistes hindoues

L'appel à bâtir un large front uni composé de toutes les forces laïques et les minorités religieuses persécutées comme les musulmans, les chrétiens et les sikhs contre les forces fascistes hindoues est un élément important issu du 9^e Congrès. Puisqu'une importante proportion des minorités sont en zone urbaine, et puisque les attaques des fascistes hindous sont encore principalement concentrées dans les villes, la construction et la gestion de ce front uni ont principalement été la responsabilité de l'organisation urbaine. Bien que cette tâche se retrouve dans nos documents depuis de nombreuses années, très peu a été fait jusqu'à présent. Cet échec s'explique, entre autres, par la faiblesse de nos organisations urbaines, mais également par

notre négligence dans le travail auprès des minorités.

Le front uni ci-dessus ne peut pas simplement être bâti en unissant quelques personnes laïques sur la base d'un programme politique. Afin d'être efficace, il doit impliquer les masses, particulièrement les masses issues des minorités. Cela veut donc dire que nous devons effectuer un travail de base considérable parmi les minorités, particulièrement parmi les masses musulmanes qui sont les victimes les plus nombreuses et la cible principale des fascistes hindous. Cependant, en raison de la ghettoïsation des villes indiennes, ce travail n'est possible que si nous prenons délibérément la décision d'assigner au moins certaines forces, actives dans les zones principalement Hindous, dans les bidonvilles et les localités habitées par les Musulmans pauvres. Ce serait le premier pas pour construire un front uni dans ces secteurs.

Les organisations en front uni auront généralement la forme d'organes démocratiques légaux unissant diverses forces laïques ainsi que des organisations de minorités exploitées. De telles organisations doivent avoir un programme prenant pour cible les organisations fascistes hindoues et visant à unir les masses de toutes les communautés. Sur cette base, nous devrions diriger la propagande et l'agitation parmi les groupes minoritaires et majoritaires afin d'en unir le plus grand nombre pour isoler et vaincre les quelques réactionnaires fascistes

hindous. Des brochures et d'autres supports de propagande doivent être utilisés dans le but d'exposer les positions etc. Dans les zones ayant connu, dans le passé, des conflits entre communautés différentes, des comités pour la paix, des comités de mahallas et des équipes de protection pour toute la communauté doivent être établis.

Des organisations en front commun autour d'enjeux spécifiques peuvent également être créées. Elles peuvent l'être dans le but de lutter pour le châtement des auteurs des pogroms sur les minorités, pour s'opposer à la législation hindoue, pour lutter contre la *safranisation* de l'éducation, etc. Ces fronts doivent également avoir une approche de masse et tenter de mobiliser largement les sections laïques, ainsi que celles qui sont les plus affectées.

Étant donné que les fascistes hindous avancent à grand pas dans leur programme, la tâche de construire ce front uni devient d'autant plus urgente. Toutes les organisations urbaines doivent s'organiser concrètement pour mettre cela en pratique.

3.4.7. Le front contre la mondialisation, la libéralisation et la privatisation

Ce front uni est une autre exigence du 9e Congrès dont la réalisation requiert des efforts considérables de la part de l'organisation du Parti dans les zones urbaines. Étant donné que la politique de mondialisation a des conséquences pour

toutes les sections des masses urbaines, le mécontentement augmente et le potentiel est assez grand pour que les zones urbaines deviennent de puissants centres de luttes anti-impérialistes. Bien que les luttes n'aient pas encore atteint les sommets des manifestations anticapitaliste et anti-mondialisation de nombreuses autres villes à travers le monde, le mouvement s'accroît aussi en Inde. La classe ouvrière industrielle est la force principale dans ces luttes, avec une multiplication des manifestations, des rassemblements, des *bandhs*, de longues grèves prolongées, luttes contre la privatisation, les changements dans le droit du travail, le système de contrats, la politique de sortie et d'autres aspects de la politique de mondialisation. Ces luttes, qui ont gagné en intensité depuis 2000, n'ont pas uniquement augmenté en taille, mais ont également pris des positions politiques plus claires contre l'OMC, contre la mondialisation et même contre l'impérialisme.

La ligne d'action pour construire les fronts anti-mondialisation doit ainsi reposer essentiellement sur la classe ouvrière, tout en venant en aide à toutes les autres sections dans les luttes contre la politique impérialiste. Par conséquent, nous devrions viser à attirer les différents fronts de la classe ouvrière contre les diverses politiques anti-ouvrières dans le front contre la mondialisation. De la même façon, les fronts anti-mondialisation doivent – dans leurs programmes – donner de

l'importance aux problèmes des ouvriers.

Les autres classes et sections importantes que nous devrions tenter d'attirer dans le front anti-mondialisation sont les organisations des paysans et agriculteurs, des bidonvilles, des étudiants, des intellectuels, des écrivains et des militants culturels, les groupes environnementaux en faveur de la population, les associations de professeurs et d'autres employés de la classe moyenne, etc. La portée du mouvement anti-mondialisation est si grande qu'il comprend pratiquement toutes les classes qui font partie du front uni stratégique. Tandis que les organisations distinctes formées par ces sections contre les différents aspects de la mondialisation font objectivement partie du mouvement, nous devrions toutefois essayer d'attirer ces organisations dans une lutte unifiée sur la base d'un programme anti-impérialiste commun.

Des réactionnaires tels que le Swadeshi Jagran Manch, des révisionnistes tels que le PCI, le PCI (Marxiste) et les ONG financées par l'étranger, sont quelques-unes des forces impliquées dans le mouvement anti-mondialisation. Ces forces sont liées aux classes dirigeantes ou en font partie. Nous ne devrions pas nous approcher des réactionnaires dans aucun front commun. En ce qui concerne les révisionnistes qui font partie des classes dirigeantes, nous ne devrions pas les inviter nous-mêmes dans aucun front commun, mais s'ils font partie d'un front appelé par d'autres, nous ne devrions pas

nous tenir à l'écart en raison de leur présence. Les révisionnistes et les ONG financées par l'étranger peuvent participer jusqu'à un certain point, mais il y a toujours le danger qu'ils tentent de saboter le mouvement à un stade de développement ultérieur de la lutte. Nous devrions être conscient de ce danger.

Le front contre la mondialisation a le potentiel de regrouper un large éventail de forces. L'organisation urbaine du Parti doit ainsi s'organiser concrètement pour participer le plus efficacement dans ce mouvement.

3.5. Les tâches militaires

Le mouvement urbain joue un rôle secondaire et complémentaire dans la stratégie militaire de la révolution. Alors que les principales tâches militaires sont accomplies par l'AGP et l'ALP à la campagne, l'organisation urbaine exécute également des tâches complémentaires à la lutte armée rurale.

En raison de la progression de l'urbanisation, de l'expansion d'une quantité de mégapoles, et de la division plus nette des villes en sections riches et en sections pauvres, la possibilité et l'importance d'opérations militaires urbaines augmentent. Celles-ci demeurent toutefois secondaires aux tâches militaires rurales. Les tâches militaires variées accomplies dans les zones urbaines touchent à: 1) la défense du mouvement urbain, 2) l'assistance de l'organisation urbaine à la lutte armée rurale,

et 3) les opérations militaires directes menées sous les ordres de la direction centrale. Par conséquent, celles-ci constituent les catégories principales des tâches militaires et les formes d'organisation dans les zones urbaines.

3.5.1. La défense du mouvement urbain

La nature du travail urbain étant essentiellement légale et défensive, les tâches militaires directement apparentées au mouvement urbain sont essentiellement de nature défensive et resteront ainsi jusqu'à la période finale de la révolution. Cependant, même un mouvement urbain défensif a besoin d'un type d'organisation militaire de défense armée des masses urbaines contre les ennemis du peuple. Ces ennemis sont de différentes sortes: les bandes de goonda agissant au service des classes dirigeantes, les organisations fascistes hindoues et leurs milices, les bandes d'autodéfense expressément organisées par l'État pour attaquer les militants et les sympathisants de notre mouvement, les forces de l'État elles-mêmes, etc. Sans tenir tête à de telles forces, la survie et le développement des organisations ne seront pas possibles. Alors que nous ne pouvons et ne devrions pas, à ce stade, nous organiser pour un affrontement offensif armé avec l'État, nous devrions impérativement créer de telles organisations de défense, étant donné qu'elles sont adaptées à notre situation concrète.

3.5.1.1. Les équipes d'autodéfense publiques

Partout où c'est nécessaire, les organisations légales doivent organiser leur autodéfense contre les ennemis locaux. Des exemples de telles équipes d'autodéfense sont l'autodéfense syndicale contre les briseurs de grève lumpen, les équipes d'autodéfense *basti* contre les gangs de *goonda*, les équipes d'autodéfense de *mahila mandals* contre les harceleurs, l'autodéfense de toute la communauté mohalla au cours des situations d'émeutes, l'autodéfense populaire contre la démolition des bidonvilles, etc. Les équipes d'autodéfense publiques doivent être organisées de manière à mobiliser des sections assez importantes des masses dans cette tâche, en motivant particulièrement les jeunes à participer en grand nombre. Quand une telle défense est organisée systématiquement en impliquant les larges masses, cela renforce l'organisation légale d'une façon très importante, donne confiance aux troupes et au leadership local, et cela libère les énergies créatrices des masses. Si une activité pareille est en expansion dans une zone, cela engendre de nouvelles formes créatives de combat militant de masse. Inversement, cela démoralise et paralyse l'ennemi, et l'empêche de faire usage de ces anciennes formes de répression.

Souvent, une telle autodéfense publique est organisée temporairement pour une situation ou une période précise. Cependant, partout où c'est

possible, nous devrions planifier et tenter de donner à cette autodéfense collective une forme et une structure permanente, en lui attribuant des responsabilités précises et en la reliant aux comités organisationnels de masse. De tels organes peuvent gérer des *vyayamshalas*²¹, des centres d'arts martiaux, des clubs de sport, etc.

3.5.1.2. Les escouades d'autodéfense clandestines

Les escouades clandestines sont nécessaires pour compléter les équipes publiques de défense, ou lorsqu'en raison de la répression, il n'est pas possible de constituer des équipes pareilles. Elles aussi sont créées avec comme objectif de défendre le mouvement de masse urbain. Toutefois, elles prennent en main des tâches différentes, sans se dévoiler publiquement. Une forme significative d'activité est de participer aux côtés des masses et de leur donner la confiance pour entreprendre l'action militante de masse. D'autres tâches consistent à frapper clandestinement des cibles précises qui sont des obstacles au progrès du mouvement de masse.

Les escouades clandestines ont besoin d'une préparation militaire appropriée, et d'une éducation militaire et politique. Le degré et l'intensité de la préparation dépendra des moyens disponibles, nous devons faire de gros efforts pour garantir que les escouades soient correctement formées et

²¹ Des salles de gym.

armées. Les armes utilisées dépendront de la situation dans la zone. Les armes qui ne sont pas généralement utilisées dans la zone ne devraient, autant que possible, pas être employées.

La discipline de telles escouades doit recevoir l'attention qu'elle mérite. La sélection des membres ne doit pas simplement se faire sur base des aptitudes militaires, mais doit prendre en considération le niveau politique et la discipline des camarades. Tous les membres des escouades conservent leurs emplois ou leurs autres responsabilités, et ne s'unissent que dans le but de se préparer ou pour mener des actions. Dès le moment de l'achèvement de telles actions préparatoires, ils se dispersent à nouveau.

Les escouades doivent fonctionner sous le contrôle direct et strict du parti; chaque escouade fonctionnant sous les ordres d'un camarade du Parti responsable. Il faut éviter, dans la mesure du possible, de fusionner deux escouades pour accomplir une même action. La connaissance de l'existence de telles escouades doit également être aussi limitée que possible. Chaque escouade est une entité distincte et il ne doit y avoir aucune ligne de commandement séparée à l'intérieur des escouades d'autodéfense. Tous les comités d'État doivent périodiquement faire le point sur les activités de ces formations et donner les directives aux comités qui en sont directement responsables.

3.5.1.3. La milice urbaine

À ce stade de la révolution, tous les organes publics et clandestins de défense de la population garderont une identité distincte et le Parti sera le seul organe de coordination de leurs activités. Aujourd'hui, il n'y a aucune possibilité de rassembler toutes ou même la plupart des équipes et des escouades d'autodéfense sous un mécanisme organisationnel pour constituer une milice. Cela peut être possible pendant certaines périodes de recrudescence, quand des parties significatives de la population urbaine sont prêtes à prendre les armes ou bien contre les milices fascistes ou contre l'État. Dans ces moments-là, le Parti doit prendre l'immédiate initiative de lancer la milice urbaine sans dévoiler toutes ses forces. La forme organisationnelle concrète d'une milice urbaine pareille dépendra toutefois de la situation particulière et des forces spécifiques opérant à ce moment-là.

3.5.1.4. Les renseignements locaux

Le renseignement est une fonction très négligée dans notre Parti. Très souvent, nous subissons de lourdes pertes, ou nous manquons de bonnes opportunités en raison de l'absence de renseignements adéquats. Dans les zones urbaines, les renseignements sont également nécessaires pour protéger et préserver le Parti urbain ainsi que le mouvement de masse. Par conséquent, la tâche de collecte et d'analyse des renseignements doit être abordée dès

le tout début et la responsabilité doit être attribuée en conséquence. Alors que l'organisation grandit, cette tâche et cette responsabilité doivent exister à tous les niveaux et doivent être intégrées dans le fonctionnement de l'organisation.

Les objectifs de notre travail de renseignement doivent être d'apprendre et d'étudier les tactiques et les projets des forces ennemies dans la zone, d'examiner les activités des délateurs, d'empêcher l'infiltration dans l'organisation, etc. Les méthodes et la structure, particulièrement aux niveaux inférieurs, doivent être aussi simples que possible, et doivent utiliser de manière exhaustive les forces issues des masses dont nous disposons.

3.5.2. L'assistance à la lutte armée rurale

Il y a de nombreuses manières par lesquelles le mouvement urbain peut aider la lutte armée rurale et tout particulièrement les zones de base et les zones de guérilla. Certaines supposent l'assistance directe et immédiate en termes de matériaux et de personnel; d'autres supposent la préparation à long terme pour les batailles décisives aux stades ultérieurs de la guerre populaire.

3.5.2.1. Le travail dans les industries clé

Certaines industries comme le transport, les télécommunications, l'énergie, le pétrole et le gaz naturel, la production de défense, etc. peuvent jouer un rôle capital dans la guerre populaire. La

perturbation de la production dans ces industries a un impact immédiat sur la capacité de l'ennemi à faire la guerre. Si les luttes dans de telles industries sont coordonnées avec des développements dans la guerre populaire, elles peuvent fournir une assistance directe à l'AGP/ALP. Des unités dirigées par le Parti à l'intérieur de ces secteurs de l'industrie peuvent aussi accomplir des actions de sabotage industriel, qui fourniraient une aide efficace à certains moments de la guerre. Par conséquent, la responsabilité de l'organisation urbaine est d'instaurer une présence et une influence dans ces industries clés.

De telles opérations seront généralement nécessaires aux stades ultérieurs de la guerre. Cependant, nous devons faire des préparatifs à long terme dès aujourd'hui afin que les ouvriers de telles industries puissent être suffisamment politisés pour jouer un rôle de ce genre. Cela veut dire que nous devons attacher de l'importance à l'affectation de cadres dans de telles industries, et ce dès le début.

Les industries clés appartiennent généralement au secteur public. Aujourd'hui toutefois, suite aux politiques de privatisation, un grand nombre de vieilles unités industrielles ont été privatisées et les nouveaux complexes industriels sont presque uniquement l'œuvre du secteur privé. Par conséquent, quelques-unes de ces industries, comme les offices régionaux de l'électricité et le département des télécommunications sont l'objet de nombreuses

luttons militantes en opposition avec la politique de privatisation et il y a eu un retour en force des syndicats. Dans le contexte du raffermissement du mouvement ouvrier, les travailleurs d'autres industries clés ont également recours à la lutte. Nous pouvons donc nous servir de cette situation pour essayer d'influencer les ouvriers dans ces industries.

Notre projet pour les industries clés doit fonctionner à deux niveaux. À une première échelle, nous serons amené à influencer les ouvriers de ces industries depuis l'extérieur grâce à diverses formes de propagande, particulièrement au cours des luttes agitant ces industries. Cela peut être fait par l'intermédiaire d'organisations démocratiques légales d'ouvriers, de magazines ouvriers, de la distribution clandestine de brochures, et même grâce à des déclarations du Parti.

Nous pouvons également nous mobiliser en solidarité avec eux. Cette méthode peut avoir comme effet d'influencer de pans entiers des masses ouvrières ainsi que de les unir aux dirigeants des syndicats fonctionnant déjà à l'intérieur de ces entreprises.

À un autre niveau, nous devons envoyer des camarades pour développer clandestinement le travail fractionnaire depuis des endroits à l'intérieur de ces industries. Ce travail doit être effectué dans une approche à long terme en faisant attention à éviter la dénonciation. Les camarades effectuant la propagande et élargissant la solidarité à partir de

l'extérieur n'ont pas besoin de connaître l'existence du travail mené à (partir de) l'intérieur. Il n'est pas non plus nécessaire de faire un travail aux deux niveaux dans la même unité.

En raison du caractère décisif de ces industries, l'ennemi est également conscient du besoin d'empêcher tout révolutionnaire ou toute autre force d'entrer dans de telles industries. Nous devons donc être très méfiants et prudents en pénétrant et en travaillant au sein de telles entreprises. Tout travail dans ces endroits doit se faire sous une façade, de quelque genre que ce soit. Le travail fractionnaire est la méthode habituelle. Le travail dans des industries pareilles doit généralement être séparé de tout autre travail dans la zone. Même les rapports dans les comités doivent être réduits, particulièrement dans les phases initiales, avant que toute base ne soit mise en place. Les cadres affectés à un tel travail ne doivent pas être du genre à se retirer rapidement. Une fois affectés, ils ne doivent généralement pas être mutés avant une longue période. Les Révolutionnaires Professionnels générés par ces industries doivent autant que possible être maintenus à l'intérieur de la même industrie, sans qu'il leur soit demandé de quitter leurs emplois.

Étant donné les opportunités qui s'ouvrent et notre manque d'intérêt jusqu'ici, nous devrions nous préparer à utiliser immédiatement nos forces subjectives limitées de la meilleure manière possible. Selon nos contacts et la qualité de nos forces,

nous devons décider de certaines zones et industries sur lesquelles nous devons nous concentrer. Puisqu'un tel travail n'est pas facile à entreprendre, le maintenir requiert l'attention et la guidance des niveaux supérieurs. Compte tenu de l'importance de cette tâche pour l'avenir de la guerre populaire, les comités d'État doivent y prêter attention.

3.5.2.2. L'infiltration dans le camp ennemi

Il est très important de pénétrer dans les forces militaires, paramilitaires, dans la police et aux niveaux supérieurs de l'appareil administratif de l'État. Il est nécessaire de se procurer des renseignements en ce qui concerne l'ennemi, de fonder l'appui pour la révolution au sein de ces organes et même de pousser à la révolte quand le moment est venu. D'autres genres d'aide technique sont également possibles.

Les villes sont les bastions de l'ennemi et on y trouve une grosse concentration de forces ennemies. C'est donc à partir des villes que l'attention doit être accordée à cette tâche. Un tel travail peut être fait en tirant parti des contacts obtenus de la part du domaine civil, ou en affectant directement des camarades à la pénétration des rangs ennemis. Quelle que soit la méthode, le travail est de caractère particulier et requiert un degré élevé de fiabilité politique, de savoir-faire et de patience. Les comités de niveau inférieur ne doivent pas avoir connaissance d'un tel travail et les détails du travail

ne doivent rester qu'entre les camarades directement responsables.

Il y a lieu d'associer à cette tâche un projet pour travailler dans les villes de cantonnement éparpillées partout dans le pays. Un tel travail, même parmi la population civile de ces villes, peut nous donner des renseignements précieux et des ouvertures pour pénétrer dans les rangs ennemis.

3.5.2.3. L'envoi de cadres vers les zones rurales et l'AGP/ALP

Une réserve stable de cadres urbains est nécessaire pour répondre aux besoins du mouvement rural et de la guerre populaire. Cela est nécessaire pour procurer un leadership de la classe ouvrière, ainsi que pour fournir des compétences techniques à la guerre populaire.

Ceci est donc de la responsabilité de toute l'organisation urbaine du Parti, à partir de la cellule jusqu'en haut. Les camarades doivent se préparer à prendre en main des responsabilités rurales. La tâche de générer de nouveaux cadres pour le mouvement rural doit toujours se faire devant les divers forums du Parti, qui doivent envoyer ces propositions de transfert de cadres appropriés. Ce sont les organes de niveau supérieur, tout particulièrement les comités d'État, qui prendront toutefois la décision à cet égard. Les décisions de transfert de cadres doivent tenir compte de manière équilibrée des besoins du mouvement et de l'organisation

dans les zones rurales aussi bien que dans les zones urbaines.

Pour répondre au besoin de recrutement d'un grand nombre d'ouvriers, et pour les envoyer dans les zones rurales, nous devons travailler dans le secteur non-syndiqué où se trouve une proportion écrasante de la classe ouvrière. Tandis que nous avons besoin de travailler dans des industries clés, qui sont dans un secteur syndiqué nous devons, pour des motifs stratégiques, mobiliser et organiser les millions d'ouvriers qui sont dans le segment non-syndiqué. Les conditions de travail sont épouvantables dans ce secteur et les luttes militantes vont forcément s'y enclencher. La majeure partie de la classe ouvrière a des relations directes avec les régions rurales arriérées, dans certaines desquelles se déroulent déjà des luttes armées. Si nous travaillons patiemment, nous pouvons obtenir un recrutement satisfaisant qu'il nous sera possible d'envoyer dans les zones de luttes armées.

3.5.2.4. Le soutien logistique à la lutte armée

L'ennemi trouve tout son soutien logistique dans les zones urbaines. L'Armée Populaire compte toutefois autant que possible sur les zones rurales et les masses rurales. Cependant, pour certaines choses capitales, le soutien des zones urbaines est essentiel. Selon sa puissance, l'organisation urbaine doit s'évertuer à fournir un tel soutien.

Certaines sortes de matériaux ou les contacts

pour ces matériaux sont uniquement disponibles dans les zones urbaines. On y retrouve les armes et les munitions, les pièces détachées, certaines sortes d'équipements médicaux, etc. Aider l'Armée Populaire à mettre en place les voies de ravitaillement à cet égard est une tâche que l'organisation urbaine peut accomplir. Cependant, une fois qu'une telle voie de ravitaillement est constituée, il est préférable qu'elle soit entretenue par l'organisation rurale. Alors que les besoins des zones de base et de guérilla s'accroissent, il y aura même besoin de mettre en place une aile d'approvisionnement et de transport distincte à cet égard.

Les réseaux médicaux de médecins bienveillants et l'utilisation des structures hospitalières pour soigner les combattants de l'AGP/ALP sont également nécessaires dans les zones urbaines. Certains cas ne peuvent pas être traités avec les équipements disponibles dans les zones de guérilla. Ici aussi, le Parti urbain doit toujours être à l'affût de sources et de contacts pour constituer un tel réseau dans différentes villes. Une fois qu'un réseau a été constitué, il doit toutefois être séparé des organes du Parti qui dirigent le travail de masse urbain.

L'assistance technique sous forme de réparations et d'entretien de l'équipement de combat, de communication et autre de l'AGP/ALP est un autre domaine dans lequel l'organisation urbaine doit fournir de l'aide. Le mieux est de préparer les camarades avec des compétences techniques, élec-

triques, électroniques et autres pour qu'ils aillent à la campagne et y prennent en main ces responsabilités. Cela peut également se faire par l'envoi de camarades de la ville pour qu'ils dirigent des stages de formation pour l'AGP/ALP. Dans certains cas, la réparation de certains équipements peut être faite dans les zones urbaines. Fournir les contacts pour aider à la constitution d'un réseau pour la production de certains articles dans les zones urbaines est également un autre domaine où l'assistance est nécessaire.

Le développement de nouvelles technologies pour la guerre populaire est un autre domaine essentiel. Avec le progrès quotidien de la technologie, il y a de nombreux nouveaux dispositifs qui pourraient être adaptés au service de la guerre populaire. Puisque les grands centres métropolitains sont les points où de telles technologies, ou les renseignements relatifs à ces technologies sont obtenus, la responsabilité de tous les camarades de ces zones serait d'être toujours attentifs à chacune de ces opportunités. Les propositions et les dispositifs obtenus ou développés doivent être envoyés aux comités supérieurs pour examen et mise en œuvre. Puisqu'à l'avenir, il serait nécessaire de créer des ailes distinctes de recherche et de développement à cet égard, la tâche de l'organisation urbaine serait de développer les camarades appropriés pour un tel travail.

Toutes les tâches logistiques précitées ne

peuvent être exécutées avec succès que lorsque tous les camarades urbains sont sensibles et vigilants à ces besoins et présentent continuellement des suggestions, des propositions et des contacts à cet égard. Plus les branches du Parti sont bien implantées dans les masses urbaines, meilleure sera la possibilité de fournir une assistance véritable au travail rural. Cependant, nous devons nous rendre compte que cette tâche ne peut pas être accomplie soudainement en réponse à des besoins d'urgence. Les réseaux logistiques doivent être constitués dans une clandestinité absolue pendant une certaine période. Des camarades distincts doivent être affectés à un tel travail, et une fois qu'ils sont affectés de cette façon, ils doivent être libérés de tout autre travail et totalement séparé du travail de masse. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons créer des réseaux qui peuvent être aux services des besoins à long terme de la guerre populaire.

3.5.3. Les opérations militaires urbaines sous les ordres de la direction centrale

Bien que la campagne soit la zone principale des opérations de l'Armée Populaire, certains objectifs militaires ont besoin d'être remplis grâce à des opérations dans les zones urbaines. Cela exige même la création de structures permanentes de l'AGP/ALP dans les villes.

3.5.3.1. Les équipes d'action dans la ville

Ces équipes d'action sont de petites équipes clandestines de soldats disciplinés et qualifiés de l'AGP/ALP qui sont définitivement basés dans les villes pour atteindre des cibles ennemies importantes et choisies. Ces objectifs peuvent être la suppression d'individus ayant une importance militaire ou des actions de sabotage telles que faire exploser des dépôts de munitions, de détruire les réseaux de communications, d'endommager des installations pétrolières, etc. Ces équipes d'action qui font partie de la force principale de l'AGP/ALP, accomplissent ces actions sous les conseils et les ordres de leur commandement respectif. Par conséquent, ces équipes ne doivent avoir aucun rapport que ce soit avec la structure urbaine locale du Parti. La sélection des cibles et le moment des opérations doivent aussi être basés sur les besoins politiques et militaires d'ensemble de la guerre populaire. Cependant, l'équipe clandestine doit avoir une large compréhension des plannings, des projets et des programmes des organisations de masse publiques. Cela pourrait, lorsque c'est possible, aider à éviter les problèmes en raison d'une contradiction entre les projets publics et clandestins.

Les détails quant au rôle, aux tâches, à la formation et à l'éducation des équipes d'action de la ville doivent être assumés par la Commission Militaire Centrale (CMC).

3.5.3.2. Les renseignements centraux

Puisque l'ennemi est concentré dans les grandes villes, il est très important que notre Parti développe un réseau pour se procurer et analyser les renseignements politiques et militaires aux niveaux supérieurs. En plus des renseignements humains, nous pouvons utiliser Internet et d'autres moyens électroniques modernes pour rassembler des informations en pénétrant dans les réseaux de l'ennemi. Il est nécessaire d'attribuer une responsabilité distincte pour cela. L'organisation urbaine du Parti peut fournir des contacts et des individus pour ce travail. Toutefois, une fois qu'ils se voient confier ce travail, ils ne conservent aucun rapport avec l'organisation locale. De tels réseaux sont dirigés et guidés par les organes supérieurs du Parti.

3.5.3.3. La cyber-guerre

Nous devons, dans la mesure du possible, utiliser les ordinateurs et les réseaux internet pour servir les objectifs militaires de la révolution. Bien que nous soyons aujourd'hui assez éloignés de cette éventualité, nous devons avoir la perspective de créer des unités ayant pour tâche d'endommager les réseaux militaires et les autres réseaux importants de l'ennemi. La possibilité de constituer une structure pareille dépend toutefois essentiellement du développement du mouvement de masse urbain et de la capacité de l'organisation urbaine du Parti à attirer et à réunir des camarades ayant les compé-

tences requises pour un tel travail.

3.6 Les plans pour l'ensemble de l'Inde et au niveau des États

La politique et les lignes directrices susmentionnées donnent l'orientation politique et organisationnelle de notre travail urbain. C'est sur cette base que notre travail dans les différentes villes doit être réorganisé. Toutefois, il ne suffit pas de réorienter notre travail au niveau de chaque ville. Il est tout aussi important de donner un plan et une orientation à l'ensemble du travail urbain dans un État particulier comme dans l'ensemble du pays, en se basant sur les conditions objectives concrètes et la situation des forces subjectives. Il est également nécessaire de relier et de coordonner les tâches du mouvement urbain aux besoins généraux de la révolution au pays ou dans un État particulier. Il est également nécessaire, dans une certaine mesure, de coordonner le mouvement urbain avec nos responsabilités internationales, tant en Asie du Sud qu'au niveau mondial.

L'élaboration de ces plans et les comités à leurs niveaux respectifs devraient s'atteler à leur mise en œuvre. Nous présentons ici les grandes lignes de l'élaboration de ces plans.

3.6.1 Les facteurs régissant le plan de perspectives pour l'ensemble de l'Inde

L'élaboration du plan de perspectives pour l'Inde

consiste essentiellement à sélectionner les villes, les industries ou les régions dans lesquelles nous devrions nous concentrer puisqu'elles sont considérées comme étant prioritaires. Plus encore, cela signifie évaluer les forces subjectives disponibles et de décider de les répartir de façon appropriée.

Les principaux facteurs pour décider des zones vers lesquelles il s'agit de converger sont les suivantes :

1) Les perspectives et les plans pour l'ensemble de l'Inde en ce qui concerne les zones de guérilla et les zones de base.

Puisque le mouvement urbain joue un rôle complémentaire à la lutte armée rurale, le plan indien de développement de la lutte armée est un facteur crucial pour décider de notre modèle de répartition des forces pour le travail urbain. Nous devrions accorder de l'importance aux villes et aux cités qui peuvent jouer un rôle direct dans l'aide et le renforcement de nos zones de base et de nos zones de guérilla.

2) La concentration de la classe ouvrière dans cette zone.

La classe ouvrière est la principale cible de nos efforts dans les zones urbaines. Nous devrions donc cibler les villes et les régions qui ont une forte concentration d'individus appartenant à la classe ouvrière industrielle. Nous devrions juger de l'importance de la classe ouvrière d'une région, non seulement sur la base du nombre, mais aussi

en tenant compte de son rôle en termes de lutte. La classe ouvrière de certains centres possède une tradition de lutte antérieure à nos interventions, ce qui lui permet d'influencer et de diriger les zones environnantes. Certaines villes ont de fortes organisations de la classe ouvrière qui jouent un rôle décisif dans les luttes au niveau de l'ensemble de l'Inde. Ces facteurs doivent également être pris en compte pour donner de l'importance à un centre particulier. Une autre considération importante à court terme est l'accentuation des contradictions entre les classes. Un centre ou une industrie qui connaît des luttes aiguës et croissantes est plus adapté pour commencer le travail.

3) L'importance pour les classes dirigeantes à ces endroits.

Certaines villes comme Delhi et Mumbai ont une grande importance politique et économique pour la classe dirigeante. Les mouvements les plus puissants dans ces villes paralysent la classe dirigeante et ont un impact plus important.

4) Les industries clés de cette zone.

Les centres des industries clés doivent être considérés comme importants car ils ont le potentiel de jouer un rôle majeur dans la guerre populaire.

5) Les villes d'importance militaire.

À ces villes aussi devrait être accordée de l'attention, car elles offrent la possibilité de s'infiltrer dans les rangs ennemis.

3.6.2 Les plans d'État

Les comités d'État doivent analyser et identifier les principaux types de zones urbaines et industrielles à viser sur leur territoire. Sur la base de cette analyse, les zones prioritaires devraient être sélectionnées en tenant compte des critères suivants :

1) la perspective rurale de l'Inde et de l'État, ainsi que la perspective urbaine pour l'ensemble de l'Inde ;

2) La concentration de personnes issues de la classe ouvrière et le renforcement des contradictions de classe ;

3) La concentration d'étudiants et de personnes appartenant à d'autres sections de la petite bourgeoisie, ainsi que leurs luttes en cours ;

4) L'importance de la politique au sein de l'État ;

5) Les industries clés.

L'analyse des grandes villes sélectionnées à cet effet devrait être effectuée sur une base de classe.

Le choix des domaines prioritaires donne les grandes orientations pour la répartition des forces subjectives, qui sont déjà présentes ou peuvent devenir disponibles. Le plan concret dépend de la nature des forces qui sont disponibles sur le moment.

CHAPITRE 4. EXAMEN DE NOTRE COMPRÉHENSION ET DE NOTRE PRATIQUE

Suite à l'essor de Naxalbari et au moment du huitième (premier) congrès de notre parti en 1970, nous avons eu un impact et une influence considérables dans un certain nombre de villes. Nous étions une force puissante à Calcutta qui était, à l'époque, la plus grande ville du pays. La vague révolutionnaire a inspiré les ouvriers de divers centres industriels, en particulier Calcutta, Durgapur, Coimbatore, Jamshedpur et Dhanbad.

Cependant, en raison d'une mauvaise compréhension des organisations de masse et des luttes de masse qui prévalait au sein de notre parti à cette époque, nous n'avons pas pu préserver et développer notre influence. Notre politique disait que « notre tâche n'est pas d'organiser des syndicats ou de les placer sous notre contrôle, ni de nous préoccuper des élections syndicales. Notre tâche est de construire des organisations secrètes du parti parmi les ouvriers. »²² Nous avons donc boycotté les syndicats et nous nous sommes donc aliénés de la classe ouvrière.

De même, une mauvaise compréhension de la nécessité de mettre en avant la guérilla urbaine, alors qu'il n'y avait pas de conditions pour cela, a conduit à des revers dans notre travail urbain.

²² *Les tâches de notre parti parmi les ouvriers*, Deshabrati, 12 mars 1970.

À cette époque, bien qu'il n'y ait pas eu de circulaires ou de documents politiques concernant le travail urbain ou ouvrier, certains articles et notes du camarade CM²³ ont été publiés dans les magazines du Parti, qui ont servi de lignes directrices pour notre travail.

4.1 Les circulaires et autres politiques plus anciennes

Par la suite, notre parti a tenté d'élaborer des lignes directrices pour notre travail urbain et ouvrier. Elles ont été très peu nombreuses, mais significatives. Outre les sections sur le travail urbain dans nos différents documents de stratégie et de tactique ainsi que dans les comptes rendus de conférences, les principaux documents concernant notre politique urbaine ont été :

- La circulaire *Les villes et les cités : Notre programme et notre organisation* publiée par le Comité d'État de l'Andhra Pradesh en 1973;
- Les *Directives pour le front de la classe ouvrière* publiées par le Comité central d'organisation de l'ancienne UPC en 1987;
- La *Révision de notre document 'Méthode de travail dans les villes'* publiée par l'APSC de l'ancienne UPC en 1995, où le document de 1973 a été révisé.

²³ Charu Mazumdar. Voir *Huit Documents Historiques*, Paris : Foreign Languages Press, 2020.

4.1.1 Le circulaire de 1973

Bien que ce document n'ait été conçu que comme une circulaire donnant des méthodes pour résoudre les contradictions entre les besoins du travail ouvert et du travail secret, il donne également une compréhension explicite du programme, des tâches et des formes d'organisation de la classe ouvrière, des étudiants et des autres fronts. Il a servi de document principal pour guider le travail urbain dans l'ancien PG pendant de nombreuses années.

Le document de 1973 a joué un rôle important en donnant une orientation correcte au travail urbain. Les points cruciaux sur lesquels il présentait une compréhension correcte étaient :

Il a corrigé la plupart des notions erronées antérieures concernant les organisations de masse et la lutte de masse.

Il a donné une approche stratégique correcte du travail urbain, selon laquelle le Parti dans les villes et les villages doit utiliser des méthodes secrètes pour se préserver de l'ennemi, jusqu'à la dernière étape de la libération des villes de la campagne.

Il a correctement déclaré que dans les villes et les villages, nous devrions nous concentrer principalement sur les ouvriers.

Quant à ses limites, il ne s'agissait pas d'un document complet sur le travail urbain, et il traitait davantage des problèmes immédiats auxquels nous

étions alors confrontés dans les zones urbaines. Il contenait quelques interprétations erronées telles que la consigne déconseillant l'occupation de postes de direction dans les syndicats, celle dissuadant d'organiser des syndicats indépendants par nous-mêmes, etc. C'était une continuation de la mauvaise compréhension antérieure concernant les organisations de masse.

La circulaire de 1973 a joué un rôle important durant cette période. Toutefois, dans les années qui ont suivi, avec l'expansion rapide des organisations de masse dans les zones urbaines, il n'y a eu aucune tentative de corriger la compréhension et de développer le circulaire de façon à le rendre complet. Ainsi, de nombreuses formulations importantes du document n'ont pas été mises en pratique. Bien que le document stipule que l'accent principal doit être mis sur la classe ouvrière, l'accent dans les zones urbaines est davantage mis sur les étudiants et les jeunes. L'interdiction d'occuper des postes de responsables syndicaux et l'opposition à la création de syndicats séparés ne sont pas non plus mises en pratique. Ces mesures ont été prises sans qu'un nouvel accord politique ait été formellement élaboré.

4.1.2 Les lignes directrices de 1987

Ces lignes directrices ont été formulées conformément à l'appel de la Conférence centrale de l'ancienne U.P. de 1987 à « saisir sérieusement le travail

sur le front de la classe ouvrière ». Ce document présentait de manière concise et claire la situation objective et subjective de la classe ouvrière, nos tâches et nos politiques, ainsi qu'un plan de travail. Le document a été important pour présenter une compréhension correcte du rôle de leader de la classe ouvrière dans la révolution. Il souligne le rôle de direction de la classe ouvrière dans la lutte, l'envoi de détachements avancés à la campagne et la responsabilité du Parti dans la préparation de la classe ouvrière à ce rôle.

Le défaut majeur du document est qu'il néglige l'approche stratégique du travail urbain. Ainsi, il n'y avait aucune compréhension concernant la relation et la coordination entre le travail ouvert et secret, ainsi que la nécessité de préserver et de développer nos forces urbaines suffisamment longtemps, c'est-à-dire jusqu'aux dernières étapes de la guerre populaire.

Le plan du document n'a pas été sérieusement mis en œuvre ni révisé. Il n'a donc pas pu avoir un impact majeur.

4.1.3 La révision du précédent document en 1995

La révision de l'APSC de l'ancien PG ne s'est pas limité à un simple examen du document précédent. Il a également défini les objectifs et les tâches du mouvement urbain dans l'AP. Il s'agissait d'un développement de la circulaire de 1973.

Un point important que le document a correctement examiné est le manque de concentration nécessaire sur le travail urbain. Il concluait que si nous avons accordé assez d'importance à la révolution agraire et aux zones de guérilla, nous ne nous serions pas concentrés autant qu'il le fallait sur les villes. Il a analysé les déplacements spontanés des zones urbaines vers les zones rurales et a souligné le manque de perspective à long terme pour le travail urbain. Il a également corrigé la mauvaise compréhension du document de 1973 concernant la non-acquisition de postes de responsables dans les syndicats.

Cependant, le document n'a pas essayé de présenter une politique globale pour le travail urbain. Il n'a pas non plus entraîné la nécessaire réorganisation du travail.

4.2 Nos principales lacunes

Les documents susmentionnés et les examens effectués lors de conférences et de séances plénières à différents niveaux ont mis en évidence diverses failles et faiblesses dans notre travail urbain à différents moments. Il est nécessaire de dresser un tableau complet de nos principales lacunes dans leur ensemble.

4.2.1 Le manque de concentration sur le travail urbain

Au cours des trente dernières années et dans

la plupart des principaux domaines de travail du Parti, on a constaté un mépris des tâches du mouvement urbain et du Parti. Comme l'a conclu le POR du neuvième congrès, « Nous n'avons pas réussi à saisir la relation dialectique entre les mouvements ruraux et urbains. Ayant compris la formulation selon laquelle le travail rural est primaire et le travail urbain est secondaire de façon mécanique, nous avons concentré la plupart de nos forces dirigeantes uniquement sur le travail rural. »

Par conséquent, une culture s'est créée dans l'organisation où seul le travail rural était considéré comme un travail de terrain ou de lutte, alors que les zones urbaines étaient considérées comme hors du terrain et comme un travail hors des zones de lutte. Tous les meilleurs et les plus engagés des cadres optaient donc pour cette vision et ont été transférés hors du milieu urbain. Par conséquent, comme le soulignent de nombreux exemples dans l'étude de 1995, les cadres ont été spontanément transférés vers les zones rurales sans tenir compte de l'avenir des zones urbaines qui se vidaient.

La manifestation la plus grave de cette prise de conscience a cependant été le manque cruel de concentration et de spécialisation des commissions supérieures. Très peu d'entre elles étaient affectées aux tâches du mouvement urbain, et même celles qui en avaient la responsabilité étaient normalement chargées de nombreuses autres tâches. Cela a entraîné de graves problèmes à différents niveaux.

En l'absence de cadres supérieurs sur le terrain pour diriger les travaux, il était peu probable que l'on puisse corriger la mauvaise compréhension des niveaux inférieurs concernant l'approche stratégique à long terme, bien que cette erreur ait été mentionnée à maintes reprises dans nos examens et documents. Sans spécialisation, il n'y avait pas non plus d'espoir de voir les hauts responsables eux-mêmes approfondir leur mauvaise compréhension des problèmes liés à la mise en œuvre de l'approche stratégique. Sans spécialisation et sans affectation de camarades de haut niveau, les vieilles erreurs n'ont fait que continuer.

Tout cela s'est produit en dépit du fait que nous avons compris, comme le soulignent les documents, que l'importance des zones urbaines en Inde s'accroît, que le pourcentage de la classe ouvrière et de la population urbaine en Inde est beaucoup plus élevé qu'il ne l'était au moment de la révolution chinoise et que, par conséquent, les zones urbaines et la classe ouvrière en Inde auront un rôle relativement plus important à jouer dans la révolution.

Aujourd'hui, les zones urbaines, qui représentent 28,7 % de la population et plus de 60 % du produit intérieur brut, ainsi que de nombreuses grandes villes, ont un rôle croissant à jouer dans le pays et dans l'économie, ainsi que dans la révolution. Il est donc absolument nécessaire de corriger rapidement le déséquilibre de notre concentration

sur les tâches du mouvement urbain. Il est surtout nécessaire d'augmenter notre affectation de camarades de haut niveau au travail de terrain urbain. Il est nécessaire d'augmenter la spécialisation et le niveau de connaissance des comités de haut niveau concernant le travail urbain. Et il est également nécessaire, lorsque cela est possible, d'affecter des camarades appropriés à d'autres niveaux également, ou du moins de prendre davantage en considération les besoins du mouvement urbain, y compris lors des décisions concernant les transferts hors des villes.

4.2.2 Le manque d'attention portée à la classe ouvrière dans le travail urbain

Le document de 1973 indiquait à juste titre que dans les zones urbaines, nous devrions nous concentrer principalement sur les ouvriers. Comme notre mouvement avait subi un grave revers en 1972 et que des plans étaient en préparation pour le remettre sur la bonne voie, il fallait encore renforcer nos forces subjectives à un rythme plus rapide. Pour y parvenir, nous nous sommes concentrés sur les étudiants et les jeunes sous un angle pratique, mais cette pratique ne reposait sur aucune prémisses théorique. Lorsque nos forces se sont raffermies et que nous étions en meilleure position, nous avons fait des plans pour pénétrer dans la classe ouvrière. Pendant que l'ennemi nous lançait des attaques et que nous continuions de

souffrir de nos faiblesses dans le travail au niveau des zones urbaines, nous nous sommes beaucoup affaiblis dans la mesure où nos pertes ne cessaient d'augmenter. L'absence d'une approche globale du travail urbain et le manque de concentration des dirigeants sont les principales raisons de notre faible enracinement dans la classe ouvrière.

4.2.3 La négligence dans le développement de la direction du Parti par le prolétariat

Bien qu'étant le parti de la classe ouvrière, le recrutement des ouvriers a été faible, et la direction du prolétariat encore plus. Cela s'explique en partie par notre manque de concertation sur les ouvriers, et en particulier sur les ouvriers organisés qui ont un plus grand potentiel de leadership. Construire un leadership parmi les ouvriers exige une attention et des efforts conscients. Si nous ne réalisons pas l'importance de la construction du leadership de la classe ouvrière, nous ne déploierons pas les efforts nécessaires pour y parvenir. Ce n'est que lors du neuvième Congrès que nous avons spécifiquement décidé d'accorder de l'importance à cette tâche. Nous devons maintenant la mettre en pratique.

4.2.4 Le manque de compréhension profonde de l'approche stratégique dans le travail urbain

Nous avons régulièrement accordé une importance primordiale à l'approche stratégique à long

terme dans nos documents et, depuis quelques années, nous constatons que l'absence de cette approche est la cause de la plupart de nos pertes dans les zones urbaines. Cependant, nous nous sommes contentés de la comprendre ou de l'expliquer au niveau de l'application plus stricte des précautions techniques et des méthodes secrètes de fonctionnement. Nous n'avons pas compris qu'une approche stratégique correcte est essentiellement une tâche de réorientation et de réorganisation de l'ensemble du travail urbain basée sur la combinaison efficace des formes illégales et légales d'organisations. Si nous n'acceptons pas, ne comprenons pas et n'éduquons pas tous les niveaux concernant cette approche stratégique du mouvement urbain, nous ne pouvons pas apporter un changement qualitatif à notre travail urbain.

La mobilisation et l'organisation la plus large possible des masses est essentielle pour contester la domination écrasante de l'ennemi dans les zones urbaines. Le fonctionnement secret et la préservation à long terme de nos forces ne sont possibles que dans le contexte d'un mouvement de masse large et profondément ancré dans le peuple.

Comme nous travaillons dans un contexte semi-féodal et semi-colonial, nous devons nous engager dans des luttes et des actions militantes contre la direction, car la majorité des personnes de la classe ouvrière industrielle sont employées dans un secteur non organisé et sont forcés de travail-

ler dans des conditions insupportables sans avoir accès à un minimum de lois protectrices du travail. Cependant, nous ne pouvons pas reproduire de manière répétée en ville les tactiques offensives adaptées au mouvement rural et espérer survivre sur la seule base d'un fonctionnement technologique plus strict. Comprendre stratégiquement la force de l'ennemi dans la ville signifie accepter que nous ne pouvons pas le défier ouvertement sur une base militaire. Ainsi, nous ne pouvons pas nous attendre à utiliser régulièrement la force armée pour menacer les propriétaires d'usines, mener des négociations par le biais d'organiseurs secrets ou anéantir les dirigeants, comme cela serait possible dans les zones rurales d'une zone de guérilla. Nous ne pouvons pas non plus espérer pouvoir faire tout cela et continuer à survivre simplement en utilisant de meilleures méthodes techniques.

Cela ne nie évidemment pas l'importance absolue, dans le travail urbain, du maintien strict des précautions techniques, des façades naturelles, du fonctionnement par couches et de tous les autres moyens de fonctionnement secret. Nous devons réévaluer en profondeur nos méthodes techniques dans toutes les villes, et une refonte totale de nos mécanismes secrets devrait être une partie essentielle de la réorganisation de notre travail urbain. Nous devons cependant comprendre que le fonctionnement secret n'est qu'un aspect important de l'approche stratégique visant à préserver nos forces

sur le long terme. Le fonctionnement secret lui-même est basé sur la mobilisation et le soutien des larges masses.

4.2.5 Le manque de clarté sur la combinaison des différents types d'organisations de masse

Nous n'avions pas la compréhension des diverses formes de mobilisation des masses dans les zones urbaines et de la manière de les combiner habilement en fonction de la situation concrète et des fluctuations du mouvement.

Nous avons d'abord mis l'accent sur les organisations de masse révolutionnaires ouvertes, qui entretenaient des liens clairs avec le Parti. Avec le début de la répression, nous avons essayé de faire fonctionner ces organisations en secret et nous avons toujours essayé de mobiliser les masses principalement par leur intermédiaire. Ce n'est que beaucoup plus tard que nous avons réalisé que les organisations de masse secrètes ne pouvaient pas être la seule forme de mobilisation de masse dans les zones urbaines dans les conditions de répression. Ce n'est qu'alors que nous avons introduit le concept d'organisation de façade.

Même à cette époque, nous avons mis un accent excessif sur la formation de nouvelles organisations de façade et nous n'avons pas accordé suffisamment d'importance au travail de fraction au sein des organisations de masse existantes qui travaillaient déjà parmi la population. Nous n'avons pas

compris que ce type de travail de fraction est une forme importante d'organisation de masse dans les zones urbaines, car elles sont toutes contrôlées et réprimées par l'ennemi. Nous pensions que seules les organisations explicitement sous le contrôle du Parti étaient des organisations révolutionnaires. Nous ne pensions pas qu'un travail de fraction approprié nous permettrait de rester à l'abri et de guider une organisation pour qu'elle joue un rôle révolutionnaire.

Notre formation sur les organisations de façade mettait également l'accent sur l'aspect du maintien de la façade de l'organisation et de la prévention de son exposition. Nous n'avons pas insisté sur le fait que la mobilisation la plus large des masses et l'unification de larges sections des masses non partisans sous les organisations de masse fournissent la meilleure façade possible.

En outre, nous n'avons pas compris le concept, le rôle et l'importance des organisations et des mouvements démocratiques légaux. Ici aussi, nous avons seulement compris que nous devons limiter le programme et les tâches de manière à maintenir la légalité. Nous n'avons pas vu l'importance de réunir les sections les plus larges, prêtes à travailler résolument sur un programme minimum. Après des années d'expérience, nous avons corrigé certaines idées fausses sur le sectarisme. Mais nous devons encore développer notre compréhension et notre éducation à tous les niveaux concernant

le rôle, l'importance et l'utilisation de l'organisation démocratique légale au sein du mouvement urbain.

Nous avons formé plusieurs organisations de masse secrètes à différents moments. Beaucoup de ces organisations de masse secrètes ont été créées après une répression sévère des organisations de masse révolutionnaires ouvertes, qui les a empêchées de fonctionner. Notre réponse à la répression fut alors de diriger ces mêmes organisations dans la clandestinité.

Notre seul changement dans la gestion des organisations secrètes concernait les méthodes de fonctionnement secrètes. Nous nous attendions à ce que les organisations secrètes remplissent les mêmes fonctions et tâches que celles qui étaient auparavant exécutées par les organisations ouvertes. Nous n'avons pas vu la nécessité de modifier substantiellement le rôle, les tâches et la structure de la nouvelle organisation secrète.

Nous devrions comprendre les limites des organisations secrètes à mener une large mobilisation de masse comme les précédentes organisations de masse révolutionnaires ouvertes. Nous devrions donc assigner à l'organisation secrète les tâches qu'elle est le mieux à même d'accomplir comme la propagande révolutionnaire secrète, en organisant les masses en secret et en menant des actions combatives si nécessaire. En outre, nous devrions réaffecter les forces non exposées de l'ancienne

organisation révolutionnaire ouverte à des travaux fractionnés ou à d'autres types de façade. Cela garantirait la poursuite de la tâche de mobilisation des masses par d'autres moyens.

4.2.6 La négligence dans le fonctionnement secret

Notre POR a énuméré en détail les différents manquements au fonctionnement secret, comme le fait de ne pas construire de façades, de ne pas construire et de fonctionner par couches, et d'autres erreurs techniques. À la base de ces erreurs, il y a notre compréhension superficielle de notre approche stratégique à long terme et notre manque de compréhension de l'équilibre et de la relation entre le travail ouvert et secret. Les résultats rapides, les raccourcis, l'approche et le libéralisme sont d'autres raisons qui expliquent ces erreurs.

4.2.7 Le manque d'une perspective pour l'ensemble de l'Inde

C'est également une lacune. Dans la période antérieure où le travail urbain était limité à quelques poches, la gravité de cette lacune était relativement moindre. Cependant, avec l'intensification de la guerre populaire et l'extension du Parti dans la plupart des grands centres urbains du pays, la nécessité d'avoir une perspective urbaine et ouvrière pour l'ensemble de l'Inde est devenue urgente. Nous devrions élaborer une telle perspec-

tive et planifier le déploiement et l'utilisation de nos forces subjectives sur cette base.

4.3 Le défaut principal dans notre compréhension

Les lacunes susmentionnées sont essentiellement dues à notre mauvaise compréhension du rôle du travail urbain et en particulier du rôle de la classe ouvrière dans la révolution indienne.

Comme mentionné précédemment dans ce document (point 3.1.1), le Neuvième Congrès a donné une compréhension précise et sans ambiguïté du rôle de la classe ouvrière dans la révolution. Bien que nous ayons eu une compréhension correcte du rôle de la classe ouvrière dans la révolution, nous n'avons pas pu réunir suffisamment de cadres pour nous concentrer sur la classe ouvrière. Il n'y avait pas beaucoup d'attention accordée de la part de la direction, alors que nous nous concentrons sur la construction de la révolution agraire. Bien que nous ayons alloué des cadres pour le développement du mouvement de la classe ouvrière, en raison du manque d'approche à long terme et de la répression, nous avons perdu de nombreux cadres de valeur qui travaillaient dans les zones urbaines, et nous avons subi de graves pertes. Bien qu'elle n'existe pas au niveau théorique, il y avait une idée fautive prévalait dans l'esprit des comités du parti à différents niveaux, à savoir que nous devons dépendre des sections de la petite bourgeoisie,

comme les étudiants, pour développer des cadres dirigeants. Cela se reflétait dans notre pratique dans divers États, dans une large mesure. Un facteur important qui a contribué à cette pratique est la relative facilité avec laquelle nous pouvons recruter des cadres parmi les étudiants et les jeunes par rapport aux travailleurs et la pression des besoins immédiats de la révolution à satisfaire.

Le Neuvième Congrès a donné pour tâche de construire une base prolétarienne et de développer des cadres de direction issus de la classe ouvrière. Si nous corrigeons nos erreurs, en tirant les leçons du passé, nous pouvons certainement surmonter la faiblesse actuelle.

CHAPITRE 5. LES TÂCHES IMMÉDIATES

Après avoir formulé la politique et les lignes directrices pour le travail urbain et après avoir examiné notre passé, l'EPO du 9^e Congrès appelle le parti à lancer une campagne pour réorganiser le travail selon les nouvelles lignes directrices. La mise en œuvre systématique et approfondie de cet appel de campagne de l'EPO devrait donc être l'objectif principal de nos tâches immédiates. En fonction de la réalité objective et de la situation subjective dans nos domaines respectifs, et sur la base de notre politique et de nos lignes directrices, nous devrions élaborer un programme par étape, par domaine, pour éduquer le Parti, évaluer notre travail, identifier les domaines de changement, et élaborer des plans et des perspectives concrets, et suivre leur mise en œuvre de manière approfondie.

5.1 Introduire la spécialisation urbaine et ouvrière dans les comités supérieurs

Les plus hautes commissions doivent être le point de départ. Dans les CC, PB et RB, et dans les SC où il y a la possibilité d'un travail urbain important, il doit y avoir l'allocation de membres spécialisés dans le travail urbain. Lorsque le volume et la nature du travail l'exigent, des sous-comités doivent être constitués.

Leurs tâches consisteront à mettre en œuvre de manière approfondie la politique et les orientations

urbaines, à étudier et à résoudre les problèmes sur le terrain, à étudier l'ennemi, à anticiper ses mouvements et à planifier en conséquence, à élaborer des théories sur la base des expériences de terrain et à centraliser ainsi la richesse des nouvelles idées qui émergent constamment du terrain afin qu'elles puissent être rapidement mises en œuvre en tous lieux. À ce stade, ces mêmes camarades devront également se concentrer sur les tâches du domaine ouvrier. Cela signifie coordonner le travail de la classe ouvrière dans différents centres, guider les organisations et les fronts de la classe ouvrière, préparer des programmes et des matériaux pour l'éducation politique et la formation des cadres de la classe ouvrière, étudier les tendances qui se développent dans le mouvement de la classe ouvrière et planifier en conséquence, et répondre par des décisions rapides au niveau politique et tactique aux nombreux événements spontanés qui se produisent au milieu de la recrudescence continue des luttes de la classe ouvrière.

5.2 Élaborer des plans de perspectives à l'échelle de l'Inde et des États

Les comités supérieurs (et en particulier les camarades affectés à la spécialisation) devraient formuler et décider des perspectives des zones urbaines et des industries à leurs niveaux respectifs. Décider de la perspective donne la priorité et l'orientation pour planifier concrètement. Elle garantit que l'al-

location des forces subjectives n'évolue pas spontanément mais selon un plan.

En étudiant le processus urbain à la lumière de notre politique et de notre stratégie, et sur la base d'une analyse de la ville et d'une analyse industrielle, il faut décider des villes et des industries sur lesquelles il faut se concentrer. Une simple analyse de classe des zones de travail existantes et des villes potentielles devraient également être menées. Cela permettra de déterminer la priorité et de prendre des décisions concrètes.

L'attribution effective se fera naturellement sur la base des forces subjectives disponibles et des plans de la commission compétente. Cependant, nous devons, lors de l'attribution des forces pour le travail urbain, être prudents et n'attribuer que des camarades qui auront une bonne chance de s'adapter au travail urbain et de le poursuivre pendant un certain temps. Contrairement aux zones rurales où le retrait d'un camarade ne doit pas nécessairement entraîner une grande exposition, le retrait d'un camarade urbain peut entraîner des problèmes considérables pour une organisation urbaine.

5.3 Réorienter et réorganiser les organisations urbaines dans le cadre d'une approche stratégique à long terme

Nombre de nos zones de travail urbaines ne fonctionnent pas selon une approche stratégique à long terme. De nombreuses zones ont dû fermer à

cause de l'exposition et des pertes. De nombreuses zones ont essayé d'introduire une approche stratégique par une méthode d'essai et d'erreur dérivée des expériences quotidiennes sur le terrain de la confrontation avec l'ennemi. Elles ont fait des progrès considérables, mais des lacunes subsistent. Ainsi, aujourd'hui, les différentes zones suivent des pratiques différentes, basées non seulement sur les différents niveaux de répression auxquels elles sont confrontées, mais aussi sur des facteurs subjectifs comme l'approche de la zone et de la direction de l'État ou les différents modèles et styles de travail hérités du passé. Cette situation s'est poursuivie en raison de la négligence du travail urbain en général, et en particulier de l'absence d'un ensemble de politiques et de lignes directrices dans tout le Parti. Maintenant que nous avons adopté des politiques et des lignes directrices communes, nous devrions nous efforcer de réorienter et de réorganiser le travail urbain dans l'ensemble du Parti avec une approche stratégique à long terme.

Cette tâche devrait être abordée comme une campagne étroitement guidée et contrôlée par les comités d'État. Il devrait s'agir d'un processus par étapes impliquant l'éducation de tous les cadres urbains conformément à la politique urbaine, en insistant particulièrement sur les différents aspects de l'approche stratégique à long terme ; l'évaluation du fonctionnement et de la structure de l'organisation urbaine à tous les niveaux – tant du parti que

de l'organisation de masse – et la prise de décisions pour corriger ou améliorer les pratiques existantes ; la fixation d'objectifs pour la mise en œuvre des changements décidés et le suivi, organisé dans le but de veiller à leur développement convenu, c'est-à-dire conformément au plan, et, si nécessaire, la réaffectation des forces selon l'évaluation susmentionnée ainsi qu'effectuée d'après les plans de perspectives élaborés par les comités supérieurs.

L'élément essentiel pour la mise en œuvre efficace d'une telle campagne est la participation la plus étroite des comités supérieurs. Des questions, des doutes et des problèmes pratiques ne manqueront pas d'apparaître au cours de la mise en œuvre. Pour résoudre ces problèmes, il faut que les membres des comités supérieurs participent à la campagne et puissent apporter des réponses et trouver des moyens de résoudre les problèmes qui pourraient surgir. Nous devons veiller à ce que chaque MP et chaque militant opérant dans la ville comprennent parfaitement l'approche stratégique à long terme, aient pleinement confiance dans cette approche et soient prêts à la mettre en œuvre.

La Commission a pour mission de promouvoir la compréhension mutuelle, de la mettre en œuvre dans la pratique quotidienne et d'essayer de la développer à des échelons différents.

5.4 Mobiliser largement les masses urbaines, en particulier la classe ouvrière

En ce qui concerne la mobilisation de masse, nous devons tout d'abord corriger l'idée fautive selon laquelle l'approche stratégique à long terme visant à préserver nos forces signifie que nous devons limiter notre organisation de masse aux seules organisations de masse secrètes. Tous les camarades doivent comprendre que la préservation et la protection de nos forces n'est possible que dans le giron des larges masses. Nous devons donc recourir à l'organisation de masse légale la plus large possible tout en maintenant un équilibre correct entre les formes légales et illégales d'organisation et de lutte. Cette orientation vers une large organisation de masse devrait donc être l'un des éléments essentiels de la campagne de réorientation et de réorganisation du Parti.

Nous devrions nous mobiliser par le biais d'un travail fractionné dans divers types d'organisations existantes et par le biais de différentes organisations de façade et concevoir constamment de nouveaux moyens créatifs pour s'immiscer parmi les masses sans être exposés. Nous ne devons pas nous inquiéter du fait que nos luttes et nos slogans ne sont pas suffisamment rouges et révolutionnaires. Tant que nous serons parmi les masses et que nous les attirerons dans la lutte, nous pourrons les politiser et les attirer vers la ligne et le Parti révolutionnaire.

Si nécessaire, et lorsqu'il est possible de mobiliser à grande échelle, nous devrions également former, ou participer à des organisations démocratiques légales. Nous pouvons ainsi faire sortir les masses en grand nombre sur un programme démocratique. Nous ne devrions cependant pas procéder à de telles mobilisations lorsque le nombre de participants est susceptible d'être faible et que nos forces sont susceptibles d'être exposées.

La mobilisation et l'organisation de masse dans les villes doivent être principalement axées sur la classe ouvrière. Nous devrions accorder une attention particulière aux syndicats et aux autres organisations de la classe ouvrière. Nous devrions également nous organiser dans les bastions où réside la classe ouvrière, avec d'autres sections de la population pauvre des villes. Après la classe ouvrière et les pauvres des villes, nous devrions prêter attention aux organisations des étudiants et aux autres sections de la petite bourgeoisie.

5.5 Recruter et développer des dirigeants du parti issus de la classe ouvrière

Nous devrions avoir une forte orientation prolétarienne dans notre processus de construction du parti. À cet égard, nous devrions accorder une attention particulière à la résolution du neuvième congrès à ce sujet. Nous devrions donc nous concentrer sur la construction du parti dans les usines et autres centres de travail de la classe ouvrière. Même

au sein des organisations de femmes, de jeunes et d'étudiants, nous devrions accorder une attention particulière au recrutement dans les milieux prolétariens. Nous devrions accorder une attention particulière à l'éducation des prolétaires afin de les intégrer rapidement et en grand nombre au Parti. Après le recrutement, nous devrions mettre en place des mesures et des programmes de formation et de développement de dirigeants du parti parmi eux.

5.6 Réorganiser le mécanisme technique dans les villes

À l'exception des villes et des villages situés dans les zones de guérilla et à proximité de celles-ci, qui sont confrontées à une répression sévère, le mécanisme technique de la plupart des villes est très souple et primitif. Nous développons principalement nos méthodes techniques comme un processus de réaction à la menace ennemie immédiate, plutôt que comme un plan basé sur une approche stratégique à long terme. Cette approche spontanée est très dangereuse et doit être radicalement modifiée.

Nous devons donc revoir en profondeur le mécanisme technique et les méthodes de coordination de nos travaux ouverts et secrets. Pour cela, un processus progressif et fragmentaire ne fonctionnera pas. Un tel processus reste tout au plus partiel et n'apporte pas le changement requis. En outre,

l'ennemi s'empresse de mettre en place son réseau dans les villes de tout le pays. Nous devrions donc revoir radicalement nos hypothèses de base concernant les exigences techniques. Nous devons réaliser que nous ne pouvons pas planifier sur la base des actions et des apparences immédiates de l'ennemi. L'État planifie sur le long terme et sur l'ensemble de l'Inde. Notre planification doit également être à long terme et ne peut pas faire de distinction entre les villes de répression et les villes de « non-répression ».

Les normes de base concernant le fonctionnement sous des façades, fonctionnant strictement par couches, couvrent les méthodes d'organisation et les techniques de communication et devraient être mises en œuvre dans tous nos travaux urbains. Toutefois, cela ne devrait être la première étape. Nous devons nous rappeler que notre ennemi étudie et développe constamment de nouvelles méthodes contre nous. Notre approche et notre méthode doivent donc également être dynamiques et créatives. Ainsi, au cours de la mise en œuvre de nos lignes directrices, chacun d'entre nous devrait continuer à faire des ajouts, des adaptations et des développements à ces lignes directrices. Notre mécanisme technique, tout en s'appuyant sur certains concepts et principes de base, devrait toujours progresser et s'améliorer, se montrant ainsi toujours un pas en avant de la police politique.

5.7 Préparer les organes d'autodéfense du mouvement urbain

À cet égard, nous sommes relativement arriérés. Bien que toutes les organisations de ville forment des équipes pour des actions spécifiques, il n'y a guère eu de progrès et très peu d'expérience dans la mise en place de formations d'autodéfense plus stables. Cela est vrai aussi bien pour les équipes ouvertes que pour les escouades d'autodéfense secrètes.

Nous devrions fixer des objectifs dès maintenant et ne plus retarder cette tâche. Là où des préparatifs sont nécessaires, nous devrions faire les préparatifs nécessaires et former les équipes. Pour les équipes ouvertes, il faudrait établir une base politique ou organisationnelle simple et un code de conduite. Pour les équipes secrètes, il est important de préparer la formation politique et militaire nécessaire. Les camarades concernés doivent également avoir une idée claire de la ligne de conduite de l'équipe. Les camarades supérieurs devraient prendre la responsabilité de veiller à ce que cette tâche soit menée à bien.

5.8 S'engager dans le travail au sein des industries clés

Aujourd'hui, notre présence dans les industries clés est extrêmement faible. Avec l'avancée de la guerre populaire, il est urgent que nous nous enga-

gions dans les industries clés et que nous y établissons une base solide. Tous les comités supérieurs devraient donc garder cela à l'esprit lorsqu'ils élaborent leurs plans. Nous devrions établir des plans pour les industries clés en fonction de l'importance de l'industrie, des ouvertures disponibles pour l'entrée et des forces subjectives dont nous disposons pour ce type de travail.

5.9 Infiltrer les organisations ennemies

C'est également un domaine où nous sommes pratiquement inexistantes et où nous devons faire nos premiers pas. Nous devons donc planifier cela à différents niveaux.

Nous devrions profiter des possibilités d'entrée dans la police, les forces paramilitaires et militaires. Nous devrions suivre très secrètement les contacts de ceux qui font déjà partie de ces forces. Dans la mesure du possible, nous devrions les contacter de l'extérieur. Ce travail devrait être guidé directement par les comités supérieurs sans en informer les organes locaux.

Nous devrions régulièrement faire de la propagande concernant les problèmes des gendarmes et des soldats ordinaires. Nous devrions aborder les questions brûlantes qui les concernent et les soulever.

Nous devrions également faire une étude sur les villes de cantonnement, les zones d'usines d'ordonnance, etc. dans le but d'élaborer un plan de travail

dans ces zones. Nous devrions également essayer de collecter et de générer le type de forces qui seraient capables de faire ce genre de travail.

5.10 Construire le front uni dans les zones urbaines

Notre travail de front uni urbain implique, d'une part, la construction et le renforcement de l'alliance ouvrière-paysanne et, d'autre part, la construction de l'unité entre la classe ouvrière et les autres sections et classes urbaines.

Comme mentionné précédemment, l'alliance ouvrière-paysanne n'est pas seulement la tâche des villes adjacentes aux zones de guérilla et autres zones de lutte rurale. Les villes métropolitaines et industrielles relativement éloignées de la campagne doivent se concentrer sur les différents moyens de faire progresser l'alliance ouvrière-paysanne. La propagande, les luttes de solidarité, la participation des travailleurs aux agitations paysannes, l'aide directe aux luttes rurales, sont quelques-uns des programmes à entreprendre. En même temps, sur la base de la situation concrète, d'autres moyens nouveaux et plus créatifs visant à renforcer l'unité des deux classes révolutionnaires de base devraient être développés.

Le front uni avec les autres classes se fera principalement par le biais d'organisations de front commun basées sur des enjeux spécifiques ou un programme. Bien que celles-ci puissent être légales

pendant un certain temps, en fonction de l'ampleur du front, nous devrions également être prêts à gérer les organisations du FU dans la clandestinité comme le fait le Front National Démocratique (NDFP) aux Philippines lorsqu'il est confronté à un régime fasciste brutal. Tout en y participant largement, nous devrions corriger nos erreurs sectaires dans la construction de ces fronts communs et nos tractations bureaucratiques au sein de ceux-ci.

Les hauts comités doivent constamment guider et planifier l'avancement et l'élargissement de notre travail de front uni.

Comme nous l'avons souligné tout au long de ce chapitre, les politiques de libéralisation, de mondialisation et de privatisation ont eu un grand impact sur les zones urbaines. Presque toutes les sections de travail des villes ont été gravement touchées par ces politiques. Cela a conduit à maintes reprises à des débordements spontanés de diverses sections sur des questions partielles sans orientation claire. Aujourd'hui, cependant, les luttes sont plus organisées et se concentrent sur les politiques elles-mêmes, la classe ouvrière jouant le rôle principal. Depuis le début des années 2000, de nombreuses luttes importantes de la classe ouvrière ont éclaté et continuent de s'étendre et de se développer sans relâche. Non seulement ces luttes s'étendent à tous les coins du pays, mais elles progressent également au rythme des luttes anticapitalistes qui se déroulent dans différentes parties du globe. Même

le vent réactionnaire qui a suivi les avancées militaires de l'impérialisme en Afghanistan n'a pas été capable de contrecarrer les luttes croissantes.

À ces luttes ouvrières se sont ajoutées les luttes des employés, des enseignants, etc. Elles inspirent également les pauvres des bidonvilles et les luttes du semi-prolétariat avec des luttes anti-démolition et anti-évacuation qui prennent à nouveau un caractère militant. Même les petits capitalistes de la bourgeoisie nationale descendent dans la rue pour s'opposer à la délocalisation de l'industrie, aux nouvelles taxes, aux tarifs élevés de l'électricité, etc. Les racines de la plupart de ces luttes émergent des politiques impérialistes de mondialisation, de libéralisation et de privatisation, et sont donc de plus en plus directement dirigés contre ces politiques. Il existe donc dans les zones urbaines une condition favorable à la construction de fronts larges contre l'impérialisme et cette situation devrait se poursuivre pendant un certain temps.

Collection “Colorful Classics”

- 1 **Marxism-Leninism-Maoism
Basic Course: Revised Edition**
Communist Party of India
(Maoist)
- 2 **Philosophical Trends in the
Feminist Movement**
Anuradha Ghandy
- 3 **Minimanual of the Urban
Guerrilla**
Carlos Marighella
- 4 **The Communist Necessity**
J. Moufawad-Paul
- 5 **Maoists in India: Writings
& Interviews**
Azad
- 6 **Five Golden Rays**
Mao Zedong
- 7 **Stand for Socialism Against
Modern Revisionism**
Armando Liwanag
- 8 **Strategy for the Liberation
of Palestine**
PFLP
- 9 **Against Avakianism**
Ajith
- 10 **Specific Characteristics of our
People’s War**
Jose Maria Sison
- 11 **Rethinking Socialism:
What is Socialist Transition?**
Deng-yuan Hsu & Pao-yu
Ching
- 12 **Fedai Guerillas Speak on
Armed Struggle in Iran**
Dehghani, Ahmadzadeh,
Habash, Pouyan, Ashraf
- 13 **Revolutionary Works**
Seamus Costello
- 14 **Urban Perspective**
Communist Party of India
(Maoist)
- 15 **Five Essays on Philosophy**
Mao Zedong
- 16 **Post-Modernism Today**
Siraj
- 17 **The National Question**
Ibrahim Kaypakkaya
- 18 **Historic Eight Documents**
Charu Mazumdar
- 19 **A New Outlook on Health**
Advocators
- 20 **Basic Principles of Marx-
ism-Leninism: A Primer**
Jose Maria Sison
- 21 **Towards a Scientific Analysis
of the Gay Question**
Los Angeles Research Group
- 22 **Activist Study
Araling Aktibista (ARAK)**
PADEPA

Collection “New Roads”

1. *From Victory to Defeat: China's Socialist Road and Capitalist Reversal*
Pao-yu Ching
2. *Silage Choppers and Snake Spirits*
Dao-yuan Chou
3. *Which East is Red?*
Andrew Smith
4. *Mao Zedong's "On Contradiction" Study Companion*
Redspark Collective
5. *Critique of Maoist Reason*
J. Moufawad-Paul
6. *Like Ho Chi Minh! Like Che Guevara!*
Ian Scott Horst
7. *Critiquing Brahmanism*
K. Murali (Ajith)
8. *Operation Green Hunt*
Adolfo Naya Fernández
9. *Of Concepts and Methods*
K. Murali (Ajith)

Collection “Foundations”

1. *The Foundations of Leninism*
Joseph Stalin
2. *Wage Labour and Capital & Wages, Price and Profit*
Karl Marx
3. *Reform or Revolution?*
Rosa Luxemburg
4. *Socialism: Utopian and Scientific*
Frederick Engels
5. *The State and Revolution*
V. I. Lenin
6. *Labour in Irish History*
James Connolly
7. *Anarchism or Socialism? & Trotskyism or Leninism?*
Joseph Stalin
8. *Manifesto of the Communist Party & Principles of Communism*
Karl Marx & Frederick Engels
9. *Essays in Historical Materialism*
George Plekhanov
10. *The Fascist Offensive & Unity of the Working Class*
George Dimitrov

Collection “Works of Maoism”

1. *Collected Works (1968-1987)*
Communist Party of Peru
2. *Selected Works, Volume VI*
Mao Tse-tung
3. *Selected Works, Volume VII*
Mao Tse-tung
4. *Selected Works, Volume VIII*
Mao Tse-tung

Éditions en Langues Étrangères

Collection “Classiques en couleurs”

1. **Cours de Base de Marxisme-Léninisme-Maoïsme**
PCI (maoïste)
11. **Repenser le Socialisme: Qu'est ce que la Transition Socialiste?**
Deng-yuan Hsu & Pao-yu Ching
13. **Perspectives Urbaines**
PCI (maoïste)
15. **Cinq Essais Philosophiques**
Mao Zedong

<https://redspark.nu>
<https://foreignlanguages.press>